

BRIGADES ÉDITORIALES DE SOLIDARITÉ

7
23 mai 2022

SOUTIEN À L'UKRAINE RÉSISTANTE

page*2:
Editions Page deux

EDITIONS
SYLÉPSE



Les Cahiers de l'antidote

Après les Gilets jaunes, la pandémie du Covid, la Colombie et la Birmanie, les éditions Syllepse poursuivent la publication d'ouvrages accessibles à tous et toutes qui éclairent sur les enjeux des convulsions d'un monde qui n'en finit pas de semer la misère, la souffrance et la guerre.

Les éditions Syllepse se sont associées pour cette série sur l'agression de la Russie poutinienne contre l'Ukraine aux éditions Page 2 (Lausanne), M Éditeur (Montréal) et Spartacus (Paris), aux revues *New Politics* (New York), *Les Utopiques* (Paris) et *ContreTemps* (Paris), aux sites *À l'encontre* (Lausanne) et *Europe solidaire sans frontières*, ainsi qu'au blog *Entre les lignes entre les mots* (Paris), au Centre Tricontinental (Louvain-la-Neuve) et au Réseau syndical international de solidarité et de luttes.

BRIGADES ÉDITORIALES DE SOLIDARITÉ

À l'encontre: <https://alencontre.org/>

Centre Tricontinental: www.cetri.be/

ContreTemps: lesdossiers-contretemps.org

Éditions Page 2: <https://alencontre.org/>

Éditions Spartacus: www.editions-spartacus.fr

Éditions Syllepse: www.syllepse.net

Entre les lignes, entre les mots: <https://entreleslignesentrelesmots.blog/>

Europe solidaire sans frontières: www.europe-solidaire.org

Les Utopiques: lesutopiques.org

M Éditeur: <https://m-editeur.info/>

New Politics: newpol.org/

Réseau syndical international de solidarité et de luttes: laboursolidarity.org

LES CAHIERS DE L'ANTIDOTE, « SPÉCIAL UKRAINE », N° 7, 23 MAI 2022

ÉDITIONS SYLLEPSE

69, RUE DES RIGOLES – 75020 PARIS

ISBN: 979-10-399-0064-5

Illustrations: DR; p. 94: d'après une image de L'Atelier au fond à gauche, 2021.

Images: DR

TABLE DES MATIÈRES

OUI MAIS QUAND MÊME	5
SYNDICALISTES UKRAINIENS MORTS AU COMBAT	7
KATYA GRITSEVA, ARTISTE RÉVOLUTIONNAIRE UKRAINIENNE	8
LA PAROLE À SOTSYALNYI RUKH	
VICTOIRE ET HAINE DE L'ENNEMI	32
POUR UN CONTRÔLE DÉMOCRATIQUE DES REPRÉSENTANTS DES TRAVAILLEURS SUR LES ACTIFS RUSSES	35
POURQUOI LA DETTE EST-ELLE INJUSTE?	36
PRISES DE POSITION	
LA CONQUÊTE DE L'UKRAINE ET L'HISTOIRE DE L'IMPÉRIALISME RUSSE	39
RUSSIE: LE VISAGE FÉMININ DU MOUVEMENT ANTIGUERRE?	50
QUAND ALLONS-NOUS CESSER D'EXCUSER L'INVASION RUSSE?	54
L'HÉRITAGE SOCIALISTE DE L'UKRAINE	65
L'IMPÉRIALISME RUSSE ET SES MONOPOLES	69
MENSONGE, FRAUDE ET SACRILÈGE	76
DÉNI MÉPRISANT DES UKRAINIENS COMME ACTEURS AU NOM DE LA GÉOPOLITIQUE ET/OU DE LA PAIX	78
« ENSEMBLE, NOUS TRANSFORMERONS LA VIE DE NOS ENNEMIS EN ENFER! »	82
BOÎTE ALERTES	
RÉSEAU EUROPÉEN SOLIDARITÉ AVEC L'UKRAINE ET CONTRE LA GUERRE	87
JE REVIENS D'UKRAINE	92

ХЕРСОН



OUI MAIS QUAND MÊME

CHRISTIAN MAHIEUX¹

Ça va bientôt faire trois mois que l'armée russe a envahi le territoire ukrainien. En fait, beaucoup plus que ça, puisque le pouvoir russe a annexé la Crimée en 2014. En France, dès ce moment-là des organisations, des collectifs militants ont mis en exergue la politique impérialiste de Poutine et ses conséquences. Le cas d'Oleksandr Koltchenko fut emblématique. C'est dès la fin de cette année 2014 qu'un premier appel circulait :

Oleksandr Koltchenko est connu en Crimée pour ses engagements antifascistes, syndicaux, anarchistes, écologistes. Ayant diffusé un film sur l'assassinat de la journaliste indépendante criméenne Anastasia Baburova, à Moscou en 2009, il avait déjà été attaqué au couteau par une bande fasciste. Il a poursuivi ses activités militantes en faveur des droits humains et a ainsi participé, dans le camp clairement antifasciste, aux manifestations de la place Maïdan qui ont abouti à chasser le président ukrainien Ianoukovtich dont le clan pillait les richesses et exploitait la population de ce pays. Lors de l'intervention militaire russe en Crimée, Oleksandr Koltchenko a organisé des manifestations pacifiques de protestation contre l'occupation militaire, qui a faussé le référendum, aux côtés de citoyens et citoyennes tatar·es, ukrainien·nes ou russes. Quelques jours avant une de ces manifestations, la police politique russe (FSB) a enlevé

plusieurs des organisateurs de ces résistances populaires ; ce fut le cas d'Oleksandr Koltchenko, le 16 mai 2014. Avec trois autres personnes ainsi kidnappées, il a été accusé notamment d'«organisation d'un groupe terroriste lié à l'extrême droite ukrainienne». Oleksandr Koltchenko est un antifasciste que la police politique tente de faire passer pour un fasciste. Oleksandr Koltchenko est un homme qui se considère comme citoyen ukrainien et que la police politique russe veut juger en tant que russe. Il est enfermé dans des conditions draconiennes, ses avocats sont privés des droits élémentaires d'une défense digne de ce nom et il est sous la menace de quinze ans de camp de travail.

Oleksandr Koltchenko est étudiant et militant syndical ; il travaillait aussi à La Poste, en parallèle de ses études. Il défend activement, par sa pratique, le droit de s'organiser librement, le droit de créer et faire vivre des organisations associatives, syndicales, écologistes ou politiques. Il fait partie des hommes et des femmes qui luttent contre l'extrême droite, qu'elle soit ukrainienne, russe ou autre. Parce qu'il lutte contre la corruption et pour l'égalité des droits entre tous et toutes, Oleksandr Koltchenko, est la cible des clans oligarchiques, en Russie, en Ukraine ou ailleurs. Oleksandr Koltchenko milite pour le droit de chaque peuple à décider de son avenir ; comme d'autres militants et militantes, en Crimée, en Ukraine ou en Russie, il refuse que le choix se limite à devoir soutenir une des politiques impérialistes, celle de la Russie, celle de l'Union européenne ou celle des États-Unis.

La situation d'Oleksandr Koltchenko est emblématique de la répression exercée dans cette région du monde. Mais son cas est loin d'être le seul. À

1. Christian Mahieux est cheminot retraité, membre du comité éditorial de la revue de l'Union syndicale Solidaires, *Les Utopiques*, et du Réseau syndical international de solidarité et de luttes. Il est également président des Éditions Syllepse.

travers Oleksandr Koltchenko, ce sont les libertés démocratiques de tous et toutes que nous défendons. Notre démarche, comme celle d'Oleksandr Koltchenko, s'oppose donc à celles et ceux qui veulent restreindre ces libertés.

C'était il y a huit ans. En France, un collectif d'organisations s'était mis en place et a organisé diverses initiatives (bulletin d'information, affiches, rassemblements, réunions publiques, soutien financier...), jusqu'à sa libération, en septembre 2019, après des années de «camp à régime sévère». Arrestation et détention arbitraires, négation des peuples d'Ukraine, accusation sans fondement de fascisme, attaques envers le mouvement social : en France, celles et ceux qui voulaient savoir pouvaient savoir. Mais toute une partie de «la gauche» a fait mine de s'en désintéresser. Fait mine, oui ; ils et elles n'ignoraient pas ce type de situation et le cas de Koltchenko et ses coaccusés (dont le cinéaste Sentsov) n'était pas unique, loin de là. Mais dénoncer le régime de Poutine les dérangeait. L'impérialisme, c'est bien connu, est américain ; russe ? Ah non, pourquoi pas soviétique alors ! Une partie de cette «gauche» s'était accommodée durant des décennies des massacres, des camps, des «hôpitaux psychiatriques», de l'interdiction des syndicats libres, des interventions armées dans «les pays frères». Manifestement, il reste un peu de ça dans la réaction d'une partie de «la gauche» à l'intervention armée russe en Ukraine.

On ne parle pas là de celles et ceux qui, en réalité, soutiennent Poutine et son régime ; mais des courants politiques, syndicaux, adeptes du «oui mais quand même». Oui, mais quand même l'OTAN est une mauvaise chose. Oui, mais quand même l'extrême droite est présente dans la résistance ukrainienne. Oui, mais quand même le régime en place en Ukraine est au service du capitalisme. Oui, mais

quand même on ne peut pas s'en remettre à l'impérialisme américain pour défendre les libertés. Oui, mais quand même livrer des armes à la résistance c'est faire durer la guerre ; or, la paix c'est mieux que la guerre. Oui, mais...

Mais que disent les syndicalistes en Ukraine ? Que disent les militantes et militants des mouvements sociaux et politiques agissant pour l'émancipation sociale ? Depuis trois mois, ils et elles n'ont de cesse de le répéter à qui veut l'entendre : «Oui, mais quand même, l'urgence, c'est de soutenir la résistance populaire, ici, en Ukraine ; et les courageuses désobéissances au Bélarus et en Russie.» Le soutien peut être critique, bien entendu ; même, il doit l'être. La formule «soutien inconditionnel», pour jolie qu'elle soit dans un texte n'en est pas moins dangereusement simpliste. Mais dans «soutien critique», il y a deux mots et le premier d'entre eux, pour que le second soit éventuellement efficient, est «soutien». Pour ce qui est de la critique du pouvoir ukrainien, ne faisons pas l'affront aux camarades d'Ukraine de laisser croire qu'ils et elles nous ont attendu pour agir en ce sens. Les acteurs et actrices de bien des mouvements syndicaux, sociaux, politiques ou culturels se sont confrontés au pouvoir en place depuis des années, bien avant que nos commentateurs et commentatrices «de gauche» ne découvrent l'Ukraine.

20 MAI 2022



SYNDICALISTES UKRAINIENS MORTS AU COMBAT

SERHIY MYKHAILOVYCH KOVALCHUK

Sergiy Mykhailovytch Kovaltchuk, membre du Syndicat indépendant des mineurs d'Ukraine, a été tué dans la lutte contre l'agresseur russe. Le Syndicat indépendant des mineurs d'Ukraine, l'Association régionale du NPGU de Tchervonohrad et l'OBNL du NPG de la mine de Lisova sont profondément attristés par le décès d'un soldat qui a travaillé pen-

souterraine Stepova de Lvivugol State Enterprise, membre du Syndicat indépendant des mineurs d'Ukraine Yuri Mykhailovytch Ogorodnik est décédé le 7 mai.

Le Syndicat indépendant des mineurs d'Ukraine, l'Association régionale des NPGU de Tchervonohrad et le NPGU de la mine de Stepova sont profondément attristés par le décès d'un jeune soldat mineur.



dant de nombreuses années dans une compagnie de charbon. Nous exprimons nos sincères condoléances pour la perte irréparable des parents et amis du défunt.

Sergiy Mykhailovytch Kovaltchuk est né le 11 août 1976. De 2005 à 2019, il a travaillé à la mine Lisova de l'entreprise d'État de Lvivugol. Il vivait à Tchervonohrad, dans la région de Lviv. Serhiy laisse dans le deuil sa femme et ses deux enfants.

YURI OGORODNIK

Dans la lutte contre l'agresseur russe, défendant l'Ukraine, près de Kharkiv, un électricien de la mine

Nous exprimons nos sincères condoléances pour la perte irréparable des parents, proches, collègues et amis du défunt.

Yuri Ogorodnik est né le 6 février 1999. À partir de 2018, il a travaillé dans la section des convoyeurs de la mine Stepova de l'entreprise d'État de Lvivugol. Habitant de Tchervonohrad, région de Lviv. En avril 2019, il a été appelé au service militaire. À partir d'octobre 2020, il a servi sous contrat dans les forces armées.

10 MAI 2022

PUBLIÉ PAR KVPU

Traduction Patrick Le Tréhondat

KATYA GRITSEVA, ARTISTE RÉVOLUTIONNAIRE UKRAINIENNE

Katya Gritseva (2000-...). Artiste ukrainienne, socialiste, militante étudiante, poète. Née à Marioupol dans une famille ouvrière, elle travaille principalement dans le domaine du graphisme numérique et imprimé, de la composition de livres. Elle contribue à l'illustration de plusieurs supports internet ukrainiens de gauche : Mouvement social, revue *Commons*.

Pour tout contact avec Katya Gritseva : de27ad00@gmail.com / Intasgram : [@cmrd_grits](https://www.instagram.com/cmrd_grits)

Katya Gritseva sur Youtube : www.youtube.com/watch?v=NOebNhBWAgo



Photo prise dans le dortoir de l'Académie des arts de Lviv, où je me trouve aujourd'hui en tant que réfugiée. (Lviv, 2022).



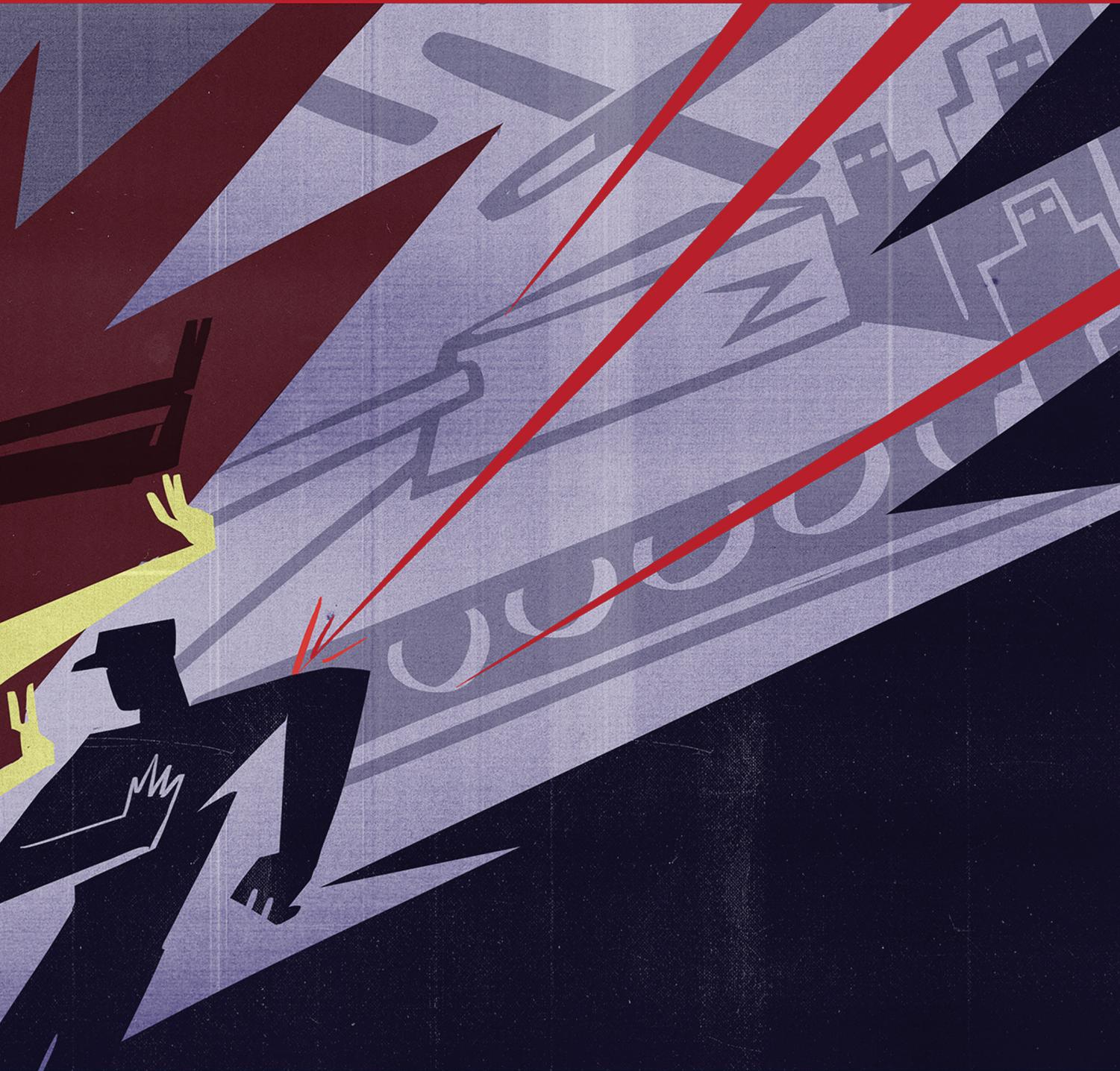


Illustration sur l'importance de l'assistance mutuelle
et de la coopération pendant la guerre.
2022, art numérique, Kharkiv.

Illustration pour Frantz Fanon, *Les damnés de la terre*.
«Les spécificités de la guerre en Ukraine».
2022, art numérique, Kharkiv.



Pages suivantes:
Illustration pour un projet non réalisé
de bibliothèque marxiste.
2020, art digital, Kharkiv.



to build we have to know to

master the science To know, we have To learn





an diligently

patiently

from every

*when
the
work*





20

20

20

20

20

20

20

20







Image symbolique de la ville industrielle de Marioupol,
détruite par les bombes.
2022, techniques mixtes, Lviv.

Illustration
pour Sotsyalnyi Rukh.
2021, art numérique,
Kharkiv.





SOLIDARITY



WITH U





KRAINE



Illustration pour une campagne conjointe de solidarité avec les Ukrainiens de Sotsyalnyi Rukh et du NPA.
2022, art numérique, Lviv.





Illustration pour Sotsyalnyi Rukh. 2022, art numérique, Kharkiv.





Illustration pour l'article de Vitaly Dudin sur la violation des droits des travailleurs pendant la guerre.
2022, art numérique, Lviv.



Autoportrait avec Maïakovski.
2021, Linoprint, Kharkiv.

LA PAROLE À SOTSYALNYI RUKH¹

1. Nous publions ci-après divers documents, déclarations, interviews, brèves issues de Sotsyalnyi Rukh (Mouvement social), organisation anticapitaliste, féministe et écologiste ukrainienne.

VICTOIRE ET HAINE DE L'ENNEMI

ZAKHAR POPOVITCH¹

Pour survivre, l'Ukraine n'a d'autre choix que de remporter une victoire militaire. Victoire sur la Russie, gravement touchée par le fascisme. Les travailleurs russes peuvent encore empêcher le pire scénario pour leur pays en défiant le poutinisme. Que cela soit possible dépend également de l'état d'esprit en Ukraine, à savoir de l'arrêt de la déshumanisation de l'ennemi. Zakhar Popovitch réfléchit à une telle perspective



La victoire de la Seconde Guerre mondiale, dont on célèbre aujourd'hui l'anniversaire, n'est pas allée sans une puissante vague de haine pour tout ce qui est allemand, ce qui a duré longtemps après la guerre. Nous pouvons rappeler des histoires sur la façon dont les militaires soviétiques, s'exprimant lors de rassemblements devant la population locale de l'Allemagne libérée, terminaient parfois leurs discours par des appels à « cogner les Allemands ». Il a fallu des décennies pour que la haine s'apaise, les Allemands déclarant à plusieurs reprises leur responsabilité, des réparations et des indemnités à vie aux prisonniers des camps de concentration étant versées.

L'Ukraine est actuellement en guerre contre les envahisseurs russes. Les atrocités en cours en Ukraine sous le mot d'ordre de « dénazification » et de « protection des russophones » provoquent une réaction émotionnelle sincère d'abandonner tout ce qui est russe, d'oublier la langue russe et d'effacer de la mémoire

toute la littérature classique russe, c'est-à-dire une grande partie de ce qui apparaît comme un péché, imprégné d'un parfum impérial et d'une suprématie sur les autres peuples, en particulier par ceux qui ont été conquis par l'empire. Dans quelle mesure la culture ukrainienne préservera sa composante russe n'apparaîtra clairement que lorsque la guerre sera terminée, et plus elle durera, plus la culture russe souffrira en Ukraine, en Russie et dans le monde.

LA GENÈSE DE LA HAINE

Maintenant, nous voyons une haine croissante pour tout ce qui est russe. Cela a commencé par la haine de Poutine, qui a promu Ianoukovitch, annexé la Crimée et déclenché une guerre dans le Donbass. Jusqu'à récemment, la plupart des Ukrainiens ne blâmaient pas tous les Russes pour les crimes du régime Poutine, mais avec l'agression de la Russie, il est devenu de plus en plus clair que la plupart des soldats russes ont rejoint sous contrat l'armée plus ou moins volontairement. Bien sûr, la plupart des soldats russes viennent des régions les plus défavorisées et les plus arriérées et ont rejoint les forces armées principalement en raison du manque de travail, de l'impossibilité d'obtenir une éducation décente et même simplement de s'assurer des moyens de subsistance relativement décentes. Sans doute, la catastrophe sociale dans ces régions est principalement le résultat de la politique de la capitale Moscou-Petersbourg menée depuis de nombreuses années, et qui a méthodiquement exploité et négligé ces régions, tout en en extrayant tout leur jus. Mais quelles que soient les conditions sociales évoquées, on ne peut esquiver la

1. Membre de Sotsyalnyi Rukh.

question de la responsabilité personnelle. De nombreux militaires russes commettent des violences et des crimes ici de leurs propres mains, ils font ce qu'une personne normale ne semble pas être autorisée à commettre. Que peuvent signifier d'autre que les cadavres de civils retrouvés à Boutcha, les mains liées dans le dos, qui ont reçu une balle dans la nuque? Cela ne peut pas être un accident, c'est un meurtre délibéré de civils détenus qui ne pouvaient plus résister et ne représentaient aucune menace.

HAINE ET VICTOIRE

Mais ce qui est encore plus épouvantable, c'est que tant de Russes semblent soutenir la guerre, croyant les déclarations cyniques de l'état-major russe selon lesquelles ils n'ont rien à voir avec ces tueries. Au lieu de déclarer qu'elles sont prêtes à participer à l'enquête, les autorités russes nient simplement les faits évidents. Et le nombre de Russes qui soutiennent la guerre, malgré les dizaines de milliers de civils ukrainiens tués, semble augmenter. Bien qu'il soit possible qu'un processus plus complexe de polarisation de la société russe soit en cours, parallèlement à la consolidation de l'élite et de ses hommes de main, la résistance aux politiques cannibales de Poutine s'accroît malgré tout.

QUELLES SONT LES COUCHES SOCIALES QUI SONT POUR POUTINE?

D'une part, il semble que même les Russes qui étaient initialement contre la guerre, probablement pour une raison humaniste abstraite et une réticence à gâcher les relations avec l'Occident, ressentent maintenant les conséquences désagréables des sanctions et, surtout, le mépris de la plupart des Européens. Ils se sentent insultés dans leur un orgueil

et ils ont commencé à soutenir activement la guerre. Il en va de même avec les mobilisations des diasporas russes «contre la russophobie», qui se sont déroulées dans de nombreuses capitales européennes en même temps que l'extermination de milliers de femmes et d'enfants ukrainiens par l'armée russe à Marioupol, Boutcha, Irpin et des dizaines d'autres villes et villages. Il s'avère donc que même les Russes qui ont considéré la guerre de Poutine comme une erreur croient encore que la Russie a le droit de la mener: puisque les Américains peuvent se permettre d'exterminer les Irakiens, les Afghans, etc., les Russes peuvent aussi se permettre de faire ce qu'ils jugent nécessaire dans leur zone d'influence. Et cette logique impériale vindicative ne peut rien faire d'autre que de provoquer la colère et la haine. Et, malheureusement, cette contagion impériale s'est dans une certaine mesure installée chez la majorité des citoyens de la Fédération de Russie, c'est du moins ce que montrent les sondages d'opinion disponibles. Même si les chiffres absolus du soutien à Poutine par les citoyens russes sont quelque peu gonflés, il semble que la dynamique du soutien à la guerre soit, selon la plupart des sociologues, positive. Selon certaines estimations, la guerre est maintenant soutenue par plus de Russes qu'il y a un mois ou deux. Il y a là un fascisme véloce en Russie.

Dans cette situation, la haine des Ukrainiens envers les Russes semble tout à fait naturelle, justifiée et inévitable. Ce qui m'inquiète le plus, c'est pourquoi si peu de Russes détestent le régime impérial russe et son histoire impériale oppressive, les classes dirigeantes russes modernes et leurs sbires. Beaucoup sont maintenant bardés de drapeaux russes et affichent des symboles «Z» sur leurs voitures dans les rues de Russie, mais aussi dans d'autres villes européennes. Après tout, ces scélérats dansent maintenant

sur les os des enfants russophones de l'ukrainienne Marioupol.

Alors que la population manifeste diversement son soutien au régime et que la police rafle dans les rues toute personne pouvant être soupçonnée d'avoir des attitudes antiguerre, le nombre de protestations sociales augmente en Russie. Alors même que la répression s'intensifie et qu'une dictature militaire est mise en place en Russie, on assiste à des grèves dans l'industrie automobile, à des grèves de coursiers et à la désobéissance civile. En Russie, la société civile et les organisations politiques continuent d'agir de manière cohérente et radicale contre la guerre¹.

Peut-être que le «peuple russe» mérite d'être haï en tant que communauté de personnes qui s'associe à cet État impérialiste et soutient un régime criminel. Mais la classe ouvrière russe, consciente de sa condition, de ses intérêts et de ses objectifs, qui renversera ce régime, mérite notre respect, notre soutien et notre solidarité. Elle peut devenir une classe à part entière, pour autant que chaque ouvrier russe trouve la force et la dignité de s'élever contre le pouvoir de l'oligarchie et de la police secrète. De plus, les travailleurs ukrainiens armés, qui ont reçu des armes à la fois en tant que combattants des forces armées et en tant que membres de la Défense territoriale, pourront un jour passer de la tâche d'anéantir l'occupant russe à celle la résolution du problème de la déoligarchisation de l'Ukraine et d'établir une véritable justice sociale et la démocratie.



1. En particulier, nous parlons du Mouvement socialiste russe, qui exige sans condition le retrait des troupes russes de toute l'Ukraine et soutient notre position sur la nécessité de doter l'Ukraine d'armes.

LA DIFFÉRENCE ESSENTIELLE

La haine des Ukrainiens est justifiée en tant que haine d'un criminel qui ne peut pas être puni, mais il est regrettable que cette haine de toute la nation devienne presque une nouvelle norme journalistique. Les mêmes personnes qui, il y a un mois, se sont battues contre le «discours de haine» et ont promu la tolérance, crient maintenant leur haine de l'ennemi. Et elles ont raison, car la guerre n'implique pas la tolérance envers l'ennemi, du moins jusqu'à ce qu'il se rende. Il est bon que les autorités ukrainiennes, en particulier le bureau du président, insistent constamment sur la nécessité de traiter les prisonniers avec humanité, enquêtent sur les informations faisant état de violations de leurs droits, mais la civilisation et l'humanité n'annulent pas la haine et la cruauté. La civilisation n'annule pas le racisme. Vous pouvez déjà voir un nombre incroyable de *posts* sur les réseaux sociaux, qui, de diverses manières, affirment l'infériorité des Russes, en particulier, en matière de valeurs, de culture, de génétique. Le principal porte-parole de la propagande de l'État ukrainien *United News*, suivi par la moitié des journalistes du pays, traite constamment les Russes d'«orques²». Il leur semble gênant d'appeler les Russes différemment. Cela rappelle le terme «cafard» utilisé par la radio publique rwandaise pendant le génocide. Cette terminologie normalise le fascisme, donc si nous ne voulons pas nous fasciser et nous transformer en une autre «hérésie», nous devons nous abstenir de déshumaniser l'ennemi. Peu importe à quel point nous haïssons nos ennemis et quels que soient les crimes qu'ils commettent, ils restent des humains et seront

2. NdT: Ce nom donné aux Russes fait référence au livre *Le seigneur des anneaux* et à ses créatures humanoïdes monstrueuses.

tenus responsables de tous leurs actes. Nous voulons punir les criminels, pas les transformer en esclaves.

Pour le meilleur ou pour le pire, nous avons des racines culturelles assez proches [avec les Russes], et notre seule différence est que nous avons choisi de lutter contre l'empire et l'impérialisme au lieu de nous contenter d'en faire partie. Et eux aussi [les Russes] peuvent choisir cette voie. La plupart des Russes sont des travailleurs et des jeunes Russes qui souffrent aussi (mais certainement pas autant que les Ukrainiens) de l'oppression des autorités impériales

russe. Bien sûr, ces gens sont largement zombifiés par la propagande, mais leur niveau de soutien à la guerre parmi eux est bien inférieur à celui des «classes moyennes» petites-bourgeoises des sbires pro-Kremlin. La chance de construire un ordre mondial sans impérialisme réside, en particulier, dans la capacité à mobiliser la classe ouvrière russe contre l'impérialisme russe.

9 MAI 2022

Traduction: Léonie Davidovitch

POUR UN CONTRÔLE DÉMOCRATIQUE DES REPRÉSENTANTS DES TRAVAILLEURS SUR LES ACTIFS RUSSES

Pratiquement tous les jours, l'envahisseur russe frappe des maisons, des entreprises et des infrastructures. Relancer la production et stimuler la consommation ne fonctionneront pas si vous comptez sur la force naturelle du marché. Les autorités ont pour tâche d'obtenir des fonds supplémentaires, en particulier les avoirs russes confisqués.

Cependant, il est important de les gérer efficacement. Le gouvernement a décidé que les biens pris de force à la propriété de la Russie et de ses résidents seront transférés à l'entreprise publique Nacinvestfond, qui est gérée par Timofiy Milovanov. D'ailleurs, celui-ci est en charge de cette entreprise depuis avril 2021, cependant, il n'a rien fait, et maintenant il a reçu de nouveaux pouvoirs. Rappel: M. Milovanov était ministre dans le gouvernement de Vladimir Goncharuk et a initié la subordination des relations de travail aux objectifs de politique économique. Sans succès, il a déclaré la guerre aux

syndicats et aux manifestations de «communisme» dans les lois sociales. Ses tentatives d'améliorer l'industrie ont entraîné un profond ralentissement économique. Sa poursuite inlassable de privatisation s'est transformée en une curiosité: lorsqu'il a mis en vente la United Mining Chemical Company, il ne pouvait pas même pas dire sa rentabilité.

Les citations suivantes illustrent le mieux ses valeurs: «Je ne lis pas de livres et ne conseille pas les autres»; «Je n'ai jamais été particulièrement intéressé par l'Ukraine»; «Les Ukrainiens doivent enfin cracher sur l'État et commencer à tout faire eux-mêmes.»

Est-il possible de faire confiance à cette personne pour des questions aussi importantes?

Milovanov n'est définitivement pas celui qui est attaché à l'intérêt public. Il est probable que les activités à la Fonds national d'investissement seront compromises par de nouveaux scandales et son

penchant pour les intérêts des groupes d'affaires. Il convient de noter que l'entreprise publique peut transférer certains de ses actifs aux entreprises privées. Alors que l'intervention de l'État dans une économie qui a perdu au moins 5 millions d'emplois est plus que jamais nécessaire! Les réformes néolibérales ne font qu'approfondir les problèmes: par exemple les réductions d'impôts ont entraîné des déficits budgétaires et du chômage. Devrions-nous continuer à sacrifier les intérêts de la société au profit temporaire des capitalistes?

Une alternative digne pourrait être le contrôle démocratique des représentants des travailleurs sur les actifs russes détenus par l'État, et à l'avenir également sur les biens des oligarques parasites ukrainiens. L'avenir économique du pays ne peut dépendre de personnes comme Timofiy Milovanov!

17 MAI 2022

Traduction Léonie Davidovitch. Le titre de l'article est de la traductrice.

POURQUOI LA DETTE EST-ELLE INJUSTE ?

L'indépendance de l'Ukraine est menacée par une invasion russe à grande échelle sur le territoire de notre pays. Le 24 février, la Russie a déclenché une guerre totale avec l'Ukraine.



L'État ne peut plus se permettre de rembourser sa dette, car l'économie ukrainienne est déstabilisée par la campagne militaire, l'augmentation des dépenses militaires et la nécessité de faire face aux conséquences de la guerre.

Actuellement, les Ukrainiens se trouvent à l'épicentre de la guerre, incapables de travailler et de gagner leur vie, nous perdons nos maisons, notre économie et nos biens. De plus, la campagne d'occupation militaire de la Fédération de Russie détruit des sites, des entreprises des infrastructures stratégiques et essentielles, des moyens de transport, le potentiel économique de notre pays, et toutes les ressources possibles sont mobilisées pour soutenir la campagne de défense militaire.

Actuellement, la dette extérieure de l'Ukraine s'élève à 125 milliards de dollars. Les dépenses liées au service de la dette pour 2022 devraient s'élever

à environ 6,2 milliards de dollars. Cela représente environ 12 % de l'ensemble des dépenses dans le budget de l'État

La part du FMI dans le montant de la dette extérieure de l'Ukraine est de 2,7 milliards de dollars. Cela équivaut en moyenne au paiement de 16,5 millions pensions.

Au nom de tous les Ukrainiens, nous demandons: l'annulation de la dette – qui étouffe aujourd'hui notre État – et l'octroi d'une aide financière multiforme.

NOUS EXIGEONS QUE L'UKRAINE SOIT LIBÉRÉE DU JOUG DE LA DETTE !

L'Ukraine reste l'un des pays les plus pauvres d'Europe qui, aujourd'hui, est également contraint de se défendre contre l'agression et l'offensive militaire de l'armée russe – la deuxième plus grande armée du monde. Les dépenses budgétaires pour l'achat d'armes et faire face besoins médicaux des blessés ont augmenté de manière exponentielle. Au

lendemain de la guerre, l'Ukraine aura également besoin d'argent pour reconstruire ses maisons et ses infrastructures.

Dans ces conditions, le paiement du service de la dette n'est possible que si l'Ukraine refuse à ses citoyens la satisfaction de leurs besoins les plus urgents.

Les emprunts effectués de façon désordonnés et leur conditionnalité antisociale de la dette sont le résultat d'une oligarchisation totale: peu désireux de lutter contre les riches, les dirigeants de l'État s'endettaient toujours plus. Les emprunts ont été émis alors que les dépenses sociales étaient réduites, et leur remboursement a contraint d'économiser sur les besoins vitaux et d'appliquer l'austérité aux secteurs économiques fondamentaux.

En raison du manque de fonds, les hôpitaux ukrainiens sont mal équipés, les emplois du personnel médical de tous grades sont supprimés et ceux qui restent sont sous-payés, tout comme les enseignants et les autres travailleurs du secteur public. Par exemple, dans certaines industries minières, beaucoup ne sont pas payés du tout, les salaires sont en souffrance.

Les plus grandes organisations syndicales du pays, qui représentent quelque 5 000 000 de travailleurs, se sont également jointes à l'appel à l'annulation de la dette.

QUI BÉNÉFICIERAIT DE L'ANNULATION DE LA CHARGE DE LA DETTE ?

Une telle mesure aiderait le peuple ukrainien qui, en raison de l'invasion militaire, a besoin de fonds pour protéger ses civils, fournir des logements aux personnes déplacées et des médicaments aux blessés.

Une telle décision serait bénéfique pour nos voisins de l'UE, car elle revigorerait l'activité économique en Ukraine et réduirait ainsi le risque induit par la

guerre en cours en Europe, tout en permettant de reconstruire l'économie ukrainienne et les infrastructures anéanties par les bombes. Le bien-être de l'Ukraine est d'une importance capitale pour la stabilité de l'Europe et du monde entier.

Quelles seraient les conséquences de l'annulation de la charge de la dette ?

Elle faciliterait la reconstruction des entreprises stratégiques et des infrastructures détruites à la suite de l'attaque militaire.

Elle mettrait un terme à l'austérité dans le domaine social et permettrait, avec le temps, de rétablir la fonctionnalité et la qualité [des services sociaux], et aux travailleurs de gagner décemment leur vie.

Elle établirait la justice dans les relations avec l'UE et l'Ukraine, constituerait un nouvel acte de soutien significatif.

TROIS ÉTAPES POUR ANNULER LA DETTE EXTÉRIEURE DE L'UKRAINE

- Moratoire temporaire du service de la dette jusqu'à la fin de la guerre.
- Annulation des dettes détenues par les grandes organisations internationales et supranationales: FMI, BCE, BM.
- Transfert de la dette détenue par les investisseurs privés à la BCE.

Nous exprimons notre gratitude au parti polonais Razem qui a déjà suggéré que les obligations de la dette ukrainienne soient reprises par la Banque centrale européenne et d'autres créanciers.

PUBLIÉ SUR LE SITE [ANNULER LA DETTE UKRAINIENNE](#)

Traduction Léonie Davidovitch

PRISES DE POSITION

LA CONQUÊTE DE L'UKRAINE ET L'HISTOIRE DE L'IMPÉRIALISME RUSSE

ZBIGNIEW MARCIN KOWALEWSKI¹

Dans cette guerre charnière à l'échelle mondiale, la nation ukrainienne lutte pour préserver son indépendance, obtenue il y a seulement 30 ans, après des siècles de domination et une russification acharnée. Elle devait faire d'elle une déclinaison de la nation russe «trinitaire» imaginée à l'époque tsariste et revendiquée par Vladimir Poutine. La classe dirigeante russe lutte pour la renaissance d'un impérialisme russe en plein déclin qui, sans contrôle sur l'Ukraine, risque de disparaître de la scène historique.

En 1937, lors d'une réception organisée à l'occasion du 20^e anniversaire de la révolution d'Octobre, Joseph Staline a porté un toast «à la destruction de tous les ennemis – eux et leurs familles, jusqu'au dernier!» Comme l'a noté dans son journal un témoin oculaire, Georgi Dimitrov, en portant ce toast, Staline a expliqué que les tsars avaient «fait une bonne chose: ils avaient rassemblé un immense État, allant jusqu'au Kamtchatka», et «nous, les bolcheviks, l'avons consolidé et affermi en un État, un et indivisible». Par conséquent, «quiconque cherche à en détacher une partie ou une nationalité est un ennemi, un ennemi juré de l'État et des peuples de l'URSS. Et nous détruirons un tel ennemi, même s'il

s'agit d'un vieux bolchevik; nous détruirons toute sa parentèle, sa famille²».

De tout temps, l'impérialisme russe a reposé sur les idées du «rassemblement des terres russes» et de la construction de «la Russie une et indivisible». Cet impérialisme a toujours été – et reste – aussi spécifique que la formation sociale de la Russie elle-même a été et reste particulière au cours des phases historiques successives de son développement, à commencer par le Tsarat de Russie (1547-1721). Vladimir Lénine, lorsqu'il a théorisé «l'impérialisme capitaliste moderne», a souligné qu'il était faible en Russie, alors que «l'impérialisme militaro-féodal» y était plus fort³. Qualifier ce dernier de féodal était une simplification excessive. Sans doute à partir du milieu du 16^e siècle, à l'époque d'Ivan le Terrible, la formation sociale russe était essentiellement une combinaison de deux modes d'exploitation précapitalistes différents. Le premier, féodal, était fondé sur le fait que les propriétaires terriens extorquaient un surtravail aux paysans sous la forme d'une rente. L'autre, tributaire, était modelé sur l'Empire ottoman, alors le plus puissant⁴, et reposait sur l'extraction par la bureaucratie étatique de l'impôt aux paysans.

En Union soviétique, c'est le dogme stalinien du développement unilinéaire de l'humanité, avec

1. Membre en 1981 de la direction de Solidarność à Łódź et délégué au premier congrès du syndicat et dirigeant du mouvement pour l'autogestion ouvrière. Exilé en France, il a animé la campagne de solidarité avec Solidarność, publié *Rendez-nous les usines! Solidarnosc dans le combat pour l'autogestion ouvrière* (Paris, La Brèche, 1985). Il est actuellement rédacteur en chef adjoint de l'édition polonaise du *Monde diplomatique*.

2. I. Banac (dir.), *The Diary of Georgi Dimitrov, 1933-1945*, New Haven/Londres, Yale University Press, 2003, p. 65.

3. Lénine, «La faillite de la 2^e Internationale-5», www.marxists.org/francais/lenin/works/1915/05/19150500f.htm.

4. С.А. Неведов, «Реформы Ивана III и Ивана IV: османское влияние», *Вопросы истории* [S.A. Nefedov, «Les réformes d'Ivan III et Ivan IV: l'influence ottomane», *Voprosy istorii*], n° 11, 2002.

seulement cinq stades, qui était de rigueur. Le mode d'exploitation tributaire n'y avait pas sa place, d'autant plus qu'il pouvait être associé (superficiellement, mais non sans raison) à la domination de la bureaucratie stalinienne. Certains historiens soviétiques, sans transgresser formellement ce schéma, ont habilement contourné l'interdiction en l'appelant «féodalisme d'État» ou féodalisme «oriental», différent du féodalisme «privé» et «occidental». Depuis le milieu du 17^e siècle et presque jusqu'à l'abolition du servage en 1861, la troisième forme d'exploitation – et plus terrible pour la paysannerie – c'était l'esclavage, y compris la traite des êtres humains, vers lequel le servage russe a dégénéré en réalité.



UN SURPRODUIT MINIMAL

Aucun de ces modes d'exploitation ne représentait (contrairement aux habitudes discursives pré-tendument marxistes) un mode de production, car il ne parvenait pas à se subordonner ni de manière formelle ni de manière réelle les forces productives, et ne garantissait donc pas leur développement durable et systémique. Cependant, c'est sur la base de ces modes d'exploitation que s'est formé l'État russe si particulier. Comme l'a fait remarquer Rouslan Skrynnikov, l'un des principaux spécialistes de l'*opritchnina* d'Ivan le Terrible qui a déclenché la toute première Grande Terreur en Russie et qui se noya dans celle-ci, «certaines de ses pratiques contenaient, comme à l'état d'embryon, tout le développement ultérieur de la monarchie absolue nobiliaire et bureaucratique¹». De fait, non

seulement d'elle, mais de tous les régimes despotiques russes jusqu'aux 20^e et 21^e siècles.

Un autre historien contemporain, Leonid Milov, avance des thèses très importantes sur les particularités du développement historique de la société russe. En partant de l'étude des conditions naturelles et climatiques de la production, il a développé une conception clé de «l'histoire de la Russie en tant que société à surproduit total minimal²». Les raisons en sont : par rapport à d'autres sociétés agricoles une très brève saison agricole en Russie centrale, déterminée par le climat, qui ne durait que de début mai à début octobre (en Europe occidentale, les paysans ne travaillaient pas dans les champs seulement en décembre et janvier) et la prédominance des terres pauvres en humus.

Cela a eu pour conséquences, «jusqu'à la mécanisation de ce type de travail, une faible fertilité et, donc, un faible volume du surproduit total de la société», ce qui «a créé dans cette région les conditions de l'existence, pendant des siècles, d'une société agricole relativement primitive». Par conséquent, «afin d'obtenir un résultat minimum, il était nécessaire de concentrer le travail autant que possible dans un laps de temps relativement court. L'exploitation paysanne individuelle ne pouvait pas atteindre le degré indispensable de concentration des efforts de travail au cours des saisons de travail agricole objectivement existantes», de sorte que sa fragilité «a été compensée pendant presque toute l'histoire millénaire de l'État russe par le très grand rôle de la communauté paysanne³».

1. 4Р.Г. Скрынников, *Царство террора*, [R.G. Skrynnikov, *Le règne de la Terreur*], Saint-Petersbourg, Nauka, 1992, p. 512.

2. Л.В. Милов, *Великорусский пахарь и особенности российского исторического процесса*, [L.V. Milov, *Le laboureur grand-russe et les particularités du processus historique russe*, Moscou, Rosspen, 2001].

3. *Ibid.*, p. 554-556.

UNITÉ DES CONTRAIRES

Le surtravail des paysans ne pouvait être extorqué – dans une large mesure ou même entièrement – qu’aux dépens du travail nécessaire à leur propre reproduction, c’est-à-dire par des méthodes d’exploitation absolue (plutôt que par une exploitation relative basée sur l’augmentation de la productivité du travail). Cela n’était pas possible sans leur imposer le régime de servage le plus dur possible, d’autant plus que, compte tenu des conditions générales de production, une forte organisation communale du travail était nécessaire. La nécessité «d’optimiser la taille du surproduit total» – de l’augmenter dans l’intérêt des appareils d’État et de la classe dominante – était pressante, mais «sur la voie de cette “optimisation”, c’est-à-dire de la nécessité objective d’intensifier l’exploitation des paysans, se tenait cette même communauté paysanne, bastion de la cohésion locale et moyen de la résistance paysanne¹».

De là est née «une sorte d’unité des contraires: ce qui contrebalançait l’existence inévitable de la communauté était un contrepoids sous la forme de la variante la plus brutale et la plus sévère de la dépendance personnelle de chaque membre de cet organisme». L’impossibilité de surmonter cette contradiction sans un développement considérable des forces productives, que ne permettaient pas les rapports d’exploitation précapitalistes, fait que le rôle de l’État consistait à «créer une classe dominante monolithique et puissante, capable de déraciner ou de neutraliser les mécanismes de défense de la communauté agraire dans le processus d’exploitation quotidienne de la paysannerie». En résumé, selon Milov; «l’inévitabilité de l’existence

de la communauté, conditionnée par ses fonctions productives et sociales, a fini par donner vie aux mécanismes les plus sévères et les plus brutaux pour extraire autant que possible du surproduit. D’où l’émergence du régime du servage, qui a pu neutraliser la communauté comme base de la résistance paysanne. À son tour, ce régime du servage n’est devenu possible qu’en raison du développement des formes les plus despotiques du pouvoir d’État – le régime autocratique russe²». C’est ce qui a soudé la classe dirigeante.

OÙ COMMENCE LA PÉRIPHÉRIE

Parallèlement cependant, «le caractère extrêmement extensif de la production agricole et l’impossibilité objective de l’intensifier ont fait que le principal territoire historique de l’État russe n’a pas pu supporter la croissance de la densité de population. D’où la nécessité constante, durant des siècles, pour la population de migrer vers de nouveaux territoires à la recherche de terres arables plus fertiles, de conditions climatiques plus favorables à l’agriculture, etc.³» De plus, «les processus migratoires sont allés de pair avec le renforcement de l’État absolutiste, prêt à contrôler et à défendre de vastes zones du pays», et donc avec la constitution d’énormes forces armées, bien que «la taille extrêmement réduite du surproduit total ait objectivement créé des conditions extrêmement défavorables à la formation de la soi-disant superstructure par-dessus les éléments de base⁴».

2. *Ibid.*, p. 481-482, 556.

3. *Ibid.*, p. 566.

4. Л.В. Милов, «Особенности исторического процесса в России», *Вестник Российской Академии наук* [L.V. Milov, «Particularités du processus historique en Russie», *Messenger de l’Académie des sciences de Russie*], t. 73, n° 9, 2003, p. 777.

1. *Ibid.*, p. 556.

Cette expansion coloniale, militaire et étatique séculaire vers le sud, le sud-est et l'est a progressivement englobé de vastes zones, des territoires périphériques «allogènes» de plus en plus étendus et des pays voisins de plus en plus éloignés, victimes de la conquête. Cette expansion s'est accompagnée de plusieurs centaines d'années de lutte de la part du Tsarat de Russie puis de l'Empire russe (1721-1917) pour l'accès aux ports libres de glace sur les mers à l'ouest et à l'est. D'où les questions légitimes auxquelles il est si difficile de répondre correctement: «Quand la colonisation russe a-t-elle commencé – avec l'occupation de Kazan, ville ethniquement étrangère, ou de Novgorod, ethniquement proche?» La République de Novgorod est tombée sous les assauts de l'armée de Moscou en 1478, et le khanat de Kazan en 1552. «Où se situent les frontières de la métropole russe, où commencent les colonies russes, et comment les distinguer?» Car elles ont été si mobiles... «Les frontières de la Russie se sont étendues à la fois avant la montée du tsarisme et pendant l'ère tsariste avec une telle rapidité que la distinction même entre “externe” et “interne” était fluide et indéterminée¹».



CONQUÊTES MILITARO-COLONIALES

La formation historique de la Russie a été façonnée dans le processus de conquêtes militaro-coloniales des campagnes et des paysans russes et de guerres paysannes, en fait anticoloniales,

1. A. Эткинд et col., «Внутренняя колонизация России: Между практикой и воображением», [A. Etkind, D. Uffelman, et I. Koukouline, «La colonisation interne de la Russie: entre pratique et imagination», dans A. Эткинд et col., (ред.), *Там, внутри: Практики внутренней колонизации в культурной истории России, Новое литературное обозрение* [A. Etkind et col. dir., *Là-bas, à l'intérieur: pratiques de colonisation interne dans l'histoire culturelle de la Russie*, Novoe literaturnoe obozrenie], Moscou, 2012, p. 10, 12.

provoquées par elles, de colonisations internes et externes, de conquêtes, de pillages et d'oppressions coloniales d'autres peuples. Comme le dit à juste titre Alexandre Etkind, «aussi bien dans ses frontières lointaines que dans sa sombre profondeur, l'empire russe était un immense système colonial²». Contrairement à la mythologie russe, la conquête d'un pays aussi énorme que la Sibérie n'a pas «étendu le territoire moscovite jusqu'à la frontière avec la Chine», mais a transformé la Sibérie en une colonie typique. Pourtant il est devenu courant de percevoir la Sibérie comme une partie inséparable de la Russie, de même que plus tard la Pologne, la Lituanie, la Finlande, le Caucase, Boukhara et Touva – entre autres.

Certains historiens russes, apportant ainsi leur contribution théorique à la construction de «l'idée russe» dominante et, comme il est évident aujourd'hui, intemporelle, ont très habilement appelé ce phénomène «l'autocolonisation de la Russie»: les terres successives dont elle s'est emparée ne sont pas devenues ses colonies, mais elle s'est «colonisée elle-même³», car elle était sans bornes (et le reste dans son idéologie dominante, de manière affirmée ou cachée). Après avoir pris l'Ukraine de la rive gauche du Dniepr au 17^e siècle, la participation de la Russie à la partition de la République des Deux Nations (Pologne-Lituanie) dans les dernières décennies du 18^e siècle lui a permis de s'emparer de la majeure partie de l'Ukraine de la rive droite – soit au total 80 % des terres ukrainiennes. Cela s'est avéré être un gain

2. A. Etkind, *Internal Colonization: Russian Imperial Experience*, Cambridge-Malden, Polity, 2011, p. 26

3. *Ibid.*; A. Etkind, «How Russia “Colonized Itself”»: Internal Colonization in Classical Russian Historiography», *International Journal for History, Culture and Modernity*, t. 3, n° 2, 2015.

stratégique fondamental, atteignant en profondeur l'Europe et déterminant la portée et le caractère eurasiatique de l'Empire russe.

Si la noblesse russe était un ordre dominant, la terre n'est jamais devenue entièrement la propriété privée du noble. Cela aurait été contraire aux intérêts primordiaux de cet État impérial, dans la construction duquel aucune classe sociale n'a joué un rôle aussi important que lui-même – ses appareils et son personnel bureaucratique. Ce n'était pas seulement la construction d'une armée colossale au prix même de vingt-cinq ans de service militaire de paysans et d'immenses infrastructures militaires et civiles financées par le travail forcé de centaines de milliers d'autres paysans, appartenant aussi bien à l'État qu'à des propriétaires terriens, mais aussi des brigades entières de maîtres envoyées au travail réellement forcé dans différentes parties du pays. De plus, comme le dit Milov, «la machine étatique a été contrainte de faire avancer le processus de division sociale du travail, et surtout la séparation de l'industrie et de l'agriculture», contre les modes d'exploitation dominants qui entravaient ce processus.

SERVAGE INDUSTRIEL

En conséquence, «la participation de l'État à la création de l'industrie dans le pays a contribué à un bond gigantesque dans le développement des forces productives, bien que l'emprunt des “technologies occidentales” par la société archaïque au 17^e et 18^e siècle ait eu un effet social monstrueux : est apparue une masse de travailleurs attachés pour toujours aux usines et aux lieux de travail (les “soumis à perpétuité”), ce qui a stimulé le glissement

de la société vers l'esclavage¹». L'énorme complexe militaro-industriel russe, dont le noyau était la métallurgie ouralienne, n'a pas été établi sur la base du développement des relations capitalistes, mais dans le cadre des relations féodales et tributaires².

Il est vrai que le capital a fleuri, mais il était pré-capitaliste et entravait le développement du capitalisme – «le capital marchand se développait non en profondeur, non en transformant la production, mais en largeur, accroissant le rayon de ses opérations», en se déplaçant «du centre vers la périphérie, à la suite des paysans qui se dispersaient et, à la recherche de terres nouvelles et d'exemptions fiscales, pénétraient sur de nouveaux territoires³». Fondés sur la coercition non économique, les modes d'exploitation précapitalistes ont dominé le mode de production capitaliste en Russie jusqu'à la révolution de 1917, non seulement dans l'agriculture mais aussi dans l'industrie, encore longtemps après la réforme de 1861.

Lorsque la social-démocratie russe s'est constituée en parti, le travail d'environ 30 % des ouvriers industriels était encore un travail de servage, et non un travail salarié, ce que cette social-démocratie, y compris *Iskra*, associant l'industrie (c'est-à-dire les forces productives, et non les relations de production) au capitalisme, n'a pas vu. «Même au début du 20^e siècle, plus de la moitié des entreprises industrielles du principal noyau industriel (la

1. Л.В. Милов, *op. cit.*, p. 777.

2. В.В. Алексеев, «Протоиндустриализация на Урале» [V.V. Alekseev, «Proto-industrialisation en Oural»], dans *Экономическая история России XVII-XX вв.: Динамика и институционально-социокультурная среда*, УрО РАН [Histoire économique de la Russie aux XVIIe-XXe siècles : Dynamique et environnement institutionnel et socio-culturel, OurO RAN], Ekaterinbourg, 2008.

3. Trotski, «Histoire de la révolution russe, 40-La question nationale», www.marxists.org/francais/trotsky/livres/hrrusse/hrr40.htm.

sidérurgie) n'étaient pas capitalistes au sens strict du terme», affirme Mikhaïl Voeïkov. Les méthodes précapitalistes d'extraction du surproduit du travail des producteurs directs qui prévalaient encore «ne permettaient pas au capital national d'effectuer l'accumulation nécessaire», c'est pourquoi «le capital étranger était si fort¹». Là où le capital dominait déjà dans l'économie russe, c'était pratiquement immédiatement le grand capital et il y a eu rapidement des processus de monopolisation.

MULTIPLICITÉ DE RÉVOLUTIONS

En Russie, donc, «l'impérialisme capitaliste du type moderne» est en train de naître, mais il est «enveloppé» – écrivait Lénine juste avant la révolution de 1917 – d'un «réseau particulièrement serré de rapports précapitalistes», si dense que «ce qui, d'une façon générale, prédomine en Russie, c'est l'impérialisme militaire et féodal²». Le fondement de cet impérialisme est «le monopole de la force militaire, l'immensité du territoire ou des commodités particulières de spoliation des allogènes, de la Chine, etc.», c'est-à-dire des peuples non russes à l'intérieur de la Russie elle-même et des peuples des pays voisins. En même temps, écrit encore Lénine, ils «supplément en partie, remplacent en partie le monopole du capital financier contemporain, moderne³». Pratiquement tous les exégètes des écrits de Lénine sur l'impérialisme ne



mentionnent pas cette proposition théorique, qui est capitale pour l'étude de la formation russe⁴.

L'effondrement de cet enchevêtrement de l'impérialisme «militaire et féodal» russe avec l'impérialisme capitaliste n'a pas été l'œuvre d'une seule révolution, mais de diverses révolutions convergent et divergent, formant des alliances et s'affrontant violemment. La révolution russe était l'une d'entre elles. Au centre de l'empire, elle était ouvrière et paysanne; dans la périphérie coloniale, elle était basée sur les minorités urbaines russes et russifiées et les colonies de peuplement. Elle avait un caractère colonisateur, tout comme le pouvoir russe des conseils qu'elle a instaurés, comme l'a démontré le bolchevik Georgi Safarov dans son ouvrage autrefois classique sur la «révolution coloniale» au Turkestan. «L'appartenance au prolétariat industriel de la colonie tsariste était un *privilege national des Russes*. C'est pourquoi, ici aussi, la dictature du prolétariat a pris dès les premiers instants une apparence *typiquement colonisatrice*⁵».

Mais parmi les peuples opprimés, la révolution russe a également déclenché des révolutions nationales. La plus territorialement étendue, la plus violente, la plus dynamique et la plus imprévisible d'entre elles a été la révolution ukrainienne. Son jaillissement, et encore plus l'élan qu'elle a pris, étaient inattendus. Une nation paysanne, sans «ses» propriétaires terriens et «ses» capitalistes, avec une mince couche de petite bourgeoisie et

1. M. Voeïkov, «Великая реформа и судьбы капитализма в России (к 150-летию отмены крепостного права)», *Вопросы экономики* [M. Voeïkov, «La Grande Réforme et le destin du capitalisme en Russie (à l'occasion du 150^e anniversaire de l'abolition du servage)», *Voprosy ekonomiki*], n° 4, 2011, p. 135, 123, 136.

2. Lénine, «Le socialisme et la guerre» et «L'impérialisme, stade suprême du capitalisme».

3. Lénine, «L'impérialisme et la scission du socialisme», www.marxists.org/francais/lenin/works/1916/10/vil191610001.htm.

4. Cf. Z.M. Kowalewski, «Impérialisme russe», *Inprecor*, n° 609-610, octobre-décembre 2014.

5. Г. Сафаров, *Колониальная революция (Опыт Туркестана)*, *Госиздат* [G. Safarov, *Révolution coloniale (L'expérience du Turkestan)*], Gosizdat, Moscou, 1921, p. 72. Cette œuvre fondamentale pour le développement de la pensée anticoloniale, interdite et condamnée à l'oubli éternel par Staline, n'est ressortie qu'en 1996 au Kazakhstan. À l'échelle internationale, elle reste presque totalement inconnue.

d'intelligentsia et une langue interdite, ne semblait pas destinée ou capable de la réaliser. Depuis que l'armée russe a anéanti en 1775 la Sitch zaporogue, le bastion des cosaques libres, le peuple ukrainien a pour la première fois revendiqué son indépendance. Effrayée par la révolution sociale qui avait porté les bolcheviks au pouvoir à Petrograd et à Moscou, la Rada centrale des partis ukrainiens petits-bourgeois l'a proclamée à Kiev, et s'est immédiatement impliquée dans une guerre avec eux.

RÉVOLUTION NATIONALE UKRAINIENNE

Une partie des bolcheviks ukrainiens (bien que le pourcentage d'Ukrainiens parmi les membres du parti bolchevique en Ukraine ait été négligeable) souhaitaient néanmoins aussi une Ukraine révolutionnaire, soviétique comme la Russie, mais indépendante. Mais surtout, dans la gauche radicale, le Parti communiste ukrainien (borotbiste), séparé des bolcheviks et formé par l'aile gauche du Parti socialiste-révolutionnaire ukrainien et par une partie de l'aile gauche de la social-démocratie ukrainienne, voulait l'indépendance. Allié avec les bolcheviks, ce parti avait une base sociale incomparablement plus large que la leur.

L'alliance des borotbistes avec les bolcheviks était très difficile. Le chef du gouvernement bolchevique mis en place après la deuxième occupation de Kiev par l'Armée rouge en 1919, Khristian Rakovsky, venant de la Bulgarie, a ainsi proclamé que «décréter la langue ukrainienne comme langue d'État serait une mesure réactionnaire dont personne n'a besoin», car en général «la question ukrainienne et l'Ukraine ne sont pas tant un fait réel qu'une

invention de l'intelligentsia ukrainienne¹. Il n'était pas seul parmi les marxistes: Rosa Luxemburg affirmait que le nationalisme ukrainien relevait de «bouffonneries insensées», que c'était «une simple lubie, une sorte de manie de quelques douzaines d'intellectuels petits-bourgeois²». Estimant que «l'Ukraine est à la Russie ce que l'Irlande est à l'Angleterre», qu'il s'agissait d'une colonie et que son peuple opprimé devait obtenir l'indépendance, Lénine était en revanche une exception, mais il ne l'a dit publiquement qu'une seule fois³.

À la politique du gouvernement Rakovsky sur la question nationale s'ajoutait une politique ultragauche sur la question agraire, qui, contrairement au décret bolchevique sur la terre, ne visait pas la parcellisation des propriétés foncières au profit des paysans, mais la transformation de ces propriétés en fermes collectives des ouvriers agricoles. Les réquisitions de céréales par l'État et le «communisme de guerre» en général ont jeté de l'huile sur le feu. Tout cela a entraîné une forte marée de soulèvements paysans antibolcheviks en 1919 (on en a compté 660, grands et petits), ce qui a coupé l'Ukraine de la Hongrie et empêché l'armée rouge ukrainienne de venir au secours de la République des conseils hongroise, alors que

1. П. Христюк, *Замітки і матеріали до історії української революції 1920-1917 рр.*, т. 4, Український соціологічний інститут [P. Khrystiouk, *Notes et matériaux pour l'histoire de la révolution ukrainienne de 1917-1920*, t. 4, Vienne, Institut ukrainien de sociologie, 1922, p. 173].

2. R. Luxemburg, *La révolution russe*, www.marxists.org/francais/luxembur/revo-rus/rus3.htm#ftn5.

3. Cité d'après П. Кравчук, «Під проводом благородних ідей (6)», *Життя і Слово* (Toronto) [P. Kravtchouk, «Sous la direction des idées nobles (6)», *Zhyttia i Slovo*] n° 26 (183), 1969, p. 18. Le texte de ce discours a été perdu et n'est connu que par les rapports de la presse de l'époque. Voir R. Serbyn, «Lénine et la question ukrainienne en 1914. Le discours "séparatiste" de Zurich», *Pluriel-débat*, n° 25, 1981.

c'était son seul espoir de survie. En Ukraine même, ces soulèvements ont ouvert la voie à l'offensive des troupes de la Garde blanche du général Anton Denikin sur Moscou¹. Il est vrai que Rakovsky lui-même a rapidement tiré des conclusions sérieuses de la politique désastreuse de son gouvernement, mais il ne l'a fait qu'après son effondrement.

COMMUNISTES INDÉPENDANTISTES

Dans une grande partie de l'Ukraine du Dniepr, la lutte contre l'occupation par la Garde blanche russe reposait sur les épaules de mouvements partisans et insurgés, dirigés par les communistes-borotbistes, qui étaient le parti le plus fort dans la clandestinité, et par les anarcho-communistes de Nestor Makhno. Après la défaite de Denikin, l'Armée rouge a, pour la troisième fois consécutive, garanti le pouvoir aux bolcheviks. Ce n'est qu'alors, en février 1920, qu'ils décidèrent en Ukraine d'abandonner leur approche doctrinaire de la question agraire et de distribuer les terres aux paysans. Bien qu'étant minoritaires, ils ont fait des borotbistes leurs partenaires de coalition très minoritaires soumis de diverses manières.

Lénine avait très peur qu'une fois la guerre civile et l'intervention étrangère terminées, il y ait un soulèvement armé des borotbistes contre les bolcheviks si ces derniers s'opposaient à l'indépendance de l'Ukraine soviétique. Il a exigé de ses camarades: «La plus grande prudence possible en ce qui concerne les traditions nationales, le respect le plus strict de l'égalité de la langue et de la culture ukrainiennes, l'obligation pour tous les

fonctionnaires d'apprendre l'ukrainien²». Car il savait très bien que si vous «grattez tel communiste, vous découvrirez le chauvin grand-russe³».

Il a affirmé publiquement: «Aussi est-il évident et admis de tout le monde que seuls les ouvriers et les paysans d'Ukraine peuvent décider et décideront, à leur congrès national des Soviets, si l'Ukraine doit fusionner avec la Russie» en une seule république soviétique, «ou constituer une République autonome, indépendante» unie par une union (fédération) avec la Russie, «et dans ce dernier cas, quel lien fédératif doit l'associer à la Russie». Ce n'est pas pour cette raison, a-t-il déclaré, «que les communistes se diviseraient». Il n'acceptait pas une confédération. Du fait que la nation ukrainienne était historiquement une nation opprimée par la Russie, expliquait-il, «[nous] devons, nous les communistes grands-russes, être conciliants quand nous avons des divergences avec les communistes bolcheviks ukrainiens et les borotbistes, lorsque ces divergences portent sur l'indépendance de l'Ukraine, les formes de son alliance avec la Russie et, d'une façon générale, sur la question nationale⁴.»

«CETTE VICTOIRE VAUT UNE PAIRE DE BONNES BATAILLES»

Or, c'est exactement le contraire qui s'est produit, les seconds devant céder le pas aux premiers dans ces domaines – et ce sous la menace de la



1. Cf. Z.M. Kowalewski, «L'indépendance de l'Ukraine: préhistoire d'un mot d'ordre de Trotsky», *Quatrième Internationale*, n° 32-33, mai-juillet 1989.

2. В.И. Ленин, *Неизвестные документы. 1922-1891 гг.*, [V.I. Lénine, *Documents inconnus, 1891-1922*, Moscou, Rosspen, 2000, p. 306].

3. Lénine, «8^e congrès du PC(b)R. Conclusions après la discussion du rapport sur le programme du parti, le 19 mars», www.marxists.org/francais/lenin/works/1919/03/d8c/vil19190300-05c8.htm.

4. Lénine, «Lettre aux ouvriers et aux paysans d'Ukraine à l'occasion des victoires remportées sur Dénikine», www.marxists.org/francais/lenin/works/1920/01/vil19200104.htm.

«liquidation». À huis clos, Lénine a postulé une Ukraine «indépendante pour le moment», «en étroite fédération» avec la Russie et un «bloc temporaire avec les borotbistes», ainsi qu'une «propagande simultanée en faveur de la fusion complète» de l'Ukraine et de la Russie en un État unitaire. Il a rapidement ajouté que «la lutte contre le mot d'ordre d'union aussi étroite que possible» avec la Russie est «contraire aux intérêts du prolétariat», de sorte qu'en Ukraine «toute la politique doit systématiquement et sans relâche viser la liquidation des borotbistes dans un avenir proche», et il «demand[ait] instamment que les borotbistes soient accusés non pas de nationalisme, mais de tendances contre-révolutionnaires et petites-bourgeoises¹».

La «liquidation» n'a pas eu lieu parce que, que ce soit pour le bien de la cause de la révolution socialiste internationale ou simplement parce qu'ils se sont rendu compte qu'on leur avait mis un revolver sur la tempe, ils ont eux-mêmes dissous leur parti². Comme l'a expliqué Lénine, «nous avons vu, au lieu d'un soulèvement des borotbistes devenu à peu près inévitable, les meilleurs éléments borotbistes adhérer à notre parti, sous notre contrôle, avec

notre assentiment, tandis que les autres disparaissaient de la scène politique. Cette victoire vaut une paire de bonnes batailles³.»

À la lumière des combats idéologiques d'une impressionnante conséquence, menés par Lénine pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes jusqu'à la séparation, et de sa politique réelle dans ce domaine, la manière dont il concevait réellement ce droit inhérent à sa pensée reste, sinon un mystère, du moins quelque chose de totalement inexploité. Toute la littérature marxiste ou se présentant comme telle consacrée à son interprétation de ce droit a le caractère exégétique, apologétique ou épigone. Elle fait l'autruche face au fait historique que partout dans les périphéries coloniales de la Russie où le pouvoir de son parti s'est imposé, ou plus précisément là où l'Armée rouge l'a affirmé, cette loi n'a pas été exécutée et il n'y avait aucun moyen de tenter de la faire appliquer sans être accusé de contre-révolutionnaire.

CONTRADICTION AU CŒUR DE LA RÉVOLUTION

La révolution en Russie n'a pas détruit l'impérialisme russe. Avec le capitalisme, elle a renversé «l'impérialisme capitaliste moderne» et supprimé la base précapitaliste (féodale et tributaire) de l'impérialisme militaire. Mais elle n'a pas déraciné les conditions de reproduction du monopole non économique russe qui le constituait, «la puissance militaire, le territoire incommensurable ou les conditions particulièrement commodes pour piller» les autres peuples des périphéries intérieures

1. В.И. Ленин, *Неизвестные документы*, p. 306; В.И. Ленин, «Проект резолюции об украинской партии боротбистов» et «Замечания к резолюции исполнительного комитета коммунистического Интернационала по вопросу о боротбистах», *Полное собрание сочинений*, т. 40, Политиздат [Lénine, «Projet de résolution sur le parti borotbiste ukrainien» et «Remarques sur la résolution du comité exécutif de l'Internationale communiste sur les borotbistes», *Œuvres complètes* t. 40, Moscou, Politizdat, 1974, p. 122, 152].

2. Les circonstances et le déroulement de l'auto-dissolution du PCU(b) ont été examinés par Д.В. Стаценко, «Самоліквідація осередків Української комуністичної партії (боротбистів) у -1920му році (на прикладі Полтавщини)», *Історична пам'ять. Науковий збірник* [D.V. Statsenko, «Auto-liquidation du Parti communiste ukrainien (borotbiste) en 1920 (sur l'exemple de la région de Poltava)», *Istorychna pam'yat'. Naoukovyi zbirnyk*], t. 29, 2013.

3. Lénine, «Conclusions après le rapport du comité central, le 30 mars», www.marxists.org/francais/lenin/works/1920/04/d9c/vil19200400-04c9.htm.

et extérieures de la Russie. Dans la mesure où la révolution a embrassé la périphérie et s'y est répandue, parmi les peuples opprimés, sous la forme de révolutions nationales, elle a obligé ce monopole à reculer. En même temps, elle l'a reproduite dans la mesure où elle s'est répandue du centre à la périphérie sur le mode de la conquête militaire. Cette contradiction, qui était au cœur de la révolution russe, lui était inhérente et impossible à résoudre dans son propre cadre. Beaucoup dépendait maintenant de quel côté de la contradiction allait s'imposer.

À la suite de l'effondrement de l'Empire russe, la Finlande, l'Estonie, la Lituanie, la Lettonie et la Pologne s'en sont successivement détachées, et à la suite de la défaite désastreuse subie lors de la guerre de 1920 avec la Pologne, la Russie soviétique a perdu une partie de l'Ukraine (et de la Biélorussie). Pour la survie de l'impérialisme russe, il était décisif de savoir si l'Ukraine soviétique se séparerait. Lorsque l'Union soviétique prenait forme en tant qu'organisme étatique en 1922-1923, les bolcheviks ukrainiens parlaient ouvertement du fait que «les préjugés de grande puissance, nourris par le lait maternel, étaient devenus un instinct chez de très nombreux camarades», parce que «dans la pratique, aucune lutte contre le chauvinisme de grande puissance n'a été menée dans notre parti¹». Rakovsky s'était alors farouchement opposé à Staline, à la tête de ceux qui réclamaient l'indépendance de l'Ukraine et la création d'une union

d'États soviétiques indépendants². Ils ont perdu, mais leur défaite était alors incomplète.

LES TRANSFORMATIONS DE L'IMPÉRIALISME RUSSE

La direction centrale du Parti bolchevique, dirigée par Staline, a opposé aux aspirations à l'indépendance une nationalisation linguistique et culturelle des républiques non russes. De manière inattendue pour ses promoteurs moscovites, l'ukrainisation s'est transformée en un prolongement de la révolution nationale ukrainienne, qu'elle a ravivée et remarquablement revitalisée. Elle a duré presque dix ans, jusqu'en 1932. L'extermination par la faim (*Holodomor*) et l'écrasement de l'ukrainisation par la terreur³ furent à la fois un acte constitutif de la bureaucratie stalinienne séparée de la bureaucratie thermidorienne qui régnait jusqu'alors (et allait bientôt être exterminée par elle) et un acte de renaissance – cette fois de l'impérialisme russe militaro-bureaucratique⁴.

Ce dernier a été consolidé par l'unification des terres ukrainiennes (et biélorusses) à la suite de la partition de la Pologne par Hitler et Staline, et par l'annexion des États baltes, accomplie en 1939 et confirmée en 1944, au cours de la guerre



1. . Ce sont les propos de Mykola Skrypnyk, l'un des principaux dirigeants des bolcheviks ukrainiens. *Дванадцятий съезд РКП(б). 25-17 апреля 1923 года. Стенографический отчет*, Политиздат [12^e congrès du PCR(b). 17-25 avril 1923. Rapport Verbatim, Politizdat], Moscou, 1968.

2. Г. Чернявский, М. Станчев, М. Тортика (Лобанова), *Жизненный путь Христиана Раковского, 1941-1873 : Европеизм и большевизм: неоконченная дуэль*, Центрполиграф, [G. Tcherniavsky, M. Stantchev, M. Tortika (Lobanova), *Le parcours de vie de Khristian Rakovsky, 1873-1941 : européanisme et bolchevisme : un duel inachevé*], Moscou, Tsentrpoligraf, 2014.

3. L'analyse la plus précise de cet événement a été fournie par A. Graziosi, «Les famines soviétiques de 1931-1933 et le *Holodomor* ukrainien. Une nouvelle interprétation est-elle possible et quelles en seraient les conséquences?», *Cahiers du monde russe*, t. 46, n° 3, 2005.

4. Cf. Z.M. Kowalewski, «Ouvriers et bureaucrates : comment les rapports d'exploitation se sont formés et ont fonctionné dans le bloc soviétique», *Imprecor* n° 685/686, mai-juin 2021.

victorieuse contre l'impérialisme allemand. Le pillage gigantesque du potentiel industriel de la zone soviétique d'occupation de l'Allemagne ainsi que la domination sur les États d'Europe de l'Est, maintenant en échec politique par la menace permanente d'une intervention militaire, ont consolidé cette renaissance de l'impérialisme russe¹.

La chute soudaine, totalement inattendue, de l'URSS en 1991 a révélé la nature de cet État, créé sur la base de la Grande Terreur de Staline. Ce que l'Ukraine n'a pas réussi à réaliser lors de l'effondrement de l'Empire russe, elle a pu le faire lors de l'effondrement de l'Union soviétique. Elle a ensuite réussi à se détacher, comme 14 autres des plus grandes nations non russes. En déclarant son indépendance, elle a porté un coup décisif à l'impérialisme militaro-bureaucratique russe.

Restauré sur les ruines de l'URSS, le capitalisme russe reste dépendant du même monopole non économique dont dépendaient les modes d'exploitation passés et, comme eux, il est dénaturé par cette dépendance. L'État russe protège la propriété privée capitaliste, mais en même temps il la restreint parce qu'elle est soumise à sa coercition, tout comme la fusion de son appareil avec les grands capitaux restreint et dénature la concurrence entre eux. C'est ainsi que sous le poids de ce monopole en Russie ont pris forme le capitalisme oligarchique d'État et l'impérialisme militaro-oligarchique.

L'IMPÉRATIF DE LA RECONQUÊTE

Cependant, ce monopole lui-même a subi une dégradation énorme, bien qu'extrêmement inégale. La Russie a conservé son «monopole de la force

militaire» dans la mesure où, après l'effondrement de l'URSS, elle est restée la plus grande puissance nucléaire du monde avec une énorme armée. En revanche, son monopole de «l'immensité du territoire ou des commodités particulières de spoliation» des autres peuples a profondément décliné. Comme l'a observé Zbigniew Brzezinski après l'effondrement de l'URSS, les frontières de la Russie ont reculé de façon spectaculaire «aux limites dont elle était sortie dans un passé déjà lointain. Dans le Caucase, elle s'arrêtait aux frontières du début du 19^e siècle, en Asie centrale, à celles fixées au milieu du même siècle, et – plus douloureux encore – elle retrouvait à l'ouest les dimensions atteintes à la fin du règne d'Ivan le Terrible, vers 1600». Le pire de tout, «sans l'Ukraine, la Russie cesse d'être un empire en Eurasie. Et quand bien même elle s'efforcerait de recouvrer un tel statut, le centre de gravité en serait alors déplacé, et cet empire pour l'essentiel asiatique serait voué à la faiblesse». Brzezinski avait raison lorsqu'il écrivait que «pour Moscou, en revanche, rétablir le contrôle sur l'Ukraine – un pays de cinquante-deux millions d'habitants doté de ressources nombreuses et d'un accès à la mer Noire –, c'est s'assurer les moyens de redevenir un État impérial puissant, s'étendant sur l'Europe et l'Asie²».

C'est pourquoi l'impérialisme russe s'est lancé dans la reconquête de l'Ukraine, où son destin même est en jeu.

INPRECOR, N° 695-696, MARS-AVRIL 2022.

En polonais: *Le Monde diplomatique – Edycja polska*, n° 2 (174), mars-avril 2022.

Traduit du polonais par Jan Malewski.

1. Cf. D. Logan [J. van Heijenoort], «L'explosion de l'impérialisme bureaucratique», *Quatrième Internationale*, février 1946.

2. Z. Brzezinski, *Le grand échiquier: l'Amérique et le reste du monde*, Bayard, Paris, 1997.

RUSSIE

LE VISAGE FÉMININ DU MOUVEMENT ANTIGUERRE ?

ELLA ROSSMAN¹

Depuis le début de la guerre totale lancée contre l'Ukraine et l'établissement consécutif *de facto* de la loi martiale en Russie, les Russes protestent contre la guerre. Bien que celle-ci soit faible, fragmentée et exposée à la répression, la protestation se poursuit dans de nombreuses localités de Russie. Elle est faite non seulement de manifestations de rue et des piquets, mais aussi de formes invisibles de résistance, comme le sabotage au travail ou différentes manières de diffuser des informations sur la guerre pour contourner la censure.



Après plus d'un mois de manifestations, il est évident que les femmes sont très actives dans le mouvement de protestation. L'un des premiers groupes antiguerre – la Résistance antiguerre féministe (FAR), auquel j'appartiens – est apparu le deuxième jour de la guerre. Actuellement, le canal Telegram de coordination de la FAR réunit plus de 29 000 activistes dans toute la Russie et à l'étranger. L'action de la FAR à l'occasion de la Journée internationale de la femme, organisée en souvenir des Ukrainien-es tué-es pendant la guerre, a concerné 112 localités en Russie et à l'étranger.

Les féministes ne sont pas les seules à manifester. Des femmes de toutes les opinions politiques prennent part aux manifestations et aux piquets.

Les femmes élues dans les collectivités locales, les femmes sont devenues des opposantes notoires à la guerre. Le 16 mars, Helga Pirogova, élue au conseil municipal de Novossibirsk, est venue travailler avec une couronne et une chemise *vshyvanka* aux couleurs du drapeau ukrainien. Ce petit geste a provoqué un énorme scandale au sein du conseil – des élus députés ont agressé verbalement Pirogova et proposé de lui retirer son mandat. Nina Beliaeva, élue au conseil de district de Semiluksky, dans la région de Voronej, a condamné la guerre lors d'une réunion du conseil de district le 22 mars. Ayant publiquement qualifié les actions des autorités russes de «crime de guerre», elle a été exclue du Parti communiste de la Fédération de Russie et le bureau du procureur local étudie une plainte à son encontre. Il existe de nombreux autres exemples de ce type et il en apparaît tous les jours.

Pourquoi le mouvement antiguerre en Russie a-t-il un visage féminin? Pour répondre à cette question, je dois me tourner vers l'évolution du féminisme russe au cours des dix dernières années. Au cours de ces années, celui-ci a connu une renaissance: d'un mouvement local et relativement marginal restreint à des cercles étroits, le féminisme est devenu un sujet largement discuté, voire une sorte de mode. Cela a conduit à une augmentation considérable du nombre de groupes féministes et a créé un nouveau type de structure politique féminine en Russie.

1. Ella Rossman est féministe et spécialiste du féminisme en URSS.

LE FÉMINISME RUSSE À L'ÈRE POST-SOVIÉTIQUE

Le féminisme russe et la pensée féministe ont une longue histoire, avec des hauts et ses bas. Elle a débuté au milieu du 19^e siècle dans le contexte des réformes libérales de l'empereur Alexandre II. Le point crucial qui a prédéterminé son développement ultérieur a été l'année 1930, lorsque Staline a proclamé que la «question des femmes» avait été «résolue» par les autorités soviétiques et qu'il n'y avait donc plus besoin d'organisations féminines indépendantes. Tous les groupes féministes de base ont été détruits. Ce n'est qu'à la fin des années 1970 et dans les années 1980 qu'ils ont commencé à réapparaître, dans les cercles dissidents et intellectuels. Il s'agissait de petits groupes à l'influence très limitée, qui ont tout de même dû faire face à une persécution massive de la part des autorités de l'État et des services spéciaux. Par exemple, presque tous les principaux créateurs de l'almanach féministe samizdat *Femme et Russie* (1979) ont dû quitter l'URSS sous la pression du KGB.

Après 1991, un nouveau chapitre de l'histoire du mouvement des femmes russes s'est ouvert avec deux événements importants: les Forums indépendants des femmes de 1991 et 1992, tenus dans la ville de Doubna. La Russie vivait alors des transformations à grande échelle, à la fois économiques et politiques. Le slogan des forums était «La démocratie sans les femmes n'est pas la démocratie». Leurs participantes espéraient que les femmes deviendraient des agents essentiels de la démocratisation de la Russie post-soviétique.

Malheureusement, cela ne s'est produit que partiellement. La transition vers une économie de marché a créé de nouveaux problèmes liés au genre dans les sociétés postcommunistes. Elle a renforcé

les inégalités au travail, justifié la commercialisation du corps des femmes et entraîné le déclin des services sociaux, ce qui a principalement touché les femmes et les groupes vulnérables. Toutefois, selon Anastasia Posadskaïa, l'une des premières spécialistes du genre dans la Russie post-soviétique, l'agenda féministe est resté relativement marginal. Selon elle, dans les années 1990, les élites et l'opinion publique ont identifié l'émancipation des femmes à l'idéologie soviétique, qui avait exploité ce thème au plan intérieur et international. On s'orientait donc désormais vers de nouvelles valeurs politiques, nationalistes et assez traditionalistes concernant le rôle des femmes. C'est pourquoi le féminisme ne s'est pas développé et que seuls de petits cercles ont considéré sérieusement l'agenda du genre. Les nouvelles féministes et les études de genre ont eu une influence limitée.

La situation a radicalement changé dans les années 2010, et les raisons de ce changement sont nombreuses. L'une d'entre elles se trouve dans les spécificités du tournant conservateur de la politique intérieure et extérieure de la Russie. Au début des années 2010, les autorités et les médias gouvernementaux ont commencé à promouvoir activement l'idée de «valeurs traditionnelles». Ils ont célébré l'idéal d'une «famille russe traditionnelle» – hétérosexuelle, multigénérationnelle, avec trois enfants et plus. La «famille traditionnelle» est devenue le reflet de l'idée d'un État russe souverain; dans la propagande, ils sont tous deux représentés en opposition à l'«Occident». Les porte-parole de l'État et les médias d'État ont mis la politique de l'OTAN et de l'ONU sur le même plan que les mouvements LGBTQ+, le mariage homosexuel et les droits humains. Toute influence extérieure a commencé à être décrite comme un danger pour

l'indépendance et le mode de vie de la Russie, y compris pour ses familles.

La Russie a cessé de collaborer avec les organisations internationales sur les questions de genre. Par exemple, elle a refusé de ratifier la convention d'Istanbul de 2011 (convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique). En 2013, les autorités russes ont adopté une loi interdisant la «promotion des relations familiales non traditionnelles» auprès des mineurs; les «relations familiales non traditionnelles» désignant principalement les familles LGBTQ+, mais le terme est vague et susceptible d'autres interprétations.

Contrairement aux attentes des autorités, la propagande obsessionnelle des «valeurs traditionnelles» n'a pas suscité une grande sympathie – beaucoup de gens y ayant vu une volonté de s'immiscer dans leur vie personnelle, comme à l'époque soviétique.

D'autres facteurs ont également stimulé l'intérêt pour l'agenda féministe, par exemple la célèbre représentation des Pussy Riot à l'intérieur de la cathédrale du Christ-Sauveur en 2012 ou l'essor des médias sociaux et la diffusion de campagnes féministes en ligne comme #MeToo. Le début des années 2010 a également été l'époque des manifestations d'opposition massives et de mobilisation politique dans toute la Russie. Les groupes d'opposition de l'époque étaient souvent aussi sexistes et hiérarchiques que les groupes pro-État. Cependant, la montée de l'intérêt du public pour la politique a touché les femmes. Nombre d'entre elles se sont impliquées dans la politique et, parallèlement, ont commencé à réfléchir aux hiérarchies en vigueur dans les cercles politiques.

Au cours de la dernière décennie, le mouvement féministe russe a donc pris de l'ampleur, malgré la

répression qui a suivi les manifestations de 2011-2013 [...]. L'agenda féministe s'est développé au-delà des groupes locaux et a touché les médias, qui ont commencé à traiter des modes de vie, sujets qui n'avaient jamais été abordés. Les événements féministes et les études de genre sont devenus un peu partout un élément incontournable de la vie culturelle et intellectuelle.

Il est intéressant de noter que, pendant un certain temps, les autorités n'ont pas considéré que les droits des femmes étaient aussi dangereux que d'autres sujets politiques. De plus, la politique féministe est restée invisible, l'État et les services secrets s'intéressant davantage aux activités des hommes politiques de premier plan, comme Alexeï Navalny. Contrairement à d'autres groupes d'opposition en Russie, le féminisme s'est développé comme un mouvement horizontal, sans hiérarchie stricte ni dirigeantes identifiables. Il semble que, pendant un certain temps, les autorités ne l'aient pas considéré comme suffisamment révolutionnaire. Il n'était pas non plus considéré comme aussi dangereux pour les «valeurs traditionnelles» que, par exemple, les droits des homosexuels. Par conséquent, les événements féministes pouvaient se dérouler y compris dans les institutions publiques, telles que les bibliothèques, les musées et les galeries d'art. J'ai personnellement été l'une des organisatrices d'un festival féministe dans l'une des plus grandes bibliothèques d'État de Moscou en 2017. Des militantes féministes, des spécialistes du genre et des blogueuses sexuelles ont participé à cet événement, sans que nous ayons eu à subir de pression de la part de l'administration de la bibliothèque ou des autorités de la ville.



DEUX EFFETS DE LA PROPAGATION DU FÉMINISME DANS LES ANNÉES 2010

Le premier est l'augmentation du nombre d'organisations féministes de base. [...]. Au début de la guerre, plus de 45 de ces groupes fonctionnaient dans tout le pays. Je dis «plus de 45», car je sais qu'il existe plusieurs groupes de ce type dans le Caucase du Nord. Ils travaillent clandestinement, car ce serait dangereux pour leur vie si leur identité était révélée, et je n'ai pas de protocole de sécurité pour essayer de les joindre pour obtenir des détails. De nombreux groupes féministes actifs sont basés à Moscou et à Saint-Petersbourg, mais on en trouve également à Novossibirsk et Kaliningrad, Krasnodar, Khabarovsk, Mourmansk et Oulan-Oude, etc.

Le second effet est plus complexe et nécessite des recherches plus approfondies. Je suppose que la diffusion de l'agenda féministe a créé une nouvelle compréhension de la place politique des femmes dans la Russie moderne. Bien que la Russie ait une longue histoire de participation des femmes à la vie sociale et politique, tant à l'époque soviétique que post-soviétique, elles n'ont pas obtenu de représentation adéquate aux plus hauts niveaux de l'État. Il n'y a que quelques cas isolés de femmes devenues ministres ou occupant des postes de décision élevés. Pendant longtemps, la politique et surtout les affaires militaires ont été une «affaire de non-femmes» («неженское дело») pour de nombreux Russes et les femmes elles-mêmes.

L'agenda féministe s'est révélé être un outil puissant pour la politisation des femmes et a touché même celles qui, au départ, ne s'intéressaient guère à la politique. En général, les Russes ont une attitude négative envers toute collectivité, qu'ils associent

à la politisation violente de l'époque soviétique. Les autorités russes ont exploité avec succès cet individualisme pendant des années, en démontrant encore et encore que l'«individu moyen» ne peut rien changer et qu'il doit se tenir à l'écart des «sales affaires» de la politique. Le régime a misé sur l'apathie et l'indifférence de la population. Il n'est donc pas surprenant que l'opinion selon laquelle il est impossible d'influencer l'État soit assez répandue : les gens pensent que le cercle familial et les amis proches est celui sur lequel on peut le plus agir.

Le féminisme, avec sa formule «le personnel est politique», a de ce fait changé la donne. De nombreuses femmes que je connais sont venues au féminisme pour trouver des réponses à des questions concernant leur corps ou des problèmes domestiques, et plus tard, ces questions les ont amenées à des discussions sur la démocratie représentative et la dictature et à une reconsidération de la politique et de la protestation, ainsi que de leur place dans ce contexte. En conséquence, ce sont aujourd'hui des femmes que l'on voit dans les rues et qui organisent la résistance. Elles ont une confiance absolue dans le fait que leur voix est importante et doit être prise au sérieux. Elles n'hésitent pas à se rassembler, à défendre leurs positions et à critiquer les politiques et les journalistes qui les ignorent ou les sous-estiment.

Malheureusement, nombre d'entre elles sont en grand danger. La menace ne vient pas seulement de l'État, qui réprime les citoyens protestant contre la guerre ou révélant la vérité à son sujet. Avant la guerre, les féministes russes et les femmes actives sur le plan politique recevaient déjà des menaces de mort de la part de Russes ordinaires, furieux que le simple fait de parler à haute voix des stéréotypes de genre, de la violence sexiste ou de participer à la

vie politique, ces femmes violaient l'ordre patriarcal tacite. Des commentateurs déshumanisaient les féministes, les traitent de «démons» et d'«animaux», les comparant encore aux nazis. Je crains que les soldats qui rentreront tôt ou tard d'Ukraine ne partagent cette attitude, lorsqu'ils découvriront que de nombreuses femmes russes ne les considèrent pas comme des héros et des sauveurs, mais les maudissent et les traitent de criminels de guerre. Ces hommes, qui ont perpétré de véritables atrocités dans l'Oblast de Kiev,

ne toléreront pas ces voix et pourraient se venger de celles qui ont révélé la vérité. Enfin, je ne suis pas sûre que le grand public, habitué à la violence et pour la plupart encore hostile aux féministes, s'oppose à eux.

25 AVRIL 2022

<https://lefteast.org/russian-anti-war-movement-why-women-protest/>

QUAND ALLONS-NOUS CESSER D'EXCUSER L'INVASION RUSSE ?

BILL FLETCHER JR, BILL GALLEGOS, JAMALA ROGERS¹ *



L'invasion russe de l'Ukraine a suscité des réactions étranges de la part de secteurs de la gauche américaine et de nombreux progressistes. Alors que, d'une manière générale, il y a eu une forte condamnation de l'invasion russe, il y a eu simultanément une tendance à excuser l'invasion russe et à faire porter la responsabilité de l'agression uniquement sur le gouvernement américain (et l'OTAN). Non seulement une telle analyse est inexacte sur le plan des faits, mais elle découle d'une erreur d'analyse ancrée dans la sous-estimation de toute la question du droit des nations à l'autodétermination.

1. Bill Fletcher, Jr. a été cofondateur du Black Radical Congress, ancien président du TransAfrica Forum, écrivain et syndicaliste. Bill Gallegos est un militant de longue date de la libération chicano et auteur de *The Struggle For Chicano Liberation* et de *The Sunbelt Strategy and Chicano Liberation*. Jamala Rogers est une militante socialiste qui milite aussi avec le mouvement libération noire en tant qu'organisatrice, théoricienne et autrice.

Nous [auteurs de cet article], deux Afro-Américains et un Chicano, nous avons décidé qu'il est temps de nous élever contre une interprétation erronée de ce qui s'est passé en Ukraine et contre cette tendance à excuser l'agression russe ou à défendre une position de neutralité. En tant que socialistes ayant été intégralement impliqués dans les luttes de nos peuples respectifs pour la démocratie et l'autodétermination, nous ne pouvons tout simplement pas rester silencieux, même si cela nous met en désaccord avec des camarades que nous connaissons, respectons et aimons depuis des années.

Nous publions ce document afin de lancer une discussion et un débat plus approfondis. Nous ne prétendons en aucun cas que notre point de vue soit le dernier mot sur cette question. Nous pensons cependant que l'incapacité à aborder la question nationale a conduit à des erreurs d'analyse, de stratégie et de réponse de la part de nombreux militants de gauche au sens large et des mouvements progressistes aux États-Unis.

DE QUEL CÔTÉ ÊTES-VOUS ?

Les actions du gouvernement russe ne peuvent être interprétées comme une « opération militaire spéciale ». Elles ont représenté une invasion, en dehors de toute provocation, d'un pays souverain. Il est essentiel que nous comprenions cela et que nous n'hésitions pas. Les troupes russes, et non les troupes de l'OTAN, ont franchi la frontière sur le territoire souverain de l'Ukraine. L'Ukraine n'a jamais menacé la Russie.

Il ne fait aucun doute que l'expansionnisme de l'OTAN est injustifié. En fait, nous affirmons que l'OTAN, qui n'a jamais été une alliance défensive, aurait dû être dissoute dès la fin de la guerre froide. L'expansion de l'OTAN s'est heurtée à l'opposition de plusieurs régimes russes et a été inutilement provocatrice.

Pourtant, ce qui est rarement discuté dans les cercles de la gauche américaine, c'est le désir des pays de l'ancien bloc soviétique de se lier à l'OTAN par crainte des intentions de la Russie post-URSS. Nous, la gauche américaine, nous pouvons et devons critiquer l'OTAN, mais nous devons comprendre les craintes sous-jacentes et les préoccupations des pays de l'ancien bloc soviétique.

Il est également vrai qu'il y avait une opposition au sein de l'OTAN à l'intégration de l'Ukraine. Non seulement le soutien à l'intégration dans l'OTAN était faible en Ukraine même – avant 2014 –, mais avant l'invasion russe de 2022, il y avait une opposition au sein de l'OTAN à admettre l'Ukraine. Comme l'intégration dans l'OTAN doit être décidée à l'unanimité, il était peu probable que des pas pouvaient être franchis en ce sens. Et le régime de Poutine ne l'ignorait pas.

Le régime de Poutine affirme qu'il est venu à l'aide des régions sécessionnistes de l'est de l'Ukraine. Cette affirmation pose quelques problèmes. À commencer par le fait qu'en 2014 la Russie a envahi l'Ukraine, en s'emparant de la Crimée, et qu'elle a en outre provoqué des révoltes sécessionnistes dans la région orientale, notamment en envoyant des soldats sans signes de reconnaissance.

Certains de nos amis ont fait valoir que les Russes ont envahi la Crimée en réponse à un prétendu coup d'État parrainé par les États-Unis en Ukraine, c'est-à-dire le soulèvement de Maïdan. Ils affirment également que les révoltes dans la région orientale étaient entièrement manipulées.

Commençons par le début. Premièrement, il y a peu de preuves que Maïdan 2014 fut un soulèvement parrainé par les États-Unis. Ce n'était pas le [pustch du] Chili de 1973. Il y avait un mouvement de masse avec une variété de forces allant de l'extrême droite à la gauche – et beaucoup entre les deux – en révolte contre les oligarques, la corruption, et pour renverser la décision de l'administration de resserrer les relations avec l'Union européenne. Il s'agissait d'une affaire interne à l'Ukraine. On peut avoir une opinion sur les causes et les résultats, mais suggérer que cette affaire venait principalement des machinations des États-Unis transforme le peuple ukrainien en de simples marionnettes [dans les mains] des étrangers, ce qui va à l'encontre de la réalité. Si les États-Unis ont pu soutenir une certaine issue au soulèvement de Maïdan, ce soutien ne signifie pas qu'ils soient à l'origine de la révolte.

Deuxièmement, la prise de la Crimée était une violation flagrante des accords de Budapest (1994) selon lesquels l'Ukraine avait remis ses armes nucléaires à la Russie qui, en échange, s'engageait

à ne *jamais* attaquer l'Ukraine. L'idée que la Russie avait le droit de s'emparer de la Crimée ne tient pas compte du fait que ce territoire fait partie de l'Ukraine depuis 1954. Des secteurs de la gauche américaine ont également gardé un silence très étrange sur un autre aspect de la question de la Crimée : l'ignorance ou le mépris des Tatars de Crimée – la population indigène – et de leur remplacement/expulsion par les colons russes (qui remonte à l'époque du dirigeant soviétique Joseph Staline). Oui, avant 1954, la Crimée faisait partie de la Russie. Mais il est également vrai que les colons russes ont déplacé les Tatars de Crimée, ce qui complique encore la compréhension de la «question de la Crimée».

Par ailleurs, certains suggèrent que le référendum organisé à la suite de la prise de contrôle de la Crimée par la Russie a, en quelque sorte, rendu cette prise de contrôle légitime. Croire qu'un référendum sur la future relation de la Crimée avec la Russie pourrait être organisé librement alors que les troupes russes y sont déployées en force est, littéralement, incroyable.

Troisièmement, les mouvements sécessionnistes dans la région de Donbas sont le reflet des défis internes de l'Ukraine. L'Ukraine connaît depuis longtemps (depuis l'ère post-soviétique) des problèmes régionaux et linguistiques évidents. Les forces de droite ukrainiennes ont tenté de supprimer l'usage de la langue russe. Dans les prétendues républiques populaires (dans la région orientale), des efforts ont été entrepris pour effacer la langue et l'histoire ukrainiennes. Mais rien ne prouve que ces prétendues «républiques populaires», créées en 2014 avec l'aide de la Russie, aient un quelconque rapport avec une demande légitime et populaire de séparation ; en fait, leur niveau de soutien populaire est très discutable. Il convient de noter que seule la Russie a reconnu ces prétendues républiques populaires, et cette

reconnaissance est intervenue à la veille de l'invasion de l'Ukraine. Cela rappelle les bantoustans/«républiques» indépendantes établis par l'Afrique du Sud de l'apartheid afin de légitimer la relocalisation de la population et le contrôle total de l'Afrique du Sud.

Quatrièmement, selon le droit international (et les accords de Budapest), les Russes n'avaient aucun droit d'envahir l'Ukraine, ni en 2014 ni en 2022. La justification utilisée par le régime de Poutine de neutralisation et de dénazification n'est qu'un sophisme. La situation politique interne de l'Ukraine était et reste une question que doit résoudre le peuple ukrainien, et pas un étranger. La gauche américaine devrait être claire à ce sujet, surtout si l'on considère son opposition à l'agression américaine contre l'Afghanistan et, plus tard, contre l'Irak.

Cinquièmement, Poutine a avoué ses motivations la nuit de l'invasion lorsqu'il a décrit l'Ukraine comme une «fiction nationale» et a poursuivi en contestant le droit même de l'Ukraine à exister (notamment en polémiquant contre les théories sur l'autodétermination nationale élaborées par Lénine et Staline).

Enfin, l'appel à une défense ou à une légitimation des prétendus intérêts stratégiques régionaux de la Russie est presque comique pour au moins deux raisons. Tout d'abord, la gauche n'était pas traditionnellement partisane des sphères d'influence des pays ou des empires. Lorsque les États-Unis ont décrit la révolution cubaine, la révolution nicaraguayenne et d'autres mouvements et gouvernements radicaux d'Amérique latine et des Caraïbes (par exemple, celui de Grenade) comme une menace pour les intérêts américains, nous avons rejeté de discours et nous avons combattu bec et ongles les différentes administrations démocrates et républicaines qui ont avancé de telles absurdités. Pourtant, dans le cas de l'Ukraine, il y a des militants respectables de gauche qui suggèrent



que les prétendus intérêts géographiques de la Russie devraient être respectés alors que l'Ukraine n'a fait peser aucune menace sur eux.

Il y a cependant un deuxième élément sur ce point. La question des frontières avait des implications stratégiques sur le plan militaire à l'ère prénucléaire, lorsque des opérations militaires terrestres massives étaient menées, par exemple, l'opération Barbarossa (l'invasion de l'URSS en 1941). Aujourd'hui, une invasion terrestre massive d'une puissance nucléaire est hautement improbable. Le plus grand danger réside plutôt dans les armes nucléaires tactiques et stratégiques et leurs vecteurs, ainsi que dans la menace d'une guerre chimique et biologique. La Russie dispose du plus grand arsenal nucléaire de la planète et d'un système de livraison qui le confirme. Pour les puissances nucléaires, les frontières n'ont pratiquement pas d'importance, du moins au niveau militaire. En revanche, lorsqu'il s'agit de politique et d'économie, les frontières peuvent être très pertinentes et nous mettre sur la piste de certaines des véritables motivations de l'agression russe.

Aucune défense de l'invasion russe ne passe le test de la vérité. Les efforts visant à justifier l'invasion par des critiques des régimes ukrainiens de l'après-1991 ignorent l'interdiction de telles invasions par le droit international. Seule une invasion sanctionnée par les Nations unies aurait été justifiée, comme le savent bien tous ceux qui connaissent les débats qui ont précédé l'invasion américaine de l'Irak en 2003.

QU'EN EST-IL DE LA QUESTION NATIONALE?

De nombreux militants de gauche américains n'ont pas compris l'importance de la tirade de Poutine contre Lénine et Staline sur la question de l'autodétermination nationale. Si l'on ignore l'histoire des

premiers mouvements communistes, cela peut ressembler à une exploration de la théologie chrétienne médiévale.

Le mouvement communiste russe d'avant 1917 s'est trouvé confronté à plusieurs dilemmes, l'un des plus critiques étant l'empire russe lui-même, que l'on décrivait autrefois comme une « prison des nations ». L'empire russe s'était développé par l'absorption forcée d'une myriade de nationalités s'étendant de ce qui est aujourd'hui la Pologne à l'océan Pacifique. Cet empire n'était pas une fédération mais une formation dominée par les Grands-Russes, c'est-à-dire l'ethnie russe et sa classe dirigeante monarchique/capitaliste.

Lénine a chargé Staline d'élaborer une théorie sur ce qu'on appelait la « question nationale », c'est-à-dire de comprendre les circonstances exceptionnelles des nations de peuples qui avaient subi une oppression et une domination particulières, dans ce cas par la Russie. Les complexités et les questions contenues dans les conclusions de Staline dépassent largement le cadre de cet article, sauf dans un domaine particulier : la notion selon laquelle les nations et les peuples qui avaient subi une oppression et une domination en tant que nations (notamment, la discrimination linguistique, la terreur, la subordination dans tous les domaines par rapport à l'ethnie russe, l'absence de pouvoir politique) avaient droit à l'autodétermination nationale. En d'autres termes, qu'ils soient finlandais, ukrainiens ou des peuples de l'ancien Turkestan, entre autres, ils avaient le droit de décider de leur propre avenir sans l'interférence de forces extérieures.

L'approche soviétique initiale du droit à l'autodétermination nationale était novatrice, voire révolutionnaire. Elle s'est cristallisée dans l'idée que la

société post-révolutionnaire devait être une union des Républiques socialistes soviétiques.

Poutine avait raison de dire que le régime stalinien était incohérent – au mieux – dans son approche de la question nationale et il ne fait aucun doute que la Russie a dominé l'État soviétique, mais cette domination a été périodiquement remise en question. Une fois au pouvoir, Staline a fait preuve de peu d'intérêt pour une autodétermination nationale cohérente. La mise en œuvre par le régime stalinien de la politique relative aux questions nationales allait de l'innovation – la «délimitation territoriale nationale» (la création d'États-nations où les peuples avaient auparavant vécu dans des conditions semi-féodales, sans droit réel à la sécession) – à la criminalité pure et simple, par exemple, le déplacement et la suppression du statut de nation (ou d'autonomie) de quinze nationalités pendant la Seconde Guerre mondiale (y compris les Tatars de Crimée!) pour comportement prétendument antisoviétique. Ce dernier comportement était en contradiction avec l'intention déclarée de Lénine d'une union volontaire de Républiques égales.

La tirade de Poutine a démontré plusieurs choses qui méritent d'être mentionnées dans ce contexte. Premièrement, l'OTAN n'était pas la question principale. Même un consultant en communication incompetent aurait su recommander à Poutine de se concentrer entièrement sur l'OTAN pour justifier l'invasion, afin de gagner, ou du moins de neutraliser, l'opinion publique mondiale. Au lieu de cela, Poutine a choisi, au moment le plus inopportun, de contester la légitimité nationale d'un État-nation internationalement reconnu. On peut se demander pourquoi.

Deuxièmement, Poutine a exposé sa vision de l'avenir de la Russie. Il s'agit d'un avenir où l'ethnie

russe est unie en Russie, en Ukraine et en Biélorussie. Il ne s'agit pas d'une Russie multiethnique, mais plutôt de l'articulation d'une Russie ethno-nationaliste. Cette vision est tout à fait cohérente avec la politique profondément réactionnaire du régime de Poutine.

Troisièmement, Poutine lui-même est un produit de l'ancien appareil soviétique. Il n'était cependant pas marxiste, mais il a toujours voulu faire partie du KGB. Il a utilisé la formation et l'expérience du KGB afin de construire le type de réseau et de plate-forme politique nécessaires à son ascension au pouvoir. Sa tirade contre Lénine et Staline démontre son aversion pour le projet politique que Lénine tentait de mettre en place afin de remédier à la réalité de la «prison des nations». La tirade a démontré autre chose, à savoir le revanchisme du régime Poutine. C'est-à-dire la fureur du régime de Poutine en réponse à la défaite de l'URSS dans la guerre froide, à laquelle s'ajoute le fait que la Russie n'est pas pleinement acceptée dans le bloc capitaliste mondial. Le revanchisme de Poutine est analogue à celui qui a dominé les cercles de droite dans l'Allemagne de l'après- Première Guerre mondiale où, à la suite de la guerre, de la perte des colonies et des réparations qu'elle a été obligée de payer, il y avait une demande de boucs émissaires et un désir pour l'Allemagne de récupérer ce que les cercles de droite pensaient lui avoir été volé.

Ainsi, l'agression russe semble dériver des ambitions géopolitiques spécifiques du régime de Poutine (alimentées par le revanchisme), combinées à une image critique ethno-nationaliste de l'avenir, une image critique qui a plus en commun avec celle des forces «blanches» russes, c'est-à-dire le mouvement contre-révolutionnaire et restaurateur après la Révolution russe, qu'avec l'expérience socialiste qui a été tentée.



La pertinence de cette analyse réside dans le fait qu'elle se concentre sur les forces internes à la Russie qui sont à l'origine de cette agression plutôt que de considérer la Russie comme une petite puissance impérialiste maladroite soumise aux caprices et aux machinations des États-Unis et de l'OTAN. De plus, en examinant ce que le régime de Poutine a écrit et dit, il apparaît clairement que ses ambitions n'ont pas grand-chose à voir avec la neutralisation de l'Ukraine; elles concernent la neutralisation des Ukrainiens. En tant que tel, il semble que les Ukrainiens n'aient aucun droit que le régime de Poutine soit tenu de respecter.

DEUX CAMPS CONTRE L'OPPOSITION À L'OPPRESSION NATIONALE?

Une grande partie du débat au sein de la gauche américaine commence – et se termine – en regardant les États-Unis. Le cadre est simple: les États-Unis sont le principal ennemi des peuples du monde; les États-Unis ont permis/encouragé l'expansion de l'OTAN; les Russes se sont opposés à l'expansion de l'OTAN; par conséquent, les États-Unis/l'OTAN ont provoqué l'invasion russe.

L'essence de cette analyse est que, parce que les États-Unis sont le principal ennemi des peuples du monde, cela doit signifier qu'ils sont le seul ennemi important et, en outre, que dans chaque circonstance, si les États-Unis sont impliqués, ils doivent être le principal auteur d'activités néfastes.

Ce n'est pas une analyse. C'est un sophisme. Et une sorte particulière de sophisme qui considère les luttes sur la planète Terre comme se déroulant entre les États-Unis et leurs alliés, d'une part, et ceux qui s'opposent à l'impérialisme américain, d'autre part. Toutes les autres questions sont subordonnées à cette contradiction. La notion implicite de cette analyse

est que quiconque s'oppose verbalement ou pratiquement à l'impérialisme américain doit être un ami des opprimés et, par conséquent, doit être soutenu.

Ce cadre ne tient pas compte des particularités d'une situation donnée et n'examine pas les facteurs internes d'un pays (ou des pays en conflit), mais privilégie les facteurs externes. Au niveau philosophique, il s'agit d'une violation de la dialectique, qui cherche toujours à comprendre les contradictions internes avant d'examiner le contexte plus large.

Dans le cas de l'Ukraine, des secteurs de la gauche américaine ont cherché des réponses uniquement à travers les activités des États-Unis, mais n'ont pas réussi à analyser les motivations potentielles (ou réelles) du régime de Poutine. Il est intéressant de noter que la majeure partie de la gauche s'est entièrement trompée sur les préparatifs de Poutine pour une invasion de l'Ukraine, suggérant pendant des mois que Poutine ne faisait que négocier durement et que les États-Unis et la Grande-Bretagne tentaient de provoquer la situation en suggérant qu'une invasion russe était imminente. Les camarades se sont vraiment trompés.

Les contradictions internes supposeraient également d'examiner la relation particulière et historique entre la Russie et l'Ukraine. C'est pourquoi il est si important d'écouter attentivement les paroles de Poutine et celles de ses propagandistes. Le régime de Poutine s'est donné beaucoup de mal pour reconfigurer l'histoire de la relation entre la Russie et l'Ukraine. C'est dans ce contexte que Poutine a polémique contre Lénine et Staline. Poutine ne croit pas que l'Ukraine soit et ait jamais été une nation; pour lui, elle fait partie de la Grande Russie.

Ceux qui ignorent les propos de Poutine sont, en fait, complices de l'appel à l'élimination de l'Ukraine. Ils ignorent également un débat de longue haleine au

sein de la Russie et de l'Ukraine concernant la nation ukrainienne et l'autodétermination. Plus périlleux encore, des secteurs de la gauche ne sont pas loin d'embrasser l'ethno-nationalisme ou ne parviennent pas à le distinguer du nationalisme révolutionnaire.

L'ethno-nationalisme est un courant important du populisme de droite et de son sous-ensemble, le fascisme. Il identifie la nation à l'ethnicité plutôt qu'au territoire, à la culture et à l'histoire. Hitler a utilisé l'ethno-nationalisme pour orchestrer l'Anschluss (l'annexion de l'Autriche) en 1938, ainsi que les demandes de cession des Sudètes à l'Allemagne par la Tchécoslovaquie (également en 1938). Plus récemment, l'ethno-nationalisme a déchiré l'ancienne République socialiste multinationale de Yougoslavie et a joué un rôle déterminant dans le génocide rwandais mené contre les Tutsis et leurs alliés parmi les Hutus.



Le régime de Poutine exprime l'ethno-nationalisme et affiche des ambitions expansionnistes. Il cherche à unir les ethnies de la Grande Russie, ainsi qu'à rétablir les frontières de l'ancien empire russe. Il a un nom : l'eurasisme. Il est centré sur la notion de développement d'un pôle indépendant du bloc «atlantique» des États-Unis, du Canada et de la Grande-Bretagne. Bien qu'il s'agisse d'une notion multipolaire, c'est une proposition multipolaire pour un avenir autoritaire de droite, pas très différent de celui décrit dans *1984* de George Orwell.

La lutte pour un monde multipolaire a été inhérente au capitalisme, en particulier lorsqu'il a atteint son stade impérialiste. Si, à différents moments, l'un ou l'autre des États impérialistes a détenu l'hégémonie, il y a toujours eu une coopération et des conflits entre les États capitalistes, tout comme entre les entreprises capitalistes. Le repositionnement de la Russie par Poutine est tout à fait cohérent avec cela.

Ainsi, la question qui se pose immédiatement est de savoir si la contestation entre les États impérialistes, et plus particulièrement l'émergence d'États impérialistes anti-américains, implique *ipso facto* que les forces contestataires émergentes sont en quelque sorte progressistes et anti-impérialistes? Cette question n'est pas nouvelle et il existe une analogie historique qui mérite d'être signalée et que nous aborderons.

Il convient d'ajouter que l'une des réponses à l'invasion russe, proposée par de nombreux militants de gauche sincères, est que si l'invasion russe était une erreur, nous devrions nous concentrer sur le rôle des États-Unis et de l'OTAN, car il n'y a pas grand-chose à faire pour influencer le régime de Poutine, mais nous pouvons en revanche influencer le gouvernement américain.

Indépendamment de l'intention, il s'agit effectivement d'un argument isolationniste déguisé en internationalisme. Les militants de gauche se sont historiquement opposés aux aventures impérialistes des États-Unis, mais aussi à celles d'autres pays où les États-Unis n'étaient pas directement impliqués. L'invasion italienne de l'Éthiopie, en 1935, n'avait rien à voir avec les États-Unis, mais la gauche (de diverses tendances et pays), les panafricanistes et les nationalistes noirs ont réagi. La guerre civile espagnole de 1936-1939 a également mis en avant les demandes de la gauche mondiale pour que les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France – chacune étant une puissance coloniale – fournissent une assistance militaire au gouvernement espagnol dans sa lutte non seulement contre les fascistes nationaux, mais aussi contre l'intervention illégale de l'Italie fasciste et de l'Allemagne nazie. Cet appel a été lancé alors même que chacune de ces puissances impérialistes menait ses propres formes de domination coloniale.

En effet, on aurait pu faire valoir que rien n'aurait dû être exigé ou demandé à ces gouvernements, précisément en raison de leur caractère. Pourtant, les demandes ont été formulées sur la base d'une évaluation de l'intervention fasciste/nazie et des implications plus larges tant de l'intervention que de la résistance à celle-ci.

L'IMPÉRIALISME JAPONAIS ET LE « MOUVEMENT PACIFIQUE DU MONDE ORIENTAL »

Au lendemain de la victoire japonaise sur l'empire russe dans la guerre russo-japonaise (1904-1905), une onde de choc se fait sentir dans la politique du monde colonial et semi-colonial. Un peuple « non blanc » avait vaincu de manière décisive une puissance impérialiste européenne grâce à une utilisation sophistiquée de la stratégie et de la technologie militaires modernes.

Bien que l'empire japonais naissant ait ironiquement accepté d'être désigné comme des « Aryens asiatiques » (une appellation encouragée par le président américain Theodore Roosevelt et adoptée plus tard par Hitler), les « peuples de couleur » du monde entier, c'est-à-dire ceux colonisés ou semi-colonisés, dans ce que nous appelons aujourd'hui le Sud, par l'impérialisme occidental (y compris, mais sans s'y limiter, les États-Unis), ont vu dans le Japon une source d'inspiration. Il n'était cependant pas nécessaire de creuser trop pour comprendre que les Japonais construisaient leur propre empire. Cela est devenu plus clair avec l'annexion de Taïwan et de la Corée par les Japonais, leur rôle dans la Première Guerre mondiale – soutenant les alliés occidentaux contre les Allemands, obtenant ainsi des bases insulaires dans le Pacifique – et plus tard,

avec l'invasion et l'annexion de la Mandchourie, puis l'invasion du reste de la Chine.

Malgré l'agressivité du Japon, ce pays restait attirant pour l'Asie [...]. Au sein de l'Amérique noire, un sentiment pro-japonais émergea, influençant diverses forces, y compris, et de manière surprenante, le grand W.E.B. Dubois. De nombreux apologistes du Japon le considéraient comme un État fort s'opposant à l'impérialisme occidental et étaient prêts à nier l'existence d'une oppression japonaise et ce que l'on ne peut que décrire comme le racisme japonais à l'égard des autres populations asiatiques, malgré l'appel japonais à une « sphère de coprosperité » de la grande Asie orientale.

Aux États-Unis, le Pacific Movement of the Eastern World est devenu le centre du mouvement pro-japonais. Ce mouvement, souvent négligé et largement basé dans le Missouri, a été étudié et exploré par le Dr Ernest Allen de l'université du Massachusetts-Amherst. Bien que ce mouvement se soit effondré dans le contexte de la Seconde Guerre mondiale, son héritage idéologique a dépassé son existence organisationnelle. Il est intéressant de noter que ce sont les communistes asiatiques, dans des pays tels que la Chine, les Philippines, la Corée et l'Indochine, qui ont démasqué les objectifs impérialistes de l'empire japonais naissant, soulignant que cet impérialisme ne représentait pas une voie de libération. Aux États-Unis, le parti communiste était de ceux qui contestaient ce soutien pro-japonais.

La notion sous-jacente selon laquelle l'ennemi de mon ennemi est mon ami a conduit à des actes de collaboration malheureux dans divers pays occupés par les Japonais à partir de 1931. Et l'aveuglement face aux atrocités japonaises, par exemple, les viols de Nanjing, rappellent étrangement la manière

dont une partie de la gauche américaine a été prête à fermer les yeux sur l'impérialisme russe, qu'il s'agisse des atrocités commises en Tchétchénie, des atrocités commises par l'intervention russe aux côtés du régime tyrannique d'Assad lors du soulèvement démocratique syrien, ou plus récemment, lors de l'invasion de l'Ukraine. L'incapacité à comprendre les objectifs du régime de Poutine rapproche dangereusement certains segments de la gauche de la position adoptée par ceux qui voyaient dans l'empire japonais le salut du monde colonial et semi-colonial.

Le point de vue selon lequel «l'ennemi de mon ennemi est mon ami» ne doit pas être aussi extrême que celui de ceux qui auraient collaboré avec l'impérialisme japonais et/ou l'auraient justifié. Dans l'environnement de l'après-guerre, les mouvements de libération nationale et les projets populistes nationaux (pour reprendre le terme de feu Samir Amin) dans le Sud ont souvent été profondément influencés par le mouvement communiste international et, plus généralement, par la politique de gauche. De nombreux dirigeants de ces mouvements ont été formés par l'URSS, la Chine et, plus tard, Cuba, entre autres.

Ces mouvements nationalistes du Sud ont souvent cherché à devenir indépendants à la fois des États-Unis et de leurs alliés et de l'URSS et de ses alliés. Ces mouvements ont affirmé la nécessité de l'indépendance et de la liberté, mais dans un trop grand nombre de ces pays, les mouvements sociaux de libération n'ont pas réussi à mettre en œuvre un programme de transformation complète.

Les dirigeants de certains de ces États, par exemple Kadhafi en Libye et Mugabé au Zimbabwe, ont choisi de marcher sur la corde raide de la guerre froide, alternant leurs allégeances et protégeant

leurs intérêts entre le bloc dirigé par les États-Unis, l'URSS et, dans certains cas, la Chine, tout en proclamant leur «non-alignement». Sur le plan interne, leurs projets étaient très mitigés. Une dépendance excessive à l'égard de l'exportation de matières naturelles, par exemple, le pétrole, a permis de soutenir, pendant un certain temps, certains des projets populistes nationaux. Compte tenu de l'inégalité des investissements économiques nationaux, de l'incapacité à redistribuer les richesses et du manque de diversité économique, sans parler de l'ambivalence – dans le meilleur des cas – du pouvoir populaire, cela s'est révélé très risqué.

Ainsi, il y avait des régimes qui avaient une rhétorique de gauche ou orientée à gauche, en particulier sur les questions internationales, mais qui, sur le plan intérieur, suivaient une voie différente et souvent non révolutionnaire/non radicale. En fait, ils pouvaient être carrément répressifs. Le Zimbabwe en est un bon exemple: le gouvernement Mugabé a accepté l'ajustement structurel, même si c'était contraire à la politique déclarée du gouvernement et du parti politique au pouvoir. Face à la protestation, le gouvernement a exercé sa répression. Plus récemment, un phénomène similaire s'est manifesté au Nicaragua avec la coquille de l'ancien FSLN (sandinistes) qui reste à la tête du pays et suivant une approche très conservatrice des questions sociales et économiques, sans parler de la répression de toute dissidence.

Une grande partie de la gauche américaine a été influencée par la rhétorique des régimes prétendument anti-impérialistes d'une manière comparable à celle de tant de forces politiques de la période d'avant 1941 qui étaient influencées par la rhétorique «anti-impérialiste» de l'impérialisme japonais. Ce n'est qu'en creusant que l'on pouvait



commencer à se faire une idée plus exacte de la réalité.

Il est difficile de savoir combien de fois la gauche américaine devra réapprendre cette leçon. Dans les années 1970, l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (Unita) s'est présentée à la gauche américaine comme un mouvement de libération nationale dirigé par des marxistes-léninistes. Lorsque les Portugais se sont retirés de l'Angola, en 1975, l'Unita a démontré qu'elle était plutôt l'alliée du régime d'apartheid sud-africain et ennemie du progrès. Pourtant, elle avait réussi à influencer de nombreux militants noirs jusqu'à ce moment-là. L'absence d'une analyse concrète a donné lieu à des conclusions erronées.

REGARDER L'UKRAINE, REGARDER LE MONDE

Les conclusions à tirer sont simples. Tout d'abord, il faut partir des faits sur la base d'une analyse concrète. Examinez, en particulier, les facteurs sur le terrain qui sont essentiels pour comprendre une situation. Cela signifie examiner l'état de la lutte des classes et des autres luttes contre l'oppression.

Une deuxième conclusion est que les forces extérieures ne peuvent pas conduire à la libération, même avec les meilleures intentions du monde. Cette conclusion a été tirée par les bolcheviks russes en 1921 lorsqu'ils ont cherché à étendre la révolution russe en envahissant la Pologne. Plus précisément, les conditions d'une révolution n'étaient pas réunies en Pologne et l'Armée rouge n'aurait rien pu y faire, si ce n'est – si elle avait réussi – imposer sa volonté. En effet, après la Seconde Guerre mondiale, c'est précisément ce qui s'est passé dans les pays d'Europe de l'Est qui

ne s'étaient pas libérés (la Yougoslavie et l'Albanie l'avaient fait, cependant).

La troisième est qu'une invasion doit immédiatement être passée au crible du droit international et de la question nationale. Le droit international, en particulier après la Seconde Guerre mondiale, est clair au sujet des guerres d'agression, et c'est précisément la raison pour laquelle la réponse des États-Unis à l'invasion russe de l'Ukraine est hypocrite si on la compare à leur position sur l'occupation israélienne des territoires palestiniens et l'imposition de l'apartheid, ainsi que par rapport à l'occupation marocaine des deux tiers du Sahara occidental.

Une quatrième conclusion est que Poutine a œuvré plus que tout autre dirigeant dans le passé récent au renfort de l'OTAN. Au moment où nous écrivons ces lignes, la Suède et la Finlande envisagent la possibilité d'entrer dans l'OTAN. L'OTAN était elle-même la cible de divers mouvements sociaux en Europe qui, à juste titre, la considéraient comme inutile et belliqueuse. Nous sommes aujourd'hui dans une situation où l'on fait l'éloge de l'OTAN et où les budgets militaires du monde occidental sont augmentés – au lieu d'être réduits – au détriment de ressources dont on a désespérément besoin pour des questions sociales et qui se retrouvent négligées au profit du canon. En outre, l'invasion russe a constitué un revers pour les efforts visant à faire face à la catastrophe climatique, avec des appels plus importants aux combustibles fossiles plutôt que des efforts visant à éliminer l'utilisation de ces combustibles (et à éliminer leur industrie!).

Une cinquième conclusion est que le régime de Poutine accentue la menace de guerre nucléaire. Par le biais de références biaisées à des mesures

de rétorsion majeures et par l'affichage de menaces intercontinentales, le régime de Poutine met en scène ce qui ne peut être considéré que comme un jeu insensé avec l'OTAN [...]. Cela peut s'apparenter à la célèbre référence de Richard Nixon selon laquelle il était dans l'intérêt des États-Unis que l'URSS et la Chine le considèrent un peu comme un fou. Le problème est que lorsque l'on est perçu comme fou, les réactions potentielles sont nombreuses. L'une d'entre elles consiste à relancer la course aux armes nucléaires, dont les conditions sont particulièrement favorables au vu des différents traités dont l'ancien président Trump s'est retiré.

Outre les questions de droit international et les menaces d'une nouvelle escalade, il est d'une importance vitale d'identifier la relation historique entre les belligérants. Compte tenu de la longue histoire de la domination russe sur l'Ukraine, y compris ce qui ne peut être décrit que comme une relation coloniale à certains moments, l'invasion russe ne peut pas être considérée comme une étape bienveillante d'une partie autrement désintéressée. Il s'agit plutôt de l'acte d'agression d'une puissance qui a historiquement occupé et opprimé le peuple ukrainien.

En ce sens, la gauche doit se tenir aux côtés du peuple ukrainien contre l'agression et contre l'occupation. Il ne s'agit pas d'encourager une prétendue «lutte jusqu'au dernier Ukrainien» – comme si les Ukrainiens n'étaient que de stupides marionnettes entre les mains des étrangers – mais, au contraire, de soutenir la lutte des Ukrainiens contre l'agression et pour l'autodétermination, y compris le droit à l'autodéfense.

La solidarité avec les Ukrainiens ne consiste pas à soutenir l'Occident et sa position hypocrite sur la question de savoir quand une occupation est une occupation. Se tenir aux côtés des Ukrainiens est un

acte de solidarité internationale avec les opprimés. Et cette solidarité doit également inclure la solidarité avec ceux qui, en Russie, s'opposent à la répression et à l'agression du régime Poutine.

Pour paraphraser l'évêque Desmond Tutu, il n'y a pas de place pour la neutralité face à l'oppression. Ou, pour le dire d'une manière différente, mais tout aussi familière, travailleurs et peuples opprimés du monde entier, unissez-vous!

NEW POLITICS, 11 MAI 2022



Olga Britikova, libérée

La dirigeante du syndicat indépendant Naftan, Olga Britikova, a été libérée après 75 jours de détention a rapporté le Syndicat indépendant du Bélarus.

Elle a été jugée cinq fois de suite en vertu de l'article 24.23 du Code des infractions administratives («piquet de grève non autorisé»).

L'HÉRITAGE SOCIALISTE DE L'UKRAINE

JOHN-PAUL HIMKA¹

La Russie de Poutine a semé la destruction sur les citoyens et les infrastructures de l'Ukraine, soi-disant au nom de la «dénazification» en Ukraine. Le président russe et sa machine de propagande ont largement exagéré la force des tendances néofascistes dans ce pays, mentant souvent effrontément. À l'écouter on pouvait avoir l'impression que l'ensemble du mouvement visant à développer la culture ukrainienne et à conserver un État indépendant était entaché de fascisme. Pour corriger de telles idées, cet article présente brièvement l'histoire du mouvement socialiste en Ukraine.

La politique ukrainienne moderne est née à Kiev dans les années 1860 et 1870. La ville accueillait alors un mélange de nationalités – Russes, Polonais, Juifs et Ukrainiens. Les Ukrainiens, principalement des étudiants et des jeunes de l'intelligentsia, se rassemblaient autour d'une organisation appelée la Hromada. Ce mot signifie «communauté» en ukrainien. Le leader le plus dynamique de la Hromada était Mykhailo Drahomanov, un brillant penseur politique et polémiste. Selon son analyse, la classe sociale et l'ethnicité avaient tendance à être congruentes sur les territoires ukrainiens. Les grands propriétaires fonciers étaient des Polonais, des Russes ou des Ukrainiens russophones. Les artisans et les marchands étaient principalement juifs, de tradition

religieuse et parlant yiddish. Mais les paysans, qui constituaient la grande majorité de la population de ce «grenier de l'Europe», parlaient la langue ukrainienne et maintenaient une culture distincte des autres nationalités. Les paysans devaient donc, selon Drahomanov, former la base du mouvement ukrainien, et l'intelligentsia, qui avait été éduquée en russe ou en polonais, avait l'obligation d'apprendre à écrire en ukrainien afin de diffuser les idées des Lumières et du progrès dans les campagnes.

Drahomanov adhérait aux idéaux progressistes et pensait que toute l'Europe était en marche vers le socialisme et, selon lui, également vers l'anarchisme. Lorsque l'autocratie russe réprima le mouvement ukrainien au milieu des années 1870, il fut contraint de s'exiler, d'abord en Suisse, puis en Bulgarie. À Genève, Drahomanov a publié le premier journal socialiste ukrainien, appelé *Hromada*. Il penchait plus vers Bakounine que vers Marx, mais certains de ses plus proches collaborateurs penchaient dans l'autre sens. Serhii Podolynsky a effectivement correspondu avec Marx, et Mykola Ziber a écrit un long traité sur le *Capital* de Marx. Drahomanov était également un adversaire inébranlable des premières manifestations de l'ethno-nationalisme ukrainien. Il ne confondait pas ses sympathies pro-ukrainiennes avec une antipathie envers les autres nationalités d'Ukraine. Il s'est toutefois opposé aux tendances chauvines des mouvements révolutionnaires polonais et russes.

Drahomanov a également fait émerger le mouvement socialiste dans les territoires ukrainiens qui faisaient alors partie de la monarchie des Habsbourg, en particulier dans la région de la Galicie, dont la capitale était Lviv. Parmi les étudiants ukrainiens qu'il a

1. John-Paul Himka est un historien ukraino-canadien, professeur d'histoire à l'université d'Alberta et auteur, entre autres, de *Socialism in Galicia*, Cambridge, Harvard University Press, 1983 et de *Ukrainian Nationalists and the Holocaust*, Cambridge, Harvard University Press, 2021.

convertis au socialisme figure le poète, romancier et érudit Ivan Franko, souvent considéré comme la deuxième plus importante figure littéraire ukrainienne après le poète national Taras Chevtchenko. Les socialistes galiciens ont fondé en 1890 le Parti radical, orienté vers les paysans. Drahomanov a été un collaborateur prolifique de leur journal *Narod* (Le peuple) jusqu'à sa mort prématurée en 1895 à l'âge de 53 ans. Avant la fin des années 1890, de jeunes radicaux se séparent de leur parti pour fonder le Parti social-démocrate ukrainien, qui représentait l'avant-poste le plus oriental de l'austro-marxisme¹. Les radicaux soutenaient les grèves des travailleurs agricoles ukrainiens, et la manifestation annuelle du 1^{er} mai à Lviv attirait des foules immenses. Larisa Ukrainka, la principale voix féminine de la littérature ukrainienne, était également une militante des premiers mouvements féministes et socialistes. Influencée par le marxisme et la version du socialisme de son oncle Drahomanov, elle a cofondé un groupe appelé Démocratie sociale ukrainienne.

À Lviv et dans d'autres villes d'Ukraine occidentale, au début du 20^e siècle, des groupes socialistes ont émergé dans les établissements d'enseignement secondaire et supérieur, appelés «cercles Drahomanov». Ces *drahomanivky*, comme on les appelait en ukrainien, ont évolué vers la gauche, pour finir par se retrouver dans le camp contre la guerre de Zimmerwald pendant la Première Guerre mondiale. Ils ont salué la révolution bolchevique en Russie, et de leurs cadres sont issus les fondateurs du Parti communiste d'Ukraine occidentale.

1. Note de la rédaction de *Commons*: l'un de ces jeunes marxistes, Yulian Bachynsky, a été en fait le premier théoricien à légitimer la revendication d'indépendance de l'Ukraine comme État moderne distinct.

Les Ukrainiens de Kiev et ailleurs dans l'empire russe souffraient de l'absence de droits civils fondamentaux, comme la liberté de presse et de réunion; de plus, il y avait de sévères restrictions sur les publications en langue ukrainienne et une interdiction totale de la langue ukrainienne dans l'enseignement. Mais dans les années 1890, les étudiants ukrainiens ont commencé à relancer l'activité politique, créant le Parti révolutionnaire ukrainien en 1900. Le parti était idéologiquement assez peu homogène, et il s'est divisé en plusieurs partis en 1904, dont le Parti ouvrier social-démocrate ukrainien (USDRP) et la Spilka (Association) sociale-démocrate ukrainienne. Les deux partis étaient marxistes mais divisés sur la question nationale. Ces divisions sur le degré d'attention à accorder à la nationalité étaient une source chronique de tension au sein du mouvement socialiste ukrainien. Lev Yurkevych – bailleur de fonds, membre du comité central et théoricien de l'USDRP – épousait des positions proches de celles de Lénine, mais polémiqueait avec lui sur la question nationale.

Avec le déclenchement de la révolution en 1917, un Parti socialiste révolutionnaire ukrainien a été fondé en Ukraine. Comme les socialistes-révolutionnaires russes, il s'agissait de socialistes qui préconisaient une révolution paysanne plutôt qu'une révolution ouvrière. Les sociaux-démocrates et les socialistes-révolutionnaires ukrainiens étaient les principales composantes de la Rada ukrainienne, le parlement révolutionnaire de l'Ukraine. Le conflit entre la Rada et les bolcheviks a éclaté en 1917, mais certains révolutionnaires ukrainiens ont formé des groupes pro-bolcheviks, à savoir les borotbistes (ramifications gauches des socialistes-révolutionnaires) et les Indépendantistes de l'USDRP, qui ont fini par créer leurs propres partis communistes



distincts des bolcheviks. Une autre force révolutionnaire paysanne importante était l'Armée révolutionnaire insurrectionnelle d'Ukraine avec son commandant anarcho-communiste Nestor Makhno. Après la guerre civile¹ la plupart des territoires ukrainiens qui se trouvaient dans l'ancien empire russe ont été incorporés dans l'Ukraine soviétique. Tous les partis ukrainiens ont été alors interdits, à l'exception du Parti communiste (bolchevique) d'Ukraine².

Les années 1920 ont vu l'essor du communisme ukrainien. La Galicie, qui avait fait partie de l'Autriche, et la Volhynie, qui appartenait de l'empire russe, étaient désormais annexées par la Pologne. Dans les années 1920, de nombreux Ukrainiens de Galicie étaient soviétophiles et suivaient avec grand intérêt les événements en Ukraine soviétique. Alors qu'ils étaient victimes de discrimination en Pologne, les institutions culturelles, scientifiques et éducatives ukrainiennes se développaient avec le soutien de l'État en Ukraine soviétique. Un certain nombre d'intellectuels galiciens ukrainiens ont commis l'erreur d'émigrer en Ukraine soviétique pour y trouver un travail correspondant à leurs talents, notamment dans des institutions savantes et avec des projets d'encyclopédies. Tous ont été assassinés par le régime stalinien dans les années 1930. En Volhynie, où la couche d'Ukrainiens instruits était plus mince en raison des anciennes politiques tsaristes, le communisme est resté une force puissante au sein de la paysannerie jusque dans les années 1930.

1. Note de la rédaction de *Commons*: et la victoire de l'Armée rouge dirigée par Léon Trotsky, né en Ukraine.

2. Note de la rédaction de *Commons*: ce qui restait des partis de gauche ukrainiens et juifs indépendants a été absorbé par le PC(b)U.

L'effervescence culturelle en Ukraine soviétique dans les années 1920 était remarquable. C'était une période où lesdits communistes nationaux développaient l'art, la littérature et le théâtre d'avant-garde et menaient un programme dynamique de recherche sur l'histoire ukrainienne et développaient d'autres sciences sociales. Les années 1920 ont été la décennie de l'ukrainisation, la variante ukrainienne de l'indigénisation (*korenizatsiia*) qui a été pendant un certain temps la politique dans toute l'Union soviétique. Dans le domaine culturel, l'Ukraine soviétique suivait fondamentalement sa propre voie, et l'intérêt pour ce qu'elle a accompli n'a jamais faibli.

La révolution bolchevique a également eu un impact majeur sur les Ukrainiens qui avaient émigré en Amérique du Nord. Les périodiques et les organisations pro-bolcheviques prolifèrent parmi les mineurs et les ouvriers au Canada et aux États-Unis.

Et puis une obscurité meurtrière s'est abattue. Les années 1930 ont été la quintessence de la décennie stalinienne. La politique d'ukrainisation était officiellement terminée. La collectivisation rapide a entraîné une terrible famine en 1932-1933, dont les pires effets se sont répercutés en Ukraine. Près de quatre millions de personnes en Ukraine sont mortes de cette famine. D'éminents communistes nationaux comme le commissaire à l'éducation Mykola Skrypnyk et l'écrivain prolétarien Mykola Khvylioviy ont été poussés au suicide. De nombreuses purges au cours des années 1930 ont abouti à l'emprisonnement et à l'exécution de la quasi-totalité de l'élite nationale communiste ukrainienne.

En tant que commissaires à l'éducation de l'Ukraine soviétique, Mykola Skrypnyk, l'un des plus importants anciens bolcheviks, et son

prédécesseur Oleksandr Shumsky, un ancien dirigeant borotbiste, ont été les principaux promoteurs du renouveau culturel ukrainien des années 1920.

Les terribles événements survenus en Ukraine soviétique ont certainement effacé le soviétophilisme qui avait existé auparavant en Galicie, en Pologne. Les partis socialistes ont continué à exister là-bas, mais ils ont été horrifiés par ce qu'ils ont appris sur ce qui se passait dans les territoires ukrainiens situés de l'autre côté de la frontière soviétique. Un minuscule groupe communiste de gauche/communiste national était basé à Lviv dans les années 1930 et a pu publier un journal éphémère. En 1939, à la suite du pacte de non-agression germano-soviétique, les Soviétiques ont annexé l'Ukraine occidentale, c'est-à-dire les territoires de Galicie et de Volhynie en Pologne. Tous les partis politiques ont été dissous ou se sont autodissous, et ils n'ont pas repris leurs activités sous l'occupation nazie (1941-1944). La seule organisation politique qui a survécu à l'intermède soviétique et nazi est l'Organisation des nationalistes ukrainiens de droite. Elle s'est appuyée sur une longue expérience de travail clandestin. Mais avant même que les Soviétiques ne commencent à arrêter les nationalistes, le NKVD a traqué et exécuté les quelques communistes dissidents qui étaient restés sur le territoire de l'Ukraine occidentale.

Bien que l'activité socialiste ait été largement moribonde sur les terres ukrainiennes après les années 1920, un remarquable socialiste ukrainien a réussi à survivre à toutes les persécutions des périodes soviétique et nazie, pour finalement décéder à Détroit en 1967. Il s'agissait de Roman Rosdolsky. Il s'était converti au socialisme dans sa jeunesse au sein du cercle Drahomanov de Lviv. Il est devenu membre du Parti communiste

d'Ukraine occidentale et faisait également partie du petit groupe antistalinien de communistes de gauche actifs en Galicie sous domination polonaise dans les années 1930. Lorsque les Soviétiques ont pris l'Ukraine occidentale, en 1939, il s'est enfui à Cracovie, dans la zone allemande. Il a été arrêté pour avoir aidé des Juifs qui s'étaient enfuis du ghetto et a été déporté à Auschwitz pour ces activités. Après la guerre, il s'est installé à Detroit et a travaillé à une brillante interprétation de la pensée économique marxiste, *The Making of Marx's Capital*¹. La base de son travail était une comparaison étroite des *Grundrisse* de Marx avec le *Capital*. Il a également écrit un ouvrage important sur la question nationale: *Friedrich Engels et les peuples «sans histoire», la question nationale dans la révolution de 1848*². Né dans une région où se croisaient les langues ukrainienne, polonaise, allemande et russe, Rosdolsky était à l'aise dans tous les textes classiques du marxisme, les œuvres de Marx et d'Engels, de Lénine et de Rosa Luxemburg.

Après la Seconde Guerre mondiale, il y a eu encore quelques manifestations de la pensée socialiste ukrainienne. Dans l'émigration, un groupe de national-communistes survivants, ainsi que d'anciens nationalistes passés à gauche, se réunissaient autour du journal *Vpered* (En avant), qui est paru de 1949 à 1959. Parmi eux se trouvaient quelques sommités impressionnantes: Borys Lewytzkyj, un remarquable kremlinologue, Vsevolod Holubnychy, un philosophe politique et un économiste, et Ivan Majstrenko, un ancien borotbiste. Sous l'impact du mouvement antiguerre [du Vietnam] en Amérique et de la radicalisation politique aux États-Unis et au

1. NdT: Seul le premier tome a été publié en français, aux éditions François Maspero en 1979.

2. NdT: Publié aux Éditions Syllepse, Page 2 et M Éditeur en 2008.



Canada, un groupe de jeunes d'origine ukrainienne au Canada a publié la revue en langue ukrainienne *Diialoh*, dont la devise était «Socialisme et démocratie dans une Ukraine indépendante». Elle est parue de 1977 à 1987. Les membres du groupe Diialoh étaient en contact avec les membres vieillissants du groupe Vpered.

La pensée socialiste a également inspiré certains des dissidents qui ont été persécutés en Ukraine soviétique. Un exemple notable est le livre d'Ivan Dzyuba, *Internationalisme ou russification*, qu'il a écrit en 1965. Une critique de la politique des nationalités en URSS post-stalinienne à partir de positions marxistes, il circulait sous forme de manuscrit en Ukraine et ne pouvait être publié qu'à l'Ouest.

Leonid Pliouchtch était un mathématicien qui a été arrêté pour activités dissidentes en 1972. Les

autorités soviétiques l'ont enfermé dans un hôpital psychiatrique et l'ont nourri de drogues. Grâce à une campagne massive menée à l'Ouest pour sa libération, il a pu s'installer en France en 1976. Il y a écrit ses mémoires *Dans le carnaval de l'histoire* [Paris, Le Seuil, 1977], dans lesquelles il décrit son emprisonnement et prône un marxisme humaniste.

Le mouvement socialiste et ouvrier dans l'Ukraine contemporaine compte trop d'organisations et de sites web pour que l'on puisse en faire une brève description ici. Heureusement, la campagne socialiste Ukraine Solidarity Campaign de Londres a fourni une liste de liens vers les principaux sites, laquelle devra être mise à jour.

PUBLIÉ PAR COMMONS, 28 MARS 2022

Traduction Patrick Le Tréhondat

L'IMPÉRIALISME RUSSE ET SES MONOPOLES

MICHAEL PRÖBSTING¹

Il est largement admis que l'accélération de la rivalité entre les grandes puissances – les États-Unis, la Chine, l'Union européenne, la Russie et le Japon – est un élément clé de la politique mondiale et le restera dans un avenir prévisible. Il est donc urgent que les forces progressistes aient une vision claire du caractère des puissances impliquées, ce qui exige une analyse concrète des caractéristiques politiques, économiques et militaires de ces puissances

1. Michael Pröbsting est autrichien et spécialiste de l'impérialisme. Il a notamment publié Michael Pröbsting, *Anti-Imperialism in the Age of Great Power Rivalry: The Factors Behind the Accelerating Rivalry Between the U.S., China, Russia, EU and Japan*, RCIT Books, 2019.

qui aille au-delà d'une dénonciation de la politique intérieure et étrangère réactionnaire de leurs gouvernements respectifs². Malheureusement, de larges secteurs de la gauche n'adoptent pas une position de principe d'opposition à toutes les puissances impérialistes³. Dans le cas de la Chine, un certain nombre d'intellectuels «communistes» et de revues bien connues comme *Monthly Review* non seulement nient le caractère stalinien-capitaliste de son régime, mais le glorifient honteusement en le présentant comme

2. Voir Michael Pröbsting, «Great Power Rivalry in the Early 21st Century», *New Politics*, n° 67, 2019.

3. Voir le n° spécial de *Monthly Review*, «New Cold War on China», juillet-août 2021. Pour une critique de cette appréciation, voir Michael Pröbsting, «Servants of Two Masters: Stalinism and the New Cold War Between Imperialist Great Powers in East and West», 2021.

une sorte de «socialisme¹». Alors que ces partisans sino-stalinophiles du régime Xi n'oseraient pas qualifier la Russie de Poutine en des termes aussi roses, ils continuent à affirmer qu'elle n'est pas une puissance impérialiste (et qu'elle est donc supposée être un moindre mal par rapport à ses rivaux occidentaux). Il s'agit d'une discussion qui présente non seulement un intérêt théorique, mais aussi une importance politique, comme l'a démontré l'incident de tir en mer Noire entre un destroyer de la marine britannique et les forces russes, en juin de l'année dernière.

Pour justifier ces affirmations, les défenseurs de ce point de vue font souvent référence à la faiblesse relative de l'économie russe par rapport aux États-Unis ou à l'Europe occidentale. Dans l'article qui suit, je ne traiterai pas de tous les aspects de l'impérialisme russe mais me concentrerai sur certaines caractéristiques de son économie². À cette fin, je résume les conclusions d'une étude approfondie que j'ai publiée récemment³.



QU'EST-CE QUI REND UNE PUISSANCE IMPÉRIALE IMPÉRIALISTE ?

Du point de vue de la théorie marxiste de l'impérialisme, il est erroné de réduire l'analyse d'un État impérialiste au volume de ses exportations de capitaux. Certes, c'est un critère important mais

loin d'être le seul. Historiquement, certains États impérialistes ont eu une économie forte ainsi qu'une armée puissante, tandis que d'autres puissances, plus arriérées, ont été caractérisées par les marxistes comme impérialistes malgré un montant relativement faible d'exportations de capitaux ou pas d'exportations nettes de capitaux du tout. La Russie d'avant 1917, l'Italie, l'Autriche-Hongrie et le Japon en sont des exemples⁴.

Les théoriciens marxistes tels que Lénine étaient pleinement conscients de la faiblesse économique de la Russie tsariste. Mais ils ont abordé la question de l'impérialisme non pas d'une manière mécaniste et économiste, mais plutôt selon une méthode dialectique. Ainsi, Lénine écrivait en 1916 :

Le dernier tiers du 19^e siècle a vu le passage à la nouvelle ère impérialiste. Le capital financier jouit du monopole non pas d'une, mais de plusieurs, quoique très peu nombreuses, grandes puissances. (Au Japon et en Russie, le monopole de la puissance militaire, de vastes territoires ou de facilités spéciales pour dépouiller les nationalités minoritaires, la Chine, etc., complète en partie, et remplace en partie, le monopole du capital financier moderne et actualisé.)⁵

La théorie marxiste classique de l'impérialisme ne s'est jamais limitée à la question des exportations de capitaux ou au domaine économique en général. Le caractère impérialiste d'un État donné ne repose pas sur un seul critère (comme le volume des exportations de capitaux) mais plutôt sur la totalité de ses caractéristiques économiques, politiques et militaires. Ainsi, une définition scientifique d'un État

1. Pour une analyse marxiste du capitalisme chinois, voir Michael Pröbsting, «China's Emergence as an Imperialist Power», *New Politics*, n° 57, 2014.

2. Voir Michael Pröbsting, «Russia and China: Neither Capitalist nor Great Powers?», 2018; «The Catastrophic Failure of the Theory of "Catastrophism"», 2018; «Lenin's Theory of Imperialism and the Rise of Russia as a Great Power», 2014; «Russia as a Great Imperialist Power: The Formation of Russian Monopoly Capital and Its Empire», 2014.

3. Michael Pröbsting, «The Peculiar Features of Russian Imperialism: A Study of Russia's Monopolies, Capital Export and Super-Exploitation in the Light of Marxist Theory», 2021.

4. J'ai développé ces exemples historiques dans «Anti-Imperialism in the Age of Great Power Rivalry».

5. Lénine, «Imperialism and the Split in Socialism» (1916), dans Lénine, *Collected Works*, vol. 23.

impérialiste serait «un État capitaliste dont les monopoles et l'appareil d'État occupent une position dans l'ordre mondial où ils dominent avant tout les autres États et nations. Par conséquent, ils obtiennent des surprofits et d'autres avantages économiques, politiques et/ou militaires d'une telle relation basée sur la surexploitation et l'oppression».

LES MONOPOLES NATIONAUX DOMINENT LE MARCHÉ RUSSE

Contrairement à l'Allemagne ou au Japon, la Russie est une superpuissance militaire, mais pas dans le domaine économique. Elle est la deuxième plus grande puissance militaire, juste derrière les États-Unis. Son inventaire total d'ogives nucléaires est de 6255 (les États-Unis en ont 5550), et sa part des exportations mondiales d'armes est de 20 % (seulement derrière les États-Unis, qui en ont 37 %)¹.

Cependant, en termes de monopoles et d'exportation de capitaux, la Russie n'a pas une position aussi forte. Selon la dernière édition de la liste Forbes Global 2000, l'Allemagne compte six sociétés parmi les 100 premières, la France, quatre, la Grande-Bretagne, trois et la Russie, deux². D'autres listes classent la Russie encore plus bas.

Néanmoins, le caractère impérialiste de la Russie peut être déduit non seulement de ses caractéristiques militaires mais aussi économiques. Le point de départ de l'analyse marxiste de l'impérialisme est la domination des monopoles. Divers gauchistes pro-russes qualifient cet état de «dépendant» ou «périphérique» et suggèrent que la Russie est soit

dominée soit dépendante de monopoles étrangers (sociétés, banques, etc.). Or, c'est faux. L'économie de la Russie est principalement dominée par le capital monopolistique russe. Un livre récent arrive à la conclusion que «la proportion d'investissements dans les sociétés russes, étrangères et en joint-venture est restée la même au cours des cinq dernières années: 86,3 %, 7,3 % et 6,4 %, respectivement³».

C'est également le cas dans le secteur bancaire. En fait, la part des capitaux étrangers dans le secteur bancaire russe a diminué au cours de la dernière décennie, selon un autre ouvrage publié récemment:

En octobre 2018, 150 banques étrangères opéraient en Russie, dont 63 banques sous contrôle étranger avec une participation étrangère de 100 %; 17 banques sous contrôle étranger avec une participation étrangère de 51 à 99 %; et 70 banques étrangères avec une participation au capital inférieure à 50 %. Le nombre de banques étrangères a régulièrement diminué de 2014 à 2018, ce qui suggère que les investisseurs étrangers pourraient reconsidérer leurs plans d'investissement en Russie. Les banques sous contrôle étranger avec des parts étrangères de 51 à 99 % et les banques étrangères avec une participation au capital de moins de 50 % ont diminué de 63 % et 54 %, respectivement. La part des banques étrangères dans le capital social total du secteur bancaire russe est passée de 23 % en 2014 à 13,44 % en octobre 2018. Il convient de noter qu'environ 11 % des banques étrangères sont contrôlées de manière significative par des résidents russes⁴.

1. Voir See Stockholm International Peace Research Institute, «Armaments, Disarmament, and International Security, Summary», *SIPRI Yearbook 2021*, p. 15-17

2. Andrea Murphy et col. «How the World's Biggest Public Companies Endured the Pandemic», *Forbes*, 13 mai 2021.

3. Veronika Chernova et col., «TNCs in Russia: Challenges and Opportunities», dans Bruno S. Sergi (dir.), *Exploring the Future of Russia's Economy and Markets: Towards Sustainable Economic Development*, Bingley, Emerald Publishing, 2019, p. 188.

4. Victor Gorshkov, «Fundamentals and Recent Trends in Russian Banking», dans Steven Rosefielded, *Putin's Russia: Economy, Defence and Foreign Policy*, Singapour, World Scientific Publishing, 2021, p. 81.

En outre, la Russie n'a pas de dettes importantes envers les institutions impérialistes étrangères (contrairement à de nombreux pays semi-coloniaux). Sa dette publique ne représentait que 18 % du produit intérieur brut (PIB) à la fin de 2020. Ses comptes courants sont régulièrement excédentaires, et ses réserves de devises internationales s'élevaient à 596 milliards de dollars à la fin de 2020 (ce qui en fait l'État possédant la cinquième plus grande réserve de devises étrangères au monde)¹.

Il convient de souligner que le capitalisme russe diffère du «modèle» occidental dans la mesure où l'État occupe une position cruciale. Un nombre considérable de ses monopoles représentent un mélange d'actions publiques et privées; le capitalisme d'État est donc une caractéristique essentielle de l'économie russe. Selon une étude récente du Fonds monétaire international (FMI), la part de l'État russe dans l'économie (calculée en tant que PIB) en 2016 se situait entre 30 et 35 %. Le rapport poursuit: «Si l'on tient compte de la taille du secteur informel en termes de valeur ajoutée et d'emploi, la part de l'État russe augmente considérablement, pour atteindre près de 40 % de l'activité du secteur formel et moins de 50 % de l'emploi dans ce secteur².»



LES EXPORTATIONS DE CAPITAUX DE LA RUSSIE ET LES «ALLERS-RETOURS».

Le volume des investissements directs étrangers (IDE) en Russie est important, même si les statistiques officielles posent plusieurs problèmes. Commençons par la liste des quinze premiers pays qui reçoivent des IDE russes par rapport aux nations d'où proviennent les IDE en Russie. Dans le tableau 1³, nous voyons le stock de capital accumulé pour chacun des quinze premiers pays dans chaque catégorie en 2013 et 2018.

Comme le lecteur le reconnaîtra, cette liste comprend un certain nombre de destinations bien connues en tant que paradis fiscaux *offshore*: Chypre, les îles Vierges britanniques, les Bahamas, les Bermudes, Jersey, etc. De même, les Pays-Bas sont également un paradis fiscal très apprécié des oligarques. Toutefois, cela ne signifie pas nécessairement que les IDE russes vers ces destinations sont simplement des fuites de capitaux. Comme le montre le tableau, il existe également un volume important d'IDE provenant de ces mêmes paradis fiscaux. Les économistes appellent cela le «*round-tripping*». Les capitalistes russes «investissent» dans des destinations *offshore* étrangères et, à leur tour, investissent depuis ces destinations en Russie. Par conséquent, l'aller-retour conduit à une surestimation des IDE russes dans les deux sens. L'une des principales raisons pour lesquelles les multinationales russes «investissent» dans ces destinations *offshore* est de minimiser les impôts. En outre, les monopoles russes utilisent également ces destinations *offshore* pour leurs investissements étrangers dans des pays tiers. Par conséquent, une part non négligeable des «investissements étrangers» en Russie

1. Anders Åslund et Maria Snegovaya, «The Impact of Western Sanctions on Russia and How They Can Be Made Even More Effective», *The Atlantic Council*, mai 2021; Anders Åslund, «The Russian Economy in Health, Oil, and Economic Crisis», mai 2020.

2. Gabriel Di Bella et col., «The Russian State's Size and Its Footprint: Have They Increased?», *IMF Working Paper*, 2 mars 2019; voir aussi «Congressional Research Service, Russia: Domestic Politics and Economy», septembre 2020; Alexander Abramov et col., «State-Owned Enterprises in the Russian Market: Ownership Structure and Their Role in the Economy», *Russian Journal of Economics*, n° 3, 2017.

3. Pour les tableaux cités par l'auteur, se reporter à https://newpol.org/issue_post/russian-imperialism-and-its-monopolies.

sont en fait des investissements russes («retour au pays» dans des conditions fiscales plus favorables). En outre, les sociétés russes réalisent également des investissements étrangers dans d'autres pays à partir de ces centres *offshore*¹. De toute évidence, ces complications rendent difficile l'estimation des véritables investissements étrangers russes et des investissements étrangers en Russie. Kari Liuhto [...] arrive à la conclusion «qu'on pourrait probablement réduire le stock officiel d'IDE de la Russie de 40 à 50 %, pour découvrir la véritable taille du stock d'IDE de la Russie²».

Le régime de Poutine tente de réduire le montant des allers-retours de capitaux afin d'augmenter les recettes fiscales de l'État. Si les allers-retours existent toujours, ils semblent avoir été réduits³.

L'énorme quantité d'investissements étrangers aller-retour en Russie a souvent été citée comme un exemple de la faiblesse du capital russe et comme une preuve de son caractère non impérialiste. Mais, comme je l'ai expliqué dans d'autres ouvrages, la Russie n'est pas le seul pays dont les capitaux affluent vers les centres financiers *offshore*. De nouvelles recherches confirment fortement cette évaluation. Une étude cite un rapport sur la finance *offshore* publié par *The Economist*, selon lequel le monde compte 50 à 60 paradis fiscaux, domiciliant plus de 2 millions de sociétés de papier, ainsi que des milliers de banques, de fonds et d'assureurs. Le rapport

estime que plus de 30 % des investissements directs étrangers mondiaux sont comptabilisés dans les paradis⁴. Une autre étude estime que la part de ces «IDE fantômes» a augmenté pour atteindre 40 % de tous les IDE mondiaux⁵! Ces «IDE fantômes» sont une caractéristique non seulement des économies faibles du «tiers-monde», mais aussi des États impérialistes où la plupart des capitaux ont leur siège⁶.

LES MULTINATIONALES DE RUSSIE

Traisons maintenant des principaux monopoles russes qui investissent à l'étranger. Le tableau 27 montre une liste publiée par la conférence des Nations unies sur le commerce et le développement où figurent les quinze plus grands monopoles non financiers russes classés en fonction de leurs actifs à l'étranger. Plusieurs faits notables ressortent de ce tableau. D'abord, nous voyons que les sociétés d'État jouent un rôle important, mais que les monopoles privés dominant (neuf sur quinze). Ensuite, le secteur du pétrole et du gaz et la métallurgie jouent un rôle de premier plan dans les investissements russes à l'étranger. Cependant, les monopoles russes jouent un rôle dans un large éventail de secteurs d'activité, tels que les machines, l'électricité, les produits chimiques, les denrées alimentaires, les télécommunications, les technologies de l'information, les transports, les banques et les médias⁸.

1. Maria Kotova, *Russia's 2021 Trade and Investment Turn to Asia*, Saint-Petersbourg, Dezan Shira & Associates, 2021.

2. Kari Liuhto, «Does Ownership Matter in an OFDI Decision of a Russian Firm? The Case of Russia's Ten Largest Investors Abroad», dans Kari Liuhto et col. (dir.), *The Russian Economy and Foreign Direct Investment*, Londres, Routledge, 2017, p. 248-249.

3. World Bank, «Russia's Economy Loses Momentum Amidst COVID-19 Resurgence; Awaits Relief from Vaccine», *Russia Economic Report*, n° 42, décembre 2019; voir aussi Maria Kotova, *Russia's 2021*, op. cit.

4. Daniel Haberly et Dariusz Wójcik, «Tax Havens and the Production of Offshore FDI: an Empirical Analysis», *Journal of Economic Geography*, n° 15, 2015.

5. Kasper Brandt, «Illicit Financial Flows and the Global South. A Review of Methods and Evidence», *WIDER Working Paper 2020*, décembre 2020.

6. Haberly et Wójcik, p. 78.

7. UNCTAD, *World Investment Report 2019*.

8. Kari T. Liuhto et Saara S. Majuri, «Outward Foreign Direct Investment from Russia», *Journal of East-West Business*, n° 20, 2014.

LA SUREXPLOITATION PAR LES MONOPOLES RUSSES

Comme les autres monopoles impérialistes, le capital russe investit à la fois dans les États impérialistes et dans les pays semi-coloniaux. Pour les raisons mentionnées ci-dessus («aller-retour»), il est difficile de se faire une idée précise des destinations des exportations de capitaux russes.

L'Institut de l'économie mondiale et des relations internationales – l'un des groupes de réflexion les plus prestigieux de Russie – a tenté d'identifier les principales destinations des exportations de capitaux russes. Il est arrivé à la conclusion suivante concernant les investissements étrangers dans les pays d'Eurasie en dehors de la Communauté semi-coloniale des États indépendants (CEI) : «[À] la fin de 2016, les principales destinations en Eurasie hors CEI étaient l'Italie, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, la Turquie, la Suisse, l'Irak et la Bulgarie.»

Cette base de données montre un stock mineur d'IDE russes à Chypre. De même, la présence réelle des IDE russes est beaucoup plus faible au Luxembourg, en Espagne, en Irlande, en Lettonie et aux Pays-Bas qu'officiellement enregistrée.

Les monopoles russes jouent également un rôle important dans les pays d'Eurasie, bien que plus dans certains que dans d'autres. Deux économistes russes fournissent l'évaluation suivante :

En 2014, les investissements directs étrangers russes dans l'Union économique eurasiennne (EAEU [une version orientale de l'Union européenne dominée par la Russie]) s'élevaient à près de 15,4 milliards de dollars, ce qui équivalait à 4,0 % du total des investissements directs étrangers russes. Ces deux chiffres ont presque doublé en deux ans (2012-2014) après la création de l'Union douanière entre la Russie, le Belarus et le Kazakhstan. Cette part modeste pour-

rait être deux fois plus élevée, après avoir soustrait le chiffre d'affaires des IDE des chiffres totaux. ... Le rôle des investissements russes varie selon les pays. Pour le Belarus, la Russie est le pays d'origine de 57 % du stock d'IDE entrant, tandis que Chypre et les territoires similaires sont responsables de moins de 15 % de ce stock. Pour l'Arménie, l'IDE russe [est] également important (35 % du stock total d'IDE entrants). Pour le Kazakhstan, la situation est inverse : les IDE d'origine russe ne représentent que 2,5 % du stock total d'investissements étrangers. En revanche, la part des Pays-Bas est supérieure à 40 %. De nombreuses entreprises russes sont enregistrées aux Pays-Bas ou s'arrangent [pour avoir des filiales dans ce pays] afin de mener des activités à l'étranger. De ce fait, révéler l'origine initiale des IDE néerlandais au Kazakhstan pourrait multiplier par plusieurs la part des IDE russes. Les investissements russes au Kirghizstan sont mineurs, tant en termes absolus que relatifs¹.

Les multinationales russes occupent une position dominante absolue en Ouzbékistan : 55,6 % de tous les investissements étrangers proviennent de Russie, la Chine étant le deuxième investisseur (15 %).

LA SUREXPLOITATION IMPÉRIALISTE VIA LES MIGRATIONS

Enfin, lorsque nous parlons de la surexploitation par la Russie des pays semi-coloniaux d'Eurasie, il est crucial de souligner également le rôle des migrations. Comme je l'ai expliqué ailleurs, celles-ci sont l'une des principales formes de surexploitation impérialiste des pays coloniaux et semi-coloniaux, car elles

1. Elena Efimova et Vladimir Sherov-Ignatev, *Russian Foreign Direct Investments in the Eurasian Economic Union*, Londres, Taylor and Francis, 2016, p. 160-161.



permettent un transfert de valeur substantiel des pays opprimés vers les pays oppresseurs¹.

La Russie impérialiste est l'un des pays qui profite de la surexploitation des migrants. En juin 2019, il y avait officiellement 10,13 millions d'étrangers en Russie². La grande majorité de ces immigrants légaux (85 %) proviennent des pays semi-coloniaux de la CEI en Asie centrale et en Europe de l'Est (tableau 3)³.

Sur une population russe officielle de 146,7 millions d'habitants (2019), les migrants légaux constituent 6,9 %. À ce chiffre, il faut ajouter un nombre inconnu de migrants vivant illégalement en Russie. Les estimations du nombre de migrants illégaux en Russie vont de 1,5 million à 15 millions. Plusieurs universitaires s'accordent sur le chiffre de 3 à 5 millions de migrants illégaux⁴. Si ce chiffre est exact, on peut supposer qu'environ 13 à 15 millions de migrants vivent actuellement en Russie (environ 9 à 10 % de la population totale). À ces migrants légaux et illégaux, il faut ajouter un nombre inconnu de migrants provenant des colonies intérieures de la Russie. En tant qu'ancien empire, une minorité non négligeable de la population russe (environ 19 %) est composée de non-Russes. Comme je l'ai souligné dans mon étude de 2014, ces minorités sont des peuples opprimés, qui vivent pour la plupart dans des conditions économiques et sociales pires que la

population majoritaire. Par conséquent, beaucoup de ces minorités opprimées quittent leur lieu d'origine et s'installent dans les grandes villes – dominées par la population majoritaire russe – dans l'espoir d'y trouver un emploi.

Le tableau 4⁵ montre que les migrants (légaux) constituent une proportion non négligeable des employés dans les secteurs clés de l'économie russe. Comme dans d'autres pays impérialistes, les migrants en Russie sont surexploités en tant que main-d'œuvre bon marché. Une équipe de trois professeurs d'université russes calcule qu'«en règle générale, le salaire des migrants représente environ 70 % du salaire des Russes⁶». Ils estiment la contribution des migrants à la production de la Russie: «Sur la base du fait qu'en 2016, le PIB s'élevait à 86 044 milliards de roubles, [un] montant supplémentaire de 5 592,8 milliards de roubles a été reçu en raison de l'utilisation de la main-d'œuvre étrangère, ce qui représente 6,5 % du PIB total de la Russie⁷.»

Ils citent également d'autres experts qui estiment la contribution des migrants à 7,56 % du PIB de la Russie.

CONCLUSIONS

La Russie est une puissance impérialiste. Cela ressort non seulement de ses caractéristiques politiques et militaires, mais aussi de son économie. Elle n'est ni dominée par des sociétés étrangères ni financièrement dépendante d'institutions impérialistes étrangères. Il s'agit d'une économie relativement forte dominée par des monopoles nationaux, avec un faible niveau de dette extérieure et d'importantes

1. Pour mon analyse théorique des formes de surexploitation impérialiste, voir *The Great Robbery of the South: Continuity and Changes in the Super-Exploitation of the Semi-Colonial World by Monopoly Capital. Consequences for the Marxist Theory of Imperialism*, Vienne, RCIT, 2013.

2. «Immigration to Russia», *Wikipedia*.

3. N. Mkrtchyan et Y. Florinskaya, «Migration Growth: Abnormal Indices», *Monitoring of the Economic Situation In Russia, Trends and Challenges of Socio-Economic Development*, n° 12 (95), 2019.

4. Yelena B. Yakovleva et col., «External Labor Migration in the Context of Marketing Research Evidence from Russia», *Innovative Marketing*, n° 15, 2019, p. 35.

5. *Ibid.*, p. 34

6. *Ibid.*, p. 33

7. *Ibid.*, p. 35.

réerves de change. Les capitalistes monopolistes russes – les «oligarques» – sont étroitement liés à l'appareil d'État, qui joue un rôle fort et régulateur.

L'exportation de capitaux de la Russie est dominée par ces monopoles. Ici aussi, les sociétés d'État jouent un rôle important, bien que la majorité de ces monopoles soient privés. Les investissements étrangers de la Russie sont dirigés vers les pays impérialistes ainsi que vers les pays semi-coloniaux. Naturellement, la Russie joue un rôle plus important dans les pays semi-coloniaux qui faisaient partie de l'URSS. Aujourd'hui, plusieurs de ces États sont membres de l'EAEU.

Ayant établi le caractère impérialiste de la Russie, il est à mon avis inadmissible pour les socialistes de se ranger du côté d'un tel État dans un conflit avec des rivaux de grande puissance. Soutenir la Russie dans tout conflit avec les États d'Europe occidentale, les États-Unis ou le Japon équivaut à du social-impérialisme, c'est-à-dire à servir une ou plusieurs puissances impérialistes masquées par des phrases socialistes. En revanche, les socialistes ont besoin d'une stratégie d'opposition aux grandes puissances de l'Est comme à celles de l'Ouest.

NEW POLITICS

Traduction Patrick Silberstein

MENSONGE, FRAUDE ET SACRILÈGE



YORGOS MITRALIAS¹

Pourquoi Poutine fait-il de tous les morts soviétiques de la Seconde Guerre mondiale... des «Russes»?

Le 9 mai est passé, et comme c'est la constante depuis deux décennies, tant les ennemis que les amis de M. Poutine ont répété à l'unisson que le 9 mai de chaque année, la Russie se souvient et honore les 20 ou 25 millions de ses morts pendant la Seconde Guerre mondiale. On dirait même que ces dernières années, et plus encore cette année en raison de la guerre de M. Poutine contre l'Ukraine, ces millions de morts russes ont été commémorés avec encore plus de force afin de souligner – apparemment – l'absence des Ukrainiens du martyrologe.

Tout ceci n'est qu'un énorme mensonge de plus. Ou plutôt une énorme fraude macabre qui sert uniquement la propagande grande-russe du régime actuel. Et voici le pourquoi. Tout d'abord, l'ensemble de ces morts commémorés n'étaient pas des Russes mais... d'abord et surtout des civils et des militaires soviétiques. La différence n'est pas négligeable et la première personne qui devrait en convenir est M. Poutine lui-même, qui en sait quelque chose de l'abysse qui sépare la maudite Union soviétique de sa Fédération de Russie, puisqu'il a coutume de pêter les plombs en public quand il parle de la Révolution d'Octobre, de Lénine et de ses bolcheviks.

Mais voyons si, malgré tout, il y a un grain de vérité dans la propagande de M. Poutine. Les citoyens et les militaires soviétiques qui sont morts pendant et à cause de la Seconde Guerre mondiale étaient-ils donc uniquement des Russes? La réponse est donnée par le tableau suivant emprunté à l'article

1. Giorgos Mitralias est journaliste et l'un des fondateurs du Comité grec contre la dette.

République soviétique	Population en 1940	Pertes militaires	Pertes civiles	Total	% de décès (pop. de 1940)
RSS d'Arménie	1 320 000	150 000	30 000	180 000	13,60%
RSS d'Azerbaïdjan	3.270.000	210 000	90 000	300 000	9,10%
RSS de Biélorussie	9.050.000	620 000	1 670 000	2 290 000	25,30%
RSS d'Estonie	1.050.000	30 000	50 000	80 000	7,60%
RSS de Géorgie	3.610.000	190 000	110 000	300 000	8,30%
RSS kazakhe	6.150.000	310 000	350 000	660 000	10,70%
RSS kirghize	.1530.000	70 000	50 000	120 000	7,80%
RSS de Lettonie	1 890 000	30 000	230 000	260 000	13,70%
RSS de Lituanie	2 930 000	25 000	350 000	375 000	12,70%
RSS moldave	2 470 000	50 000	120 000	170 000	6,90%
RSFS de Russie	110 100 000	6 750 000	7 200 000	13 950 000	12,7% (A)
RSS du Tadjikistan	1.530.000	50 000	70 000	120 000	7,80%
RSS du Turkménistan	1 300 000	70 000	30 000	100 000	7,70%
RSS d'Ouzbékistan	6 550 000	330 000	220 000	550 000	8,40%
RSS d'Ukraine	41 340 000	1 650 000	5 200 000	6 850 000	16,3% (B)
Non identifié	-	165 000	130 000	295 000	
Total en URSS	194 090 000	10 700 000	15 900 000	26 600 000	13,70%

pertinent de *Wikipedia*, qui s'appuie sur l'étude de Vadim Erlikman: *Poteri narodonaseleniia v XX veke: spravochnik*, Moscou, 2004, p. 23-35.

La réponse est bien sûr négative. Bien entendu, la République socialiste fédérative soviétique de Russie, qui comptait à l'époque de loin la plus grande population (110 millions d'habitants), a eu, en chiffres absolus, plus de morts que toute autre République socialiste soviétique. Toutefois, les choses changent considérablement lorsque le calcul est effectué sur la base du pourcentage de la population de chaque République soviétique représenté par ses morts civils et militaires. En effet, le pourcentage de Russes morts (12,7 %) est inférieur au pourcentage moyen de toute l'Union soviétique (13,7 %) ! Et pas seulement ça. Le pourcentage de l'Ukraine est considérablement plus élevé (16,3 %), ce qui la place en deuxième position en termes de pertes humaines, après la Biélorussie (25,3 %), qui a payé le plus lourd tribut de sang, comme d'ailleurs en témoigne un des deux ou trois films les plus importants du cinéma mondial: le film

terrifiant de réalisme et en même temps profondément philosophique *Va et regarde* (intitulé bêtement *Requiem pour un massacre* en France) du grand réalisateur soviétique Elem Klimov.

Mais que dire des «petits» peuples et nations d'URSS qui sont en permanence ignorés par M. Poutine alors que leurs populations ont été quasiment décimées pendant la guerre? Comme, par exemple, les Iakoutes qui ont perdu environ 61 % de leurs hommes qui ont combattu avec l'Armée rouge! Ou les Juifs d'URSS qui ont également subi des pertes énormes, les plus grandes de toutes les nations de l'Union soviétique, puisque sur les 500 000 qui ont combattu dans les rangs de l'Armée rouge, 200 000 ont été tués, soit 40 % (!), tandis que 2 millions de civils Juifs ont également perdu la vie. C'est donc évidemment à cause de cette falsification bien organisée de l'histoire que nous nous obstinons à parler, par exemple, de la «libération d'Auschwitz par des soldats russes», alors qu'en réalité, «Auschwitz a été libéré par la 322^e division du «Premier front

ukrainien» de l'Armée rouge». C'est-à-dire, principalement par des soldats ukrainiens. Et ceci n'est qu'un des innombrables exemples de ce genre...

Alors, quand Poutine et sa propagande grand-russe non seulement ignorent les sacrifices de tous ces peuples, nations et nationalités, mais vont jusqu'à confisquer leurs sacrifices et leurs morts en les attribuant à des... «Russes», nous n'avons plus une simple fraude, un simple mensonge, mais quelque chose de bien pire, un vrai sacrilège! Et le pourquoi de ce sacrilège est manifeste. Ayant décrété qu'il n'y a pas de nation ukrainienne, Poutine ne peut évidemment pas admettre qu'il y a eu des millions d'Ukrainiens qui sont morts en combattant le 3^e Reich il y a quatre-vingts ans. Et plus encore, il lui est inconcevable d'accepter que les pertes humaines ukrainiennes aient été

proportionnellement plus importantes que les pertes russes déjà effroyables. En fait, comme il s'obstine à déclarer que les Ukrainiens ne sont rien d'autre que des Russes «nazifiés», il finit – tout à fait «raisonnablement» dans sa déraison – par russifier aussi... leurs morts de la Seconde Guerre mondiale.

Alors, force est de constater que les fantômes du passé hantent le présent comme jamais auparavant, au moment où même le terrible tribut de sang payé par la population soviétique dans sa lutte antifasciste fait aujourd'hui l'objet d'une opération bien orchestrée de falsification de l'histoire. Juste pour servir les besoins propagandistes du pilleur de tombes sans scrupule qu'est M. Poutine!

Traduit du grec par Yorgos Mitralias



DÉNI MÉPRISANT DES UKRAINIENS COMME ACTEURS AU NOM DE LA GÉOPOLITIQUE ET/OU DE LA PAIX

GILBERT ACHCAR

La gauche antiguerre anti-impérialiste du monde entier est profondément divisée sur la guerre en Ukraine selon des lignes assez inhabituelles, en raison de la nouveauté de la situation représentée par l'invasion par la Russie d'un pays voisin plus faible avec des ambitions expansionnistes nationalistes ouvertement déclarées, ainsi que le soutien actif et substantiel de l'OTAN à la résistance du pays envahi. La même gauche avait déjà été confrontée à une division au sujet de l'intervention meurtrière de la Russie en Syrie après celle de l'Iran, mais les conditions étaient très différentes.

Moscou est intervenue au nom du gouvernement syrien en place, un fait que certains ont pris comme prétexte pour la justifier ou l'excuser. Les mêmes dénonceraient avec véhémence l'intervention tout aussi meurtrière menée par l'Arabie saoudite au Yémen, même si cette dernière a également eu lieu au nom d'un gouvernement existant – un gouvernement sans aucun doute plus légitime que la dictature syrienne, vieille de plus de cinquante ans. (Le gouvernement du Yémen est issu des élections organisées à la suite du soulèvement de 2011 qui a chassé le dictateur de longue date de ce pays).

Le soutien à l'intervention militaire de la Russie en Syrie ou, au mieux, le refus de la condamner étaient dans la plupart des cas fondés sur un

«anti-impérialisme» géopolitique unilatéral qui considérait le sort du peuple syrien comme subordonné à l'objectif suprême de s'opposer à l'impérialisme occidental dirigé par les États-Unis et considéré comme soutenant le soulèvement syrien. Là encore, il y a une contradiction flagrante puisque les tenants de cette position n'ont pas manifesté contre la guerre menée par les États-Unis contre le soi-disant État islamique (EI) et exigé qu'elle cesse. En fait, certains de ceux qui, au nom de l'opposition à l'impérialisme américain, ne condamnaient pas l'intervention de la Russie dans le renforcement de la dictature syrienne, soutenaient l'intervention des États-Unis aux côtés de l'YPD kurde, les co-penseurs syriens du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) de Turquie, dans sa lutte contre l'EI. (Les États-Unis ont même et simultanément soutenu les milices pro-iraniennes d'Irak dans ce même combat).

La guerre en Ukraine a présenté ce qui semblait être un cas plus simple et plus direct. La Russie a mené une guerre d'invasion en Ukraine similaire à celles menées par l'impérialisme américain dans divers pays depuis la Seconde Guerre mondiale, de la Corée au Vietnam en passant par l'Irak et l'Afghanistan. Mais comme ce n'était pas Washington mais Moscou qui envahissait, et que ceux qui luttaient contre l'invasion n'étaient pas soutenus par Moscou et Pékin mais par Washington et ses alliés de l'OTAN, la plupart de la gauche antiguerre anti-impérialiste a réagi très différemment. Une partie de cette gauche, poussant à l'extrême son opposition néocampiste à l'impérialisme américain et à ses alliés, a soutenu la Russie, la qualifiant d'«anti-impérialiste» en transformant le concept d'impérialisme d'un concept basé sur la critique du capitalisme en un concept basé sur une haine quasi culturelle de l'Occident. Une autre section reconnaît la nature impérialiste de l'État russe

actuel, mais considère qu'il s'agit d'une moindre puissance impérialiste à laquelle il ne faut pas s'opposer, selon la logique du «moindre mal» critiquée à juste titre par Jeffrey St Clair.

Une autre section de la gauche antiguerre anti-impérialiste, reconnaissant également la nature impérialiste de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, l'a condamnée et a exigé qu'elle cesse. Cependant, elle n'a pas soutenu la résistance de l'Ukraine à l'invasion, sauf en lui souhaitant pieusement de réussir, tout en refusant de soutenir son droit à obtenir les armes nécessaires à sa défense. Pire encore, la plupart d'entre eux s'opposent à la livraison de ces armes par les puissances de l'OTAN, dans une subordination flagrante du sort des Ukrainiens à la considération «suprême» présumée de l'anti-impérialisme occidental.

L'itération la plus hypocrite de cette attitude a consisté à feindre de se préoccuper des Ukrainiens qui sont présentés comme étant utilisés par l'OTAN comme chair à canon dans une guerre interimpérialiste par procuration. À cet égard, on fait grand cas d'une interview de Chas Freeman, un ancien fonctionnaire américain de 79 ans qui a pris sa retraite en 1994 après avoir occupé une série de postes, dont celui d'ambassadeur des États-Unis au royaume saoudien au moment de la destruction de l'Irak par les États-Unis en 1991. L'interview a été réalisée par le site Grayzone, spécialisé dans la propagande russe, l'antivax et les théories du complot. Lorsqu'on lui a demandé ce qu'il pensait de la déclaration du président ukrainien Zelensky, selon Grayzone, selon laquelle les membres de l'OTAN lui auraient dit qu'ils ne laisseraient pas son pays entrer dans l'OTAN, mais qu'ils laisseraient publiquement la porte ouverte, Freeman a répondu :

Je pense que c'est remarquablement cynique, ou peut-être que c'était naïf et irréaliste de la part des dirigeants de l'Ouest. Zelensky y est manifestement un homme très intelligent, et il a vu quelles seraient les conséquences d'une mise dans ce qu'il a appelé les limbes: l'Ukraine serait mise à l'écart. Et l'Occident disait en substance: «Nous nous battons jusqu'au dernier Ukrainien pour l'indépendance de l'Ukraine», ce qui reste essentiellement notre position.

Plus tard, dans la même interview, Freeman a été interrogé sur l'opinion selon laquelle l'Ukraine est utilisée comme chair à canon contre la Russie, une opinion qui prévaut à Washington selon Grayzone. Freeman a répondu: «Cela ne coûte essentiellement rien aux États-Unis tant que nous ne franchissons pas une quelconque ligne rouge russe qui conduirait à une escalade contre nous.» Dans ses réponses, Freeman avait plutôt l'air de blâmer l'OTAN de ne pas laisser entrer l'Ukraine, et les États-Unis de ne pas se battre pour l'Ukraine, comme s'il souhaitait que l'Alliance s'implique directement dans la défense du territoire et de la souveraineté de l'Ukraine au lieu de la laisser dans les limbes.

Et pourtant, la citation concernant la lutte jusqu'au dernier Ukrainien a été interprétée comme une déclaration de Freeman lui-même selon laquelle Washington utilise les Ukrainiens comme des soldats par procuration et les pousse à se battre jusqu'au dernier d'entre eux, et traitée comme s'il s'agissait d'une déclaration officielle de la politique américaine. Vladimir Poutine lui-même a répété la même phrase «jusqu'au dernier Ukrainien» le 12 avril. D'où une fausse manifestation de pitié pour les Ukrainiens décrits comme étant cyniquement envoyés des armes par les puissances de l'OTAN pour qu'ils continuent à se battre jusqu'à épuisement total. Cela permet à

ceux qui expriment de telles opinions de s'opposer à la livraison par les gouvernements de l'OTAN d'armes défensives aux Ukrainiens sous couvert de préoccupations humanistes à leur égard.

Cette fausse sympathie oblitère toutefois totalement l'action des Ukrainiens, au point de contredire la plus évidente des évidences: pas un seul jour ne s'est écoulé depuis le début de l'invasion russe sans que le président ukrainien ne reproche publiquement aux puissances de l'OTAN de ne pas envoyer suffisamment d'armes, tant quantitativement que qualitativement! Si les puissances impérialistes de l'OTAN utilisaient cyniquement les Ukrainiens pour drainer leur rival impérialiste russe, comme le voudrait ce type d'analyse incohérente, elles n'auraient certainement pas besoin d'être suppliées pour envoyer plus d'armes.

La vérité est que les principales puissances de l'OTAN – notamment la France et l'Allemagne, qui sont toutes deux d'importants fournisseurs d'armes à l'Ukraine – ont hâte que la guerre cesse. Bien que la guerre ait des avantages substantiels pour leurs complexes militaro-industriels, les gains de ces secteurs spécifiques sont largement compensés par l'impact global des pénuries d'énergie imminentes, de l'inflation croissante, de la crise massive des réfugiés et de la perturbation du système capitaliste international dans son ensemble, à une époque d'incertitude politique mondiale et de montée de l'extrême droite.

Enfin, une autre section de la gauche mondiale antiguerre anti-impérialiste rejette la fourniture d'armes aux Ukrainiens au nom de la paix, préconisant les négociations comme alternative à la guerre. On pourrait croire que nous sommes revenus à l'époque de la guerre du Vietnam, lorsque le mouvement antiguerre était divisé entre les partis communistes pro-Moscou qui prônaient la paix et la gauche



radicale qui souhaitait ouvertement la victoire du Vietnam contre l'invasion américaine. La situation est toutefois très différente aujourd'hui. À l'époque du Vietnam, les deux ailes du mouvement antiguerre étaient pleinement solidaires des Vietnamiens. Elles soutenaient toutes deux le droit des Vietnamiens à acquérir des armes pour leur défense. Leur désaccord était d'ordre tactique, sur le slogan à mettre en avant pour construire le plus efficacement possible un mouvement antiguerre qui pourrait aider le Vietnam dans sa lutte nationale.

Aujourd'hui, en revanche, ceux qui prônent la «paix» tout en s'opposant au droit des Ukrainiens d'acquérir des armes pour leur défense opposent la paix au combat. En d'autres termes, ils souhaitent la capitulation de l'Ukraine. Quelle «paix» aurait pu résulter si les Ukrainiens n'avaient pas été armés et n'avaient donc pas pu défendre leur pays? Nous aurions pu écrire aujourd'hui «L'ordre prévaut à Kiev!», mais cela aurait été le nouvel ordre imposé par Moscou à la nation ukrainienne sous le prétexte très fallacieux de la «dénazification».

Des négociations sont en cours entre Kiev et Moscou, sous l'égide de la Turquie, membre de l'OTAN. Elles ne déboucheront pas sur un traité de paix, sauf de deux façons. La première est que l'Ukraine ne pourra plus continuer à se battre et devra capituler et accepter le diktat de Moscou, même si ce diktat a été considérablement édulcoré par rapport aux objectifs initialement déclarés par Poutine en raison de la résistance héroïque des forces armées et de la population ukrainiennes. La deuxième possibilité est que la Russie ne soit plus en mesure de continuer à se battre, soit militairement en raison de l'épuisement moral de ses troupes, soit économiquement en raison du mécontentement généralisé de la population russe – de la même manière que, lors de

la Première Guerre mondiale, les difficultés rencontrées par les troupes de la Russie tsariste et les conséquences économiques de la guerre sur la population russe ont conduit cette dernière à se soulever et à faire tomber le tsarisme en 1917 (une cause similaire a conduit à l'échec de la Révolution de 1905 à la suite de la défaite de la Russie dans sa guerre contre le Japon).

Les vrais internationalistes, les partisans de l'anti-guerre et les anti-impérialistes ne peuvent qu'être de tout cœur en faveur du second scénario. Ils doivent donc soutenir le droit des Ukrainiens à obtenir les armes dont ils ont besoin pour leur défense. La position opposée revient à soutenir l'agression impérialiste de la Russie, quelle que soit la prétention contraire qui peut l'accompagner.

EUROPE SOLIDAIRE

www.europe-solidaire.org/spip.php?article62495

LIGNES DE FRONT

« ENSEMBLE, NOUS TRANSFORMERONS LA VIE DE NOS ENNEMIS EN ENFER! »

PATRICK SILBERSTEIN¹

« Nous combattons un ennemi puissant, plus nombreux, et qui peut s'emparer de notre ville pendant un certain temps. Mais il ne pourra jamais tenir ces villes, car dans chaque maison, nous l'attendrons. Nous libérerons chaque parcelle de notre terre, étape par étape. »



C'est un site pour le moins inhabituel qui a été créé par le ministère de la défense ukrainien. Il annonce d'emblée la couleur: « Nous sommes la résistance ukrainienne ». Sa fonction: « soutenir et coordonner » les actions contre l'occupant russe dans les territoires occupés en publiant un document PDF de 19 pages. Lequel n'est rien d'autre qu'un manuel du parfait saboteur; « saboteur » devant être pris au sens le plus large du terme, comme on le lira au fil de ces quelques extraits.

La publication encourage l'attaque tous azimuts par les citoyens des forces d'occupation: « par surprise », « là et où l'ennemi ne s'y attend pas », « là où il se sent en sécurité », de nuit, comme de jour, sur les routes, dans les entreprises et les bureaux.

« Nous vous apprendrons, indiquent les rédacteurs, à collecter et à transmettre des informations sur l'ennemi ». Vous n'avez pas d'armes, disent-ils aux résistant-es « en herbe », eh bien agissez avec les moyens

du bord. Une première recommandation: « La brochure est à télécharger, à lire et détruire immédiatement, afin de ne pas laisser de trace². [...] Nous vous apprendrons à ne pas laisser de traces sur internet et à éviter la répression. »

Le document détaille un large éventail de moyens de résistance « active » et « passive »; classés par branche professionnelle et adaptés aux aptitudes de chacun·e. Nous y lisons une sorte de mélange discret de « coulage », de grève du zèle et de sabotages: « Compliciter toutes les tâches, les rendre inexécutables ou les ralentir »...

Le site s'adresse donc directement aux citoyen·nes qui résident en territoire occupé: « Si votre ville ou village est de l'autre côté de la ligne de front [...] que peuvent faire les ouvriers, les militaires, les policiers, les enseignants, les journalistes, les médecins ou les fonctionnaires? Que peuvent faire les femmes au foyer, les postiers ou les cheminots? » La réponse est simple: agir par tous les moyens nécessaires pour mettre fin à l'occupation, selon les possibilités de chacun·e, dans des situations concrètes. Évidemment en prenant toutes les précautions de sécurité possible pour ne pas mettre, autant que faire se peut, les résistant·es en danger. Le schéma organisationnel est le suivant: à côté de l'armée « classique » – elle n'a d'ailleurs rien de classique, mais c'est une autre

1. Patrick Silberstein est membre des brigades éditoriales de solidarité.

2. https://drive.google.com/file/d/1Sm1VjtQsXrQCf3o8h71Tr_2uiMkaG4HL/view.

histoire – il existe «une direction clandestine» qui est en charge des actions partisanses.

Mot d'ordre: «Partout, dans les territoires temporairement occupés», les citoyens doivent s'opposer à l'occupation et «organiser des actions simples et surtout sûres [qui], multipliées par des milliers de personnes, seront une arme efficace contre les envahisseurs.» Objectif: les occupants étaient déjà moralement atteints par les échecs militaires, la résistance interne aux territoires occupés doit devenir «un sol très humide sous leurs pieds!»

QUELQUES RECOMMANDATIONS

Selon les rédacteurs du document, les actions entreprises dépendent des capacités des personnes engagées et mais aussi des questions de nécessaires à leur protection: «Il n'est pas nécessaire de montrer explicitement vos intentions, car cela augmente les risques.» Le choix de l'objectif et le moment de l'action, ainsi que les préparatifs «ne doivent pas être excessivement compliqués» et il faut agir «de la manière la plus involontaire possible». Il faut également «toujours avoir un alibi simple et direct et y penser à l'avance».

«MÉTHODES PASSIVES DE SENSIBILISATION DE LA COMMUNAUTÉ»

Il est possible de développer des actions, même minimales, entraînant des perturbations (retards, erreurs...) de la vie quotidienne des forces d'occupation. En agissant ainsi, on cherche à provoquer un «effet domino». Deux types de perturbations à créer sont identifiées: «matérielles», elles comportent la réduction de la production ou encore la détérioration de la qualité des produits, etc.; «Morales», elles sont conçues pour créer chez l'occupant un sentiment d'insécurité, d'isolement et d'hostilité.

«MÉTHODES POUR AFFAIBLIR LE MORAL DES FORCES D'OCCUPATION»

Parmi les nombreux «conseils» formulés: «Donnez des réponses incompréhensibles lorsqu'on vous demande quelque chose sur votre lieu de travail.» «Soyez aussi bavard et grincheux lors des rapports avec des envahisseurs ou des collaborateurs.» «Remettre publiquement en question les règles de circulation, de transport, etc.» «Soyez froid avec les occupants et les collaborateurs.» «Ignorer leurs questions ou plutôt, donnez-leur des réponses inadéquates (par exemple, lorsqu'ils demandent un renseignement trajet ou l'heure).»

Il est également recommandé de s'éloigner ostensiblement et en silence des soldats russes que l'on pourrait rencontrer dans les rues ou dans les magasins pour qu'ils se sentent «intrus» et «isolés». Il ne faut évidemment ni acheter, ni lire, ni regarder, ni consulter les journaux «liés de près ou de loin à la puissance occupante», leurs émissions de télévision, de radio ou leurs sites internet.

Et, bien entendu, il est conseillé à ceux qui parlent russe de faire semblant de ne pas bien la comprendre.

Partout où c'est possible, il faut ralentir et entretenir la confusion: «Exprimez-vous aussi souvent que possible et aussi longtemps que possible.» «Compléter la prise de décision de l'ennemi avec des expériences et des anecdotes personnelles.»

Pour ceux qui travaillent dans les bureaux liés aux autorités d'occupation, il est «utile» de commettre le maximum de petites erreurs indécélables: «confondre les noms», «se tromper d'adresse»; «Si vous faites des photocopies, faites en plusieurs copies et mélangez-les...»; «Dans les ordinateurs, déplacer les fichiers dans d'autres dossiers, supprimer les applications»...

Les employé·es, invité·es à faire de nombreuses pauses et à s'attarder aux toilettes, peuvent facilement égarer leurs stylos ou leurs calculettes. Le «harçèlement» des chefs de service avec des questions «pertinentes» sur le travail, sur «la mauvaise qualité des outils de travail» est également préconisé.

De leurs côtés, exemple parmi d'autres, les personnels de santé ayant à s'occuper de personnels des forces d'occupation sont invités à «utiliser plus de médicaments que nécessaires et à récupérer ce qui est possible» pour les remettre à la résistance.

FAUX PAPIERS

Pour faire face aux besoins de faux papiers, les fonctionnaires de l'état-civil sont invités à recueillir «secrètement les passeports, les certificats et les codes d'identification des personnes décédées» et de les remettre aux membres du mouvement de résistance.



SABOTAGE

De très nombreux exemples de sabotages possibles et des moyens de les réaliser sont détaillés avec précision, selon les cibles ou les professions. De manière générale, il est conseillé d'«utiliser des objets ou des produits dont la possession est considérée comme anodine». Une liste est dressée, petit inventaire à la Prévert à destination du citoyen désarmé: couteau suisse, multi-outils, poêle à frire, pierres, tissu, sel, sable, tournevis, marteaux, papier de verre, meuleuses, colle, trombones, éponges, pelotes de laine, riz, pois chiches («100 g pour 30 litres d'essence»), sciure, miel, pièces de monnaie, etc.

Au choix, avec quelques-uns de ces éléments, on peut bloquer des serrures, gripper des machines, boucher des canalisations, déclencher des courts-circuits, encrasser les gicleurs des carburateurs des véhicules, crever des pneus, déclencher des incendies...

Pour le choix des actions à mener, il est recommandé de choisir celles qui peuvent être exécutées par presque tout le monde. Par exemple, «dans la rue, après la tombée de la nuit», il est possible de s'attaquer à un camion en versant du sel ou divers mélanges dans le réservoir. Surtout, «ne restez pas sur place pour contempler le résultat de votre action et ne vous en vantez auprès de votre entourage»...

Les entrepôts, les bureaux, les hôtels et les usines sont désignés comme «des cibles idéales pour un sabotage de petit calibre». Il est ainsi «facile» d'endommager le chauffage ou la ventilation des bâtiments où les occupants leur collaborateurs travaillent ou vivent.

Le feu peut également être déclenché «dans certaines zones». Pour cela, il est recommandé d'utiliser «une combinaison de bougie, de papier et d'huile de palme.» Suit une description précise de la procédure, variable selon ce que l'on veut incendier. Les instructions rappellent d'ailleurs que même si le feu reste modeste, la tentative de l'éteindre avec un extincteur se révèle très efficace, car elle permet de détruire des archives ou du matériel de gestion. Plus détonnant, il est possible d'utiliser le gaz pour faire sauter un bâtiment, «la nuit quand le bâtiment est inoccupé». Le site donne également la recette de la fabrication de fumigènes qui «peuvent être utiles pour détourner l'attention des patrouilles».

RECOMMANDATIONS SPÉCIALES POUR LES CHEMINOTS

«Si vous êtes un travailleur du rail ou même un passager régulier, votre tâche consiste à rendre le voyage aussi désagréable et compliqué que possible pour les forces d'occupation.» Comment? En multipliant les erreurs de billetterie et d'affichage pour que les occupants se trompent de train ou ratent leur train, ou encore en organisant mal les voitures les unes par

rapport aux autres. Dans les trains, il faut faire du bruit et empêcher les soldats et les officiers de dormir en multipliant les annonces et en augmentant le volume des haut-parleurs. Il faut aussi commettre des erreurs dans l'acheminement des bagages. Suivent de nombreuses recommandations, très techniques, à l'usage des conducteurs de train pour ralentir efficacement et discrètement les convois.

SUR LES ROUTES

Si on peut établir des barrages en coupant des arbres, il faut choisir «soigneusement» les tronçons de route afin d'occasionner le plus de gêne possible. Bien entendu, il est possible – «et facile» – de démonter ou de changer les panneaux de signalisation, notamment aux intersections: «L'occupant pourra alors parcourir des dizaines de kilomètres avant de se rendre compte de son erreur.»

Enfin, «lorsqu'un ennemi vous demande son chemin, il faut lui répondre le plus poliment possible, en lui donnant de mauvaises indications». Et «si vous pouvez créer un «embouteillage» sur une route à forte circulation, faites-le.» Attention: si vous pensez installer sur la route des dispositifs crevant les pneus des voitures, «ne le faites pas devant chez vous».

AU CINÉMA

Les opérateurs ont la possibilité de perturber la projection des films de propagande en rencontrant des difficultés à faire la mise au point ou en accélérant défilement du film. Quant aux spectateurs, ils peuvent interrompre la projection en applaudissant, en parlant à voix haute, en téléphonant. Une technique originale: «Mettre des bourdons dans un sac en papier, apporter le sac au cinéma, le déposer dans la salle, l'ouvrir. Dès le début de la projection, les bourdons vont aller se déposer sur la lentille du projecteur...»

Pour terminer sur une note cinématographique au moment où Volodymyr Zelensky a ouvert le Festival de Cannes, tout cela rappelle furieusement les récits familiaux des séances de cinéma sous l'Occupation, quand les «actualités» étaient diffusées lumières allumées, *La bataille du rail* de René Clément ou encore le personnage incarné par Michel Simon dans *Le Train* de John Frankenheimer. Toujours *Le silence de la mer*. FTP 2.0!

EN BREF

Vladyslav Nikitenko, un habitant de Blagoveshchensk (Russie) a été inculpé pour avoir «discrédité» l'armée à plusieurs reprises. Selon la police, l'individu a déjà été condamné en mars à une amende pour les mêmes faits. Ayant récidivé «à dix reprises» il risque jusqu'à trois ans de prison. Le 24 février, Vladislav Nikitenko avait déposé des requêtes auprès des instances judiciaires de l'armée en accusant Vladimir Poutine et les membres du Conseil de sécurité de déclencher la guerre en Ukraine. (Source: [https://zona.media/.](https://zona.media/))

Selon le renseignement militaire ukrainien, plusieurs unités de la 70^e brigade motorisée ont refusé de participer aux opérations militaires et demandé à être renvoyées sur leur lieu de cantonnement habituel. Le FSB est intervenu et les agitateurs auraient été affectés dans les zones les plus dangereuses du front. (Source: *The Kyiv Independent*.)

Des attaques au cocktail Molotov ont été menées contre des bureaux militaires à Omsk et Volgograd, Ryazan et Khanty-Mansi, «probablement pour protester contre la mobilisation secrète». Deux jeunes de 16 ans auraient été arrêtés dans une localité de l'oblast de Moscou.

Des partisans «non identifiés» auraient attaqué et détruit un train blindé russe à Melitopol et endommagé les voies ferrées et une locomotive.

BOÎTE ALERTES



Kyoko Kasuya, «Protection», 28 février 2022.
The Crown Letter, <https://crownproject>

Steppes (Lina Kostenko)

Steppe verte, ni arbre, ni champ.
Steppe azur, ni nuages, ni pigeons.
Un soleil rouge,
lingot encore brûlant,
vogue avec lenteur entre elles.

Et toi, derrière lui
jusqu'au soir vagabondes
Es-tu las? plonge, renversé dans l'herbe,
puis écoute, écoute,
jusqu'à n'en plus pouvoir
les fleurs de steppe qui, si doucement, respirent.

Traduit par Marie-France Jacamon



DECLARATION DES ÉDITIONS MEDUSA (KYIV) ET SYLLEPSE (PARIS)

L'agression militaire de la Fédération de Russie, le 24 février dernier, contre l'Ukraine constitue une violation délibérée du droit à la nation ukrainienne à exister et à déterminer librement son avenir. Les massacres, les viols, les tortures constituent des moyens de guerre de l'armée russe auxquels le peuple ukrainien oppose une résistance héroïque.

Si elle aboutissait, cette invasion, signifierait également pour les Ukrainien·nes une mise au pas idéologique et culturelle, la disparition de tout espace de réflexion, l'écrasement des libertés démocratiques élémentaires, d'expression et d'association.

Les éditions Medusa, maison d'édition indépendante de Kyiv, ont développé depuis plusieurs années un catalogue constitué de pensée libre, critique, émancipatrice. Un tel catalogue est insupportable aux maîtres du Kremlin. Les éditions Medusa, comme l'ensemble des autres éditeurs ukrainiens, sont actuellement en grave danger.

Les éditions Syllepse se sont engagées dans le soutien au peuple ukrainien en publiant plusieurs ouvrages. Cet engagement va se poursuivre et s'approfondir avec le soutien à l'édition ukrainienne.

Dans ce cadre, les éditions Medusa (Kyiv) et Syllepse (Paris) ont décidé de nouer un partenariat de solidarité et d'assistance.

Désormais, les ouvrages des éditions Medusa en langue ukrainienne seront disponibles et mis en vente par les éditions Syllepse, notamment sur son site www.syllepse.net.

Ainsi, nous voulons permettre à tous et toutes d'apporter un soutien aux éditions Medusa en acquérant un ou plusieurs de leurs livres dont le prix unitaire est de 5 euros (format PDF). Le produit de la vente de ces livres sera intégralement versé aux éditions Medusa.

SOUTENEZ L'ÉDITION UKRAINIENNE
LIBRE ET ENGAGÉE

DÉJÀ 3 TITRES TÉLÉCHARGEABLES
ET EN PAPIER

SUR LE SITE DE SYLLEPSE ET EN LIBRAIRIE





Kyoko Kasuya, «Still Burning There», mai 2022.
The Crown Letter, <https://crownproject>

**RÉSEAU EUROPÉEN SOLIDARITÉ
AVEC L'UKRAINE ET CONTRE LA GUERRE**

JE REVIENS D'UKRAINE

JEAN VOGEL¹

J'ai eu le privilège de me rendre en Ukraine du 2 au 8 mai, avec la délégation du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine dont je fais partie. Nous étions 26, venus de dix pays européens: Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grande-Bretagne, Pologne et Suisse. La délégation comptait quatre parlementaires de gauche venus du Danemark (Soren Sondergaard, Enhedslisten), de Finlande (Veronika Honkasalo, Vasemmistoliitto), de Pologne (Paulina Matysiak, Razem) et de Suisse (Stéphanie Prezioso, Ensemble à Gauche). Il y avait aussi des Argentins (un délégué de la LIT-QI et un parlementaire du Front de gauche, Juan Carlos Giordano).



Notre séjour avait été remarquablement organisé par Sotsialnyi Rukh (SR) une jeune organisation de gauche ukrainienne, se réclamant d'un socialisme démocratique, et profondément engagée dans la résistance à l'agression de l'impérialisme russe et aussi pour la défense des droits sociaux et des libertés démocratiques et l'autonomie des mouvements sociaux en Ukraine même.

Vitalii Dudin de SR a souligné que cette guerre est la plus violente en Europe depuis la Seconde Guerre mondiale. L'Ukraine a besoin de la solidarité internationale, maintenant contre l'agression, mais aussi pour demain, pour le développement de la démocratie, des droits humains, la garantie des droits sociaux.

Il ne s'agit pas seulement d'une lutte patriotique mais de choix politiques et sociaux fondamentaux. [...]

Notre délégation a rencontré des représentants des syndicats de la santé, des transports ferroviaires, des mineurs, de la fonction publique, des travailleurs des centrales nucléaires, etc. Nous avons également rencontré des militantes d'organisations de femmes ou féministes, de solidarité avec les réfugiés et les migrants, des militants du mouvement environnemental, de l'organisation autonome de défense des droits Rrom et d'un collectif Queer.

1. SYNDICALISTES

La conférence a débuté par l'audition de syndicalistes ukrainiens. Oleksandr Skyba, cheminot au dépôt de Darnitsya à Kiev et militant du Syndicat libre des cheminots [...], a décrit les conditions incroyablement dangereuses dans lesquelles lui et ses collègues ont travaillé lorsque les forces russes ont tenté d'assiéger la capitale. Les chemins de fer sont essentiels à l'approvisionnement de l'effort de guerre ukrainien et ont donc été pris comme une cible très importante par les Russes, qui ont bombardé les trains et les voies et tiré sur les cheminots. De nombreux cheminots sont morts. À travers un leitmotiv qui est revenu à plusieurs reprises lors de la conférence, Oleksandr Skyba a décrit comment le travail du syndicat était devenu centré sur la survie de ses membres – transport des fournitures humanitaires, sauvetage des travailleurs en danger, fourniture de nourriture et soutien aux cheminots qui combattent dans les unités de défense territoriale et les forces armées. Plus largement, le syndicat doit contribuer à répondre aux flux de personnes déplacées et

1. Membre du comité belge du Réseau européen de solidarité Ukraine.

réfugiées, le plus souvent des femmes et des enfants, qui se retrouvent sans abri, sans nourriture, alors que les pouvoirs publics sont souvent défailants.

Oleksandr nous a raconté que lui et le syndicat avaient rendu visite à des membres enrôlés dans l'armée pour s'assurer qu'ils avaient reçu une formation de base en premiers secours et en techniques militaires, notamment pour identifier les mines. De nombreux Ukrainiens plus âgés ont une expérience de l'armée, mais la guerre a jeté pour la première fois de nombreux jeunes travailleurs moins expérimentés dans la vie militaire, et leurs anciens réseaux syndicaux s'avèrent être des sources de soutien cruciales.

Yurii Petrovich Samoïlov, président du Syndicat des mineurs indépendants, qui nous a rejoints via Zoom depuis la ville industrielle de Kryvi Rih, non loin de la ligne de front, s'en est fait l'écho¹. Il a décrit les efforts déployés par son syndicat pour transmettre des informations et des fournitures à ses membres engagés dans les combats. Deux militants du syndicat des mineurs sont récemment tombés au front².

D'autres thèmes sont ressortis des discours des syndicalistes. Beaucoup ont souligné combien il était clair pour les travailleurs que leurs organisations indépendantes avaient peu de chances de survie sous l'occupation russe. Le camarade de Kryvi Rih a fait allusion à l'écrasement total du syndicalisme et de toutes les autres formes d'organisation d'une société civile indépendante dans les «républiques populaires» fantoches russes de Donetsk et de Luhansk. Soumis en outre à l'effondrement complet de l'économie et à l'isolement international, les travailleurs de ces régions sont réduits à une impuissance totale, sous la

menace d'une forte répression et de la perte de leurs conquêtes sociales antérieures.

Le président du Syndicat indépendant des mineurs nous a parlé aussi de la dépendance de nombreuses économies européennes (y compris l'Ukraine) à l'égard des combustibles fossiles russes et de la manière dont cette dépendance est exploitée à des fins impérialistes. Il explique que l'intervention russe a rendu l'Ukraine de plus en plus dépendante en matière d'énergie. Mais aussi que l'oligarchie ukrainienne a pris le contrôle de la politique énergétique et l'a soustrait au contrôle démocratique et à l'utilisation rationnelle. C'est pourquoi la propriété publique des ressources énergétiques est nécessaire et revendiquée par son syndicat.

Serhii Kubanskyy et Oksana Slobodiana, syndicalistes dans la santé, ont rapporté que les travailleurs de la santé dans les zones occupées ont été contraints de quitter leurs syndicats et ont reçu l'ordre d'adhérer à des syndicats russes. Cette mesure de coercition était liée à la demande des occupants de faire signer aux travailleurs de nouveaux contrats de travail, plus mauvais. Certains d'entre eux ont réussi à contacter leur ancien syndicat pour demander ce qu'ils devaient faire : risquer leur vie en refusant ou passer pour des collaborateurs lorsque les forces ukrainiennes reviendraient ? Les camarades des syndicats de la santé ont appelé le mouvement syndical international à condamner les syndicats russes pour leur complicité.

Avant la guerre, les travailleurs de la santé souffraient déjà de bas salaires et de mauvaises conditions. Ces travailleurs – dont quatre cinquième sont des femmes – luttent avec des salaires inférieurs à la moyenne ukrainienne et les politiques d'austérité ont épuisé la capacité des services de santé à faire face au Covid-19. Zelensky a publié un décret présidentiel visant à augmenter les salaires des travailleurs

1. www.youtube.com/watch?v=d8smenfbros&ab_channel=LIT-QI.
2. www.facebook.com/109250521778204/photos/a.110864081616848/117815574255032.

de la santé, mais les coupes dans le budget du secteur n'ont pas permis d'effectuer cette revalorisation. L'éclatement de la guerre et l'interdiction subséquente pour les travailleurs de la santé de quitter le pays les ont entraînés dans un tourbillon de pauvreté, de danger et de lutte pour répondre aux besoins criants en traitements médicaux à l'intérieur d'un système qui craque. Il y a des besoins urgents d'une assistance en matériel médical et en médicaments. Auto-organisation des soignantes, avec un groupe Facebook qui compte 8 000 personnes.

Nous avons également entendu le témoignage de plusieurs syndicats de l'énergie. Vasyl Semkanich, du syndicat indépendant des mineurs de Chervonohrad, a expliqué comment des décennies d'intervention russe avaient rendu l'économie ukrainienne dangereusement dépendante des importations de combustibles fossiles. Mais il n'a pas voulu absoudre la classe dirigeante autochtone de l'Ukraine. Il a également rejeté la faute sur les oligarques ukrainiens, qui soustraient de plus en plus le secteur énergétique du pays à l'intérêt et au contrôle public et l'utilisent pour se remplir les poches. Il a parlé des demandes de son syndicat pour que l'industrie devienne une propriété publique démocratique.

Pavlo Oleshchuk, du syndicat des travailleurs de l'atome (*Atomprospilka*), a fait un discours alarmant sur l'industrie nucléaire pendant la guerre. L'armée russe a tiré à plusieurs reprises autour des centrales nucléaires et, au début de la guerre, le complexe de la centrale de Zaporijia, la plus grande d'Europe, a pris feu. La centrale est maintenant sous occupation russe et les élus de la ville voisine ont «disparu». Pavlo a déclaré qu'il avait travaillé à la centrale de Zaporijia pendant dix-sept ans et qu'il connaissait les mesures de sécurité méticuleuses et minutieuses qui avaient été élaborées, souvent sur

l'insistance du syndicat, pour assurer la sécurité de la centrale et de ses travailleurs. Il frémit à l'idée de savoir combien de ces mesures sont encore en place. Il faut du temps au personnel pour s'habituer à une nouvelle usine. Il s'inquiète de ce qui se passe lorsque vous faites venir des spécialistes du nucléaire d'un système complètement différent et que vous les faites travailler sur des centrales nucléaires qu'ils ne connaissent pas. D'après ce qu'il a compris, les Russes ont importé leurs propres gestionnaires pour superviser la centrale, mais le personnel ukrainien d'origine la fait toujours fonctionner et résiste à certains de leurs ordres. Des diapositives nous ont montré les dommages infligés au site de Tchernobyl, brièvement occupé. Non seulement les installations des travailleurs ont été complètement saccagées, mais d'importantes infrastructures de sécurité, comme les laboratoires, les dossiers de santé et de sécurité et les bases de données informatiques ont été détruites. [...]

Pavlo dit que la vie est divisée en un «avant» et un «après» la guerre. Le syndicat a des objectifs stratégiques à long terme, mais il s'avère difficile de les mettre en œuvre dans des conditions de guerre et le syndicat a quelque peu pivoté. Il affirme que le travail des syndicats au cours de la dernière décennie a permis aux travailleurs d'acquérir de nombreuses compétences – organisationnelles, technologiques, communicationnelles – nécessaires au travail humanitaire et à la résistance à l'invasion.

L'orateur réfléchit à l'ironie du fait que des gouvernements occidentaux qui ont infligé l'impérialisme en Irak, en Afghanistan, etc., apportent maintenant un soutien matériel à une lutte de libération nationale. Mais il note que ce n'est pas l'OTAN qui a des troupes sur le sol ukrainien, mais bien la Russie. Si nous croyons à la dignité et à la liberté des travailleurs,



cela signifie qu'il faut soutenir le droit des travailleurs à élire leur propre gouvernement et à ne pas se le voir imposer par une puissance étrangère. La victoire de ce droit démocratique en Ukraine pourrait affaiblir l'impérialisme russe mais aussi celui de l'Ouest.

2. FEMMES ET FÉMINISTES

Nous avons longuement entendu des militantes féministes et des campagnes pour les droits des femmes. Yana Wolf est membre du groupe féministe ukrainien Bilkis. Elles étaient à Kharkiv avant l'invasion et sont maintenant relocalisées à l'ouest. Certaines servent dans les forces armées. La guerre a eu un effet profond sur la vie des femmes. La violence sexuelle a été utilisée comme une arme de guerre par les forces d'invasion, créant d'énormes souffrances et traumatismes. L'accès des femmes à l'avortement est loin d'être garanti. Bien que l'avortement soit légal en Ukraine, celles qui tentent de l'obtenir peuvent être confrontées à la stigmatisation sociale et aux préjugés religieux, même après un viol par des soldats. Malheureusement, de nombreuses Ukrainiennes traumatisées qui réussissent à s'échapper en Pologne découvrent qu'elles se trouvent désormais dans un pays où l'avortement est interdit. [...]. Intervention active de Pro-Life qui dispose de moyens financiers importants et qui disent aux femmes violées: «Vous avez déjà subi le traumatisme d'un viol, vous ne supporterez le deuxième traumatisme d'un avortement.»

La militarisation de la société a également enhardi certains hommes à abuser des femmes. Lorsque les hommes s'engagent dans l'armée, ils ne reçoivent pas seulement un uniforme. Ils obtiennent aussi un sentiment de pouvoir. Et cela inclut un sentiment de pouvoir sur les femmes. Les femmes et les enfants doivent souvent faire face aux conséquences du retour d'hommes traumatisés du front. Lorsqu'ils

rentrent chez eux, leur traumatisme peut se transformer en agression et en haine. Les femmes, les enfants et les mères en souffrent. La violence engendre la violence.

«Les femmes ont un double combat à mener. Elles doivent se battre contre les occupants, et elles doivent aussi se défendre contre leurs propres camarades en uniforme qui n'ont pas appris que les femmes doivent être respectées.» Iryna Yuzyk de People's Action parle de la situation des femmes dans Kherson occupé, dont les revenus ont été coupés, dont les partenaires ont disparu ou sombré dans l'alcoolisme.

Les campagnes tentent d'obtenir une aide financière pour ces femmes, qui ont encore des dettes et des factures pressantes. Mais son organisation est divisée et perturbée – certains combattent dans les forces armées, d'autres sont encore à la maison. Elle compte sur les volontaires.

Le mouvement des femmes ukrainiennes a beaucoup progressé au cours des dernières décennies, mais son infrastructure a été mise en péril par la guerre. Marta Chumalo, du groupe Perspectives de femmes, décrit comment certains refuges pour femmes ont dû fermer. Les conditions de vie de nombreuses réfugiées, y compris celles qui ont fui à Lviv, constituent un terrain propice à la violence domestique et à l'oppression. Elle rappelle quelques exemples de femmes soumises à d'horribles violences. Ceci dans un contexte où il est difficile de faire la cuisine, de se laver, de subvenir aux besoins de ses enfants. La pression psychologique est énorme. [...].

Yulyana Ustinova, de KSENA, parle de la traite des êtres humains pendant la guerre. Il y a plus de 10 millions de personnes déplacées, la moitié à l'étranger, l'autre à l'intérieur du pays. Pendant la guerre, beaucoup d'Ukrainiens ont perdu leur emploi, mais ils avaient des dettes à payer. Il y avait

un grand nombre de personnes qui avaient besoin d'un revenu, et une forte demande à l'étranger pour une main-d'œuvre non officielle bon marché. Des conséquences évidentes...

La guerre a bien sûr aggravé la situation. Beaucoup sont exploités sexuellement. D'autres sont employés dans un travail «non officiel». Les «agences» qui aident ces travailleurs à se réinstaller leur soutirent souvent de l'argent, puis les déplacent. Les conditions de travail sont souvent terribles. Sans papiers, peu de moyens de contester le patron.

Mais si les femmes sont confrontées à de graves difficultés, elles se sont également battues, à la fois contre l'invasion et contre l'oppression des hommes de leur «propre» camp. De nombreuses femmes se sont portées volontaires pour combattre les Russes, et leur pourcentage dans les forces armées atteint 16 %. Elles ont été nombreuses à demander à être autorisées à se battre, résistant aux tentatives de l'armée de les affecter à des rôles éloignés du combat. Pendant ce temps, l'exode vers les villes plus sûres de l'ouest a permis à des militantes de tisser de nouveaux liens, Lviv devenant un centre improvisé pour l'activisme féministe et LGBT. À Kiev, un collectif féministe luttant pour les droits des LGBT vote chaque mois pour déterminer à quelle unité militaire il souhaite faire un don.



3. RROMS

Les minorités ethniques, elles aussi, ont été entraînées dans la lutte commune contre les occupants. Le militant des droits humains, Yulian Kondur, nous a parlé du grand nombre de Rroms qui se portent volontaires dans les forces armées. La participation de tant de soldats rroms à la guerre est une grande source de fierté pour la communauté, a-t-il dit. Et pourtant, les Rroms sont l'un des groupes les plus

marginalisés et opprimés de la société ukrainienne, un désavantage systémique qui n'a nullement disparu pendant la guerre. Le combat collectif de la guerre, dit M. Kondur, a offert de nouvelles possibilités grâce à la lutte contre les préjugés, mais les difficultés sont rudes. La discrimination peut même rendre difficile la migration interne. Les Rroms qui fuient l'Ukraine de l'est vers l'ouest peuvent rencontrer toutes sortes de difficultés et se retrouver perdants lorsqu'il s'agit d'obtenir des prestations sociales à leur arrivée¹. Les Rroms ont également été victimes de la justice d'autodéfense dans le chaos du conflit; l'orateur a attiré notre attention sur un incident particulièrement horrible à Lviv, où des jeunes filles rroms ont été attachées, peintes et humiliées pour un petit vol présumé. [...].

L'effet unificateur de la guerre permet aux groupes de défense des droits humains et à la gauche de faire pression sur le gouvernement pour qu'il respecte ses engagements envers les minorités ethniques. Les attitudes changent car les différents groupes ethniques se retrouvent dans une lutte commune. Les Rroms sur le front sont une source de fierté.

Daria Gosek-Popiolek de Razem a parlé de la situation des réfugiés et des migrants en Pologne. Le gouvernement polonais a adopté une loi accordant la résidence aux réfugiés ukrainiens et leur donnant accès aux services médicaux et publics. Cependant, cette loi ne s'étend pas aux non-ukrainiens qui ont fui l'Ukraine. La gauche a fait pression pour élargir cette disposition (avec un succès mitigé).

[...] Les femmes ukrainiennes vulnérables ont également du mal à recevoir un soutien ou une protection de la part de la police polonaise. Les propriétaires

1. www.youtube.com/watch?v=lijwWgNzxZQ&ab_channel=TimeseRadio.

n'ont pas tardé à exploiter l'explosion de la demande de logements (ainsi que la vulnérabilité des réfugiés). Les Polonais comme les migrants sont touchés par la crise du logement – la gauche réclame plus de logements, en particulier plus de logements sociaux.

Le gouvernement polonais a connu une légère augmentation de son soutien pendant la crise ukrainienne – mais le Razem aussi. Ils y sont parvenus en partie en demandant un soutien adéquat pour les réfugiés. L'extrême droite (en dehors du gouvernement!) a subi une baisse de popularité.

4. LGBT

Ksenia, de l'Atelier féministe, parle de la position des personnes LGBT dans la guerre. Elle explique que les activistes homosexuels dans les zones occupées sont confrontés à la persécution, à l'enlèvement et à la collaboration forcée. Mais des personnes très héroïques dans la zone occupée continuent à être actives. L'homophobie et le patriarcat font désormais partie intégrante de l'idéologie impérialiste de la Russie, qui se présente comme le dernier bastion des valeurs chrétiennes contre l'«homosexualisme» occidental, ce qui rend le militantisme LGBT très difficile. Les lois homophobes russes sont reproduites dans de nombreux autres pays de la sphère russe. Les médias russes sont obsédés par l'idée de dépeindre les personnalités politiques ukrainiennes (Zelensky, les Klitschkos, etc.) comme étant secrètement homosexuelles. L'Ukraine compte heureusement au moins quelques personnalités homosexuelles visibles.

L'énorme mouvement de personnes fuyant la guerre a rassemblé des militants qui vivaient auparavant dans des endroits différents. Lviv est devenue une sorte de capitale impromptue pour les militants féministes et LGBT – de nouveaux réseaux se forment «en arrivant à la gare».

Ksenia ne veut pas blanchir le bilan de l'Ukraine en matière de droits LGBT. Mais son collectif ne doute pas que sa survie dépend de la défaite des envahisseurs. Ils reversent 50 % de leurs revenus aux forces armées. Ils votent collectivement pour choisir les unités auxquelles ils font des dons.

5. ENVIRONNEMENT

Oleh Savytskyi, de l'organisation écologique Ecodia, évoque l'aspect environnemental de la crise. Ils étaient actifs lors de la Journée nationale de la Terre, soulignant que la dépendance de l'Europe à l'égard des combustibles fossiles finance l'agression russe. C'est une situation très rentable pour la Russie. Les groupes écologiques ukrainiens ont tissé des liens avec des militants allemands, essayant de cibler les multinationales européennes qui achètent le pétrole et le gaz russes. Oleh pense qu'il est urgent de mettre fin à l'extraction des combustibles fossiles – ce pourrait être un moment décisif pour changer de cap.

Le pacte climatique de Glasgow parle du charbon, mais évite la question tout aussi urgente du pétrole et du gaz. Les mêmes intérêts corporatifs qui évitent de traiter cette question évitent également de traiter la dépendance à l'égard de la Russie. Il souligne aussi que l'Ukraine est loin d'être le seul pays où l'opposition à l'extraction des combustibles fossiles et à la dégradation de l'environnement est liée à la lutte contre l'impérialisme. Ce sont les pays du Sud qui ont fait pression pour une action climatique. Il s'agit d'un enjeu anticolonial.

Il nous rappelle que nous devons éviter que l'Occident ne se contente de transférer son approvisionnement en combustibles fossiles de la Russie vers l'Arabie saoudite ou le Qatar, ou de les extraire par fracturation aux États-Unis à un coût environnemental énorme.

Yana, de la branche ukrainienne de Fridays For Future, parle du coût environnemental de la guerre elle-même. La plupart des panneaux fournissant de l'énergie solaire à l'Ukraine sont placés le long de la côte sud – malheureusement, c'est aussi là que se déroulent les combats. De nombreux panneaux ont été endommagés.

Lors d'une discussion que nous avons eue avec plusieurs groupes environnementaux ukrainiens, j'ai appris comment les oligarques profitent de la situation de guerre. Par exemple, l'Ukraine consacre la moitié de ses terres à l'agriculture et une grande partie à l'exportation de céréales, de semences. Les Russes ont exploité une partie des terres, aussi le gouvernement émet-il des décrets selon lesquels les zones naturelles protégées peuvent être envahies. L'invasion des zones naturelles est également utilisée pour la construction.

L'une des campagnes qu'ils mènent est la défense de la forêt primaire des Carpates dans la région de Svydovets. Il s'agit d'une région presque unique en Europe centrale et orientale, qui s'étend de la République tchèque à la Pologne, en passant par la Hongrie et l'Ukraine, la Roumanie et la Serbie. Dans la partie ukrainienne, ils coupent la forêt primaire pour en faire une station de ski. La guerre offre ainsi de nouvelles «opportunités commerciales» aux dépens de la nature et des pauvres qui ne peuvent pas acheter de terres à l'État, car la plupart des forêts appartiennent à l'État.

Une lettre de 40 organisations environnementales ukrainiennes demande l'adhésion à l'UE. Leur objectif est qu'en rejoignant l'UE, ils bénéficieront de lois environnementales plus protectrices. Dans le débat, une question se pose : mais si l'UE sait qu'une grande partie du bois ukrainien provient d'une zone protégée, pourquoi n'empêche-t-elle pas les entreprises

européennes d'en importer? En fin de compte, ils reconnaissent qu'il y a aussi beaucoup d'hypocrisie dans l'UE, mais ils pensent qu'ils seront mieux à l'intérieur qu'à l'extérieur.

6. ANARCHISTES ET LIBERTAIRES

Le mouvement anarchiste dirigeait un collectif à Lviv, mais ses dirigeants sont partis se battre. Ils ont permis à l'organisation d'Iryna d'utiliser leur bâtiment comme entrepôt pour l'aide humanitaire. Les contacts anarchistes de Dnipro ont fait de même pour aider à stocker et à transporter l'aide.

Serhii Movchan fait partie d'Operation Solidarity, un réseau d'aide anti-autoritaire avec des liens internationaux. À la veille de la guerre, ses camarades ont décidé que la moitié d'entre eux rejoindrait la défense territoriale et que l'autre moitié resterait pour organiser la solidarité et l'aide humanitaire. Dans la répartition des ressources, leur priorité va au volet militaire.

Une grosse partie de leur activité est liée à l'information, avec l'intention de faire une contre-propagande à la propagande russe parce que beaucoup de gauchistes en Europe continue de croire à la communication de Poutine. Les liens sont excellents avec SR qu'ils considèrent comme l'organisation de gauche la plus active en Ukraine et avec qui ils partagent leur espace de stockage à Lviv.

Leur nombre a augmenté lorsque la guerre a commencé. De nombreux gauchistes, anarchistes et militants sociaux ont ressenti le besoin de faire tout ce qu'ils pouvaient pour aider la résistance. Leur plus grand succès: la livraison de gilets pare-balles, de médicaments et d'aide de l'étranger, y compris à Bucha et Irpin, récemment libérés et même de la nourriture vegan pour des combattants au front qui continuent à manger vegan!



7. GAUCHE DÉMOCRATE SOCIALISTE UKRAINIENNE

Les interventions des militants de SR permettent de se faire une idée de la situation de la gauche socialiste en Ukraine. D'une part, la guerre a présenté d'énormes défis. Lorsque le gouvernement a instauré la loi martiale, le droit de grève ou d'organisation de manifestations a été supprimé. L'administration Zelensky a également réduit les impôts sur les sociétés et dilué les droits des travailleurs dans ce qu'elle a décrit comme une tentative de stabilisation de l'économie.

Sotsialniy Rukh expose ses principaux objectifs: 1) rétablir les libertés syndicales restreintes pendant la guerre sous la loi martiale; 2) améliorer les droits des travailleurs; 3) mettre la législation sociale ukrainienne au niveau de celle du reste de l'Europe.

SR a organisé une initiative pour rassembler des expériences et fournir de l'aide aux travailleurs licenciés ou à ceux dont le salaire n'a pas été versé. SR affirme que la guerre ne doit pas servir de couverture pour saper les droits des travailleurs et ancrer le néolibéralisme, s'oppose aux réductions d'impôts de Zelensky en faveur des entreprises (censées stabiliser l'économie soumise au stress de la guerre) comme un transfert de richesse vers les riches. SR appelle à une protection renforcée des droits des travailleurs car ils ont davantage besoin de protections et de garanties pendant une guerre, et non moins. Le travail est plus dangereux pendant une guerre!

Depuis quelques années, les gouvernements ukrainiens appliquent des mesures de «décommunisation» visant à empêcher les partis politiques d'invoquer positivement le passé soviétique. Il y a quelques semaines, Zelensky a interdit des partis pro-russes, dont certains sont nominalement de gauche. Nous avons demandé au SR son avis sur cette législation.

Le problème, selon eux, n'est pas tant que les partis interdits luttassent sérieusement pour le socialisme ou les droits des travailleurs (dans l'ensemble, il s'agissait de corps pourris de conservateurs sympathisants de Poutine et nostalgiques de l'URSS, élargissant leur attrait par le chauvinisme chrétien orthodoxe et quelques gestes d'opposition à la réduction des allocations). Le Parti communiste d'Ukraine (interdit depuis 2015), n'a, selon eux, plus aucune influence dans la population. Néanmoins, le SR s'oppose à la législation les interdisant. En partie par un intérêt général pour la démocratie et la liberté d'association, mais aussi parce que les interdictions sans nuances de l'iconographie et de la terminologie de gauche peuvent être utilisées pour réprimer les véritables socialistes et les défenseurs des droits des travailleurs.

Denys Pilash, militant du SR, nous a dit qu'en général, il peut être difficile de parler de socialisme ou d'anticapitalisme dans un pays qui a terriblement souffert sous un régime qui prétendait être une «République soviétique socialiste». Et pourtant, la plupart des Ukrainiens sont parfaitement conscients des grandes inégalités sociales, de l'accaparement des richesses par les riches, du vol de la société par les oligarques. Le dégoût des riches est si commun que la rhétorique anti-oligarques est employée même par les partis des oligarques eux-mêmes!

Ce sentiment n'a pas non plus disparu en temps de guerre. Le SR a pu progresser en soulignant l'injustice avec laquelle certains aspects de la guerre sont gérés et en indiquant aux travailleurs comment invoquer leurs droits. Il souligne comment l'égoïsme des patrons et leur mépris pour les conditions de vie des travailleurs affaibliront les chances de l'Ukraine dans la guerre. Selon Pilash, alors que la popularité de Zelensky est très élevée en raison de son rôle de commandant en chef, de nombreux Ukrainiens

ordinaires considèrent que les politiques plus injustes de son gouvernement n'ont aucun rapport. L'opinion populaire peut ainsi être à la fois très pro-Zelensky et critique envers le gouvernement. Dans des conditions extrêmement difficiles, le SR et d'autres authentiques forces de gauche s'efforcent d'esquisser une alternative égalitaire et démocratique que le public puisse saisir, claire et distincte à la fois du présent corrompu et du passé soviétique dictatorial. Au niveau international, le SR met en avant l'importance de l'annulation de la dette extérieure de l'Ukraine.

Ce qui, à mes yeux, est le plus ressorti de ces exposés, c'est que ces mouvements dans leur diversité, inscrivent pleinement leur action et leurs revendications dans la résistance à l'agression russe, résistance qu'ils conçoivent non comme une cause strictement nationale (la préservation de l'indépendance et de la souveraineté de l'Ukraine), mais comme un combat de la société elle-même pour la sauvegarde de son mode de vie, de ses valeurs sociétales, etc. Un simple exemple parmi beaucoup d'autres: Poutine a déclaré qu'une des raisons pour lesquelles l'Ukraine devait être traitée comme une «anti-Russie», c'était qu'elle pratiquait la «liberté de genre», et l'on sait qu'une personne queer dans les zones occupées par l'armée russe risque d'être kidnappée ou de «disparaître».

Par rapport aux visions justifiant l'agression russe, répandues en particulier dans la gauche occidentale, deux points doivent être soulignés:

- la guerre en Ukraine n'est pas une guerre civile à caractère ethnique: le plus grand nombre de victimes des bombardements et des exactions russes sont précisément des Ukrainiens russophones et la résistance dans les zones occupées à l'Est et au Sud est majoritairement le fait de populations russophones;
- dans les zones contrôlées par les Russes (les «Républiques populaires» du Donetsk et de Louhansk

depuis 2014, et a fortiori les territoires occupés actuellement, les droits démocratiques et sociaux des travailleurs sont totalement bafoués, le pouvoir politique et économique est aux mains d'une poignée d'oligarques pro-russes.

L'autre volet de nos rencontres a été de faire ressortir que la guerre n'a pas éliminé, lois s'en faut, les objets de conflictualité dans la vie politique et sociale ukrainienne. Par-delà le sentiment d'union nationale qui s'est imposé, il reste que, par exemple, les mesures de politique sociale et économique du gouvernement Zelensky font porter le poids de l'effort de guerre sur les classes populaires: la loi martiale entraîne l'interdiction des grèves, la suspension de nombreuses garanties sociales, des accords collectifs du travail et parallèlement de très importants avantages fiscaux ont été accordés aux entreprises.

Nos rencontres ont cherché à définir des priorités pour une solidarité «d'en bas», indépendante des États ou des blocs militaires.

Les militant·es de la gauche ukrainienne ont souligné l'importance de cette solidarité tant matérielle que politique. Par exemple, les militantes féministes demandent un soutien aux centres d'accueil pour les femmes victimes de violence et sous la menace constante de tomber dans les griffes de trafiquants sexuels, alors que ces besoins ne sont absolument pas rencontrés par les aides émanant des États et gérées par le gouvernement ukrainien. [...]

TROIS DERNIERS POINTS SONT À SOULIGNER EN CONCLUSION:

- 1) La gauche ukrainienne inscrit entièrement son action dans la résistance, notamment armée, à l'agression russe. Tous les problèmes et toutes les tâches sont redéfinis en fonction de la guerre («tout pour la guerre, tout par la guerre»), ce qui ne signifie pas évacuer ou oublier les «fronts intérieurs» mais



considérer que c'est à travers la participation à l'effort de guerre qu'il faut les aborder et les mener à bien, y compris de façon critique ou opposée à l'action du gouvernement. Le principal défaut de la déclaration adoptée sans discussion après la conférence de Lviv est de ne pas traduire cette conception qui était exprimée dans une grande majorité des interventions des militan·es ukrainien·nes¹. qui nous ont parlé. Je voudrais citer Denis Pilash, du SR :

Je dois commencer par le fait que la résistance ici est vraiment populaire et marque un signe d'union au sein de la société. Tous les habitants de l'Ukraine ressentent désormais cette menace existentielle pour leur vie, ce qui rapproche les gens dans un soutien mutuel. Même les personnes les plus discriminées, comme la communauté rom, se sont portées volontaires dans les unités de défense territoriale. À ce niveau, la société est unie. Pourtant, en termes de composition des classes sociales, les intérêts sont différents. À la veille de la guerre, la majorité des oligarques ukrainiens ont fui le pays, emportant avec eux autant d'argent qu'ils le pouvaient. Les élites ont quitté le pays en abandonnant sa défense aux gens du peuple. Ils ne font pas partie de la résistance. Nous pensons que, dans le meilleur des cas, le mouvement de solidarité construit à partir de la base peut survivre à la guerre et être efficace pour réévaluer la distribution du pouvoir de classe. [...]

2) Attitude vis-à-vis des Russes (des soldats russes, du peuple russe). Plusieurs intervenants ont souligné fortement un changement dans la psychologie collective après Boutcha et la révélation de toutes les autres atrocités. Avant il s'agissait de la guerre de Poutine, il y avait des manifestations lorsque les troupes russes arrivaient, même des vieilles Babouchka. Aujourd'hui c'est différent : la haine des Russes de tout ce qui est

russe grandit (boycott linguistique et culturel). Reflet des atrocités (des choses «inimaginables» ont-ils dit) mais aussi des attitudes de la population russe, y compris parmi ceux qui n'étaient pas pour la guerre («des soldats russes ne peuvent pas faire ça»).

Je voudrais citer les paroles de Marta Havryshko, une féministe ukrainienne :

La plupart des viols auxquels nous assistons dans cette guerre jusqu'à aujourd'hui sont des «viols publics». Qu'est-ce que je veux dire par là? Que les membres de la famille ou d'autres personnes qui s'abritent dans un endroit – par exemple dans des maisons, des sous-sols ou des écoles – sont obligés d'assister à l'humiliation des victimes. Pour les auteurs de ces actes, il semble très important de montrer aux autres ce qu'ils peuvent faire. L'un des objectifs de ces viols «publics» semble donc être d'intimider la population ukrainienne, de répandre la peur et la terreur, non seulement chez ceux qui subissent réellement ces horreurs, mais aussi chez ceux qui en sont témoins et en entendent parler. Ils envoient un message à l'ensemble de la communauté: «Nous sommes puissants, nous pouvons et nous allons vous punir pour votre résistance à notre égard, pour ne pas nous célébrer comme des «libérateurs».» De plus, ces viols communiquent aux hommes ukrainiens qu'ils ne peuvent pas protéger les femmes et les enfants, qu'ils ne peuvent pas protéger leurs épouses, leurs filles, leurs sœurs, leurs mères.

Qui plus est, ces types de viols en disent long sur leurs auteurs eux-mêmes: ils expriment leur sentiment de mépris pour l'Ukraine, pour le peuple ukrainien. En fait, ils semblent être un moyen pour les soldats russes de justifier leurs actions. J'ai entendu parler de cas où des soldats russes sont entrés dans des maisons privées, ont attaché les femmes qui s'y trouvaient aux meubles et les

1. Voir *Soutien à l'Ukraine résistante*, n° 6.

ont forcées à regarder leurs enfants se faire violer. Dans un cas, la sœur aînée d'une fille s'est approchée des soldats russes et leur a demandé : «S'il vous plaît, prenez-moi à sa place. Je suis plus âgée.» Mais les soldats ont répondu : «Non. Vous devriez regarder ce que nous faisons à votre sœur. Parce que nous ferons la même chose à toutes les putes nazies.» Cette histoire révèle l'impact de la propagande russe. Cette propagande affirme qu'il y a un génocide perpétré par les néonazis ukrainiens contre les russophones en Ukraine, et que les Russes sont venus pour protéger et sauver tous les russophones. Cette identification ridicule des Ukrainiens aux nazis a un impact sur le comportement des soldats russes et leur cruauté envers les civils ukrainiens. Ils utilisent ce langage propagandiste lorsqu'ils justifient leurs actions. Pour eux, les femmes ukrainiennes sont des femmes fascistes, elles sont les épouses, les filles, les sœurs d'hommes fascistes. À travers les viols, ils affirment et renforcent cette idée. Grâce aux viols, les femmes ukrainiennes deviennent l'«Autre» ennemi.

Et le commandement de l'armée russe approuve leur comportement. Les soldats pillent, ils prennent beaucoup de choses, des bijoux et des téléviseurs à écran plat, et aussi des vêtements, même des chiffons sans valeur. C'est un signe que leur moral est très bas. Et dans le même esprit, ils violent aussi les femmes. Et leurs commandants les autorisent à piller et à violer. La violence sexuelle est une récompense pour les soldats, pour leur remonter le moral.

En bref, je crois que dans cette guerre, la violence sexuelle est une arme. Pourquoi? Parce que tout d'abord, nous avons beaucoup de témoignages de viols dans tous les territoires occupés par la Russie. Il ne s'agit pas seulement d'actions individuelles. Deuxièmement, la plupart de ces cas de viols sont des viols publics. Les soldats veulent

répandre la terreur, ils veulent répandre la peur. Troisièmement, il est évident que ces soldats ne croient pas qu'ils seront punis. Le commandement de l'armée tolère leurs actions. Même si la Russie nie tout officiellement.

3) Attitude vis-à-vis de la gauche occidentale. Sentiment d'un aveuglement ou pire. Attitude de supériorité qui ne tient aucun compte des Ukrainiens (si ce n'est comme «victimes») et ne cherche même pas à les écouter, à discuter avec eux. Cela peut revêtir plusieurs expressions, prendre plusieurs formes: (a) Russie force anti-impérialiste contre l'ennemi principal, les États-Unis, (b) pacifisme absolu (devant la menace d'un holocauste nucléaire il faut sacrifier l'Ukraine), (c) position gauchiste en apparence (il s'agirait d'un conflit entre impérialismes rivaux avec lesquels les travailleurs n'ont rien à voir d'où l'affirmation que l'Ukraine est un simple pion des USA).

Les réponses des militants ukrainiens sont très simples: «ce n'est pas l'OTAN qui est chez nous, c'est l'armée russe». «Si la Russie arrête de se battre, il n'y a plus de guerre, si l'Ukraine arrête de se battre, il n'y a plus d'Ukraine», «Si les Russes occupent toute l'Ukraine, il y aura des négociations, si les Russes sont repoussés à la frontière, il y aura aussi des négociations – mais ce ne seront pas les mêmes».

16 MAI 2022





Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui arrêteront les blindés russes qui déferlent sur l'Ukraine.

Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui arrêteront la main de fer qui s'abat sur les Russes qui s'opposent à la guerre de Vladimir Poutine.

Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui mettront fin à la guerre contre la liberté de l'Ukraine, pas plus qu'ils ne mettront fin à la dictature des oligarques du Kremlin.

C'est la résistance populaire ukrainienne multiforme, les grains de sable que les démocrates de Russie et de Biélorussie glisseront dans la machine de guerre russe et l'opinion publique mondiale qui arrêteront les chars de Vladimir Poutine.

Mais dans cette bataille pour l'indépendance et la liberté ukrainiennes, rappelons-nous le pouvoir des *samizdats* et l'effet corrosif qu'ils avaient eu sur la dictature stalinienne.

Les éditions Syllepse (Paris), Spartacus (Paris), Page 2 (Lausanne) et M Éditeur (Montréal), les revues *New*



Politics (New York), *Les Utopiques* (Paris) et *ContreTemps* (Paris), les sites *À l'encontre* (Lausanne) et *Europe solidaire sans frontières*, le Réseau syndical international de solidarité et de luttes, le Centre tricontinental (Louvain-la-Neuve) qui publie la revue *Alternatives Sud*, ainsi que le blog *Entre les lignes entre les mots* (Paris) s'associent pour donner la parole aux résistances populaires, aux oppositions russes et biélorusses à la guerre, au mouvement syndical et aux mouvements sociaux opposés à la guerre. Ce faisant, ce front éditorial ainsi constitué adresse un message aux soldats russes: «Crosse en l'air».